John Snow, Inc./PDY
Center for African Family Studies
Education Development Center, Inc.
The Futures Group International
World Education, Inc.

Financé par l'USAID / Equipe Jeunesse - Contrat : 688-C-00-99-00236-00
B.P. 34 Badalabougou Est - Rue 22 - BAMAKO REPUBLIQUE DU MALI
Tél. : (223) 22 27 68 - 23 15 69 - 22 19 87 • Fax : (223) 23 12 47
E-mail : info@jsipdymali.org

A

RAPPORT SEMESTRIEL

1/01 au 30 /06/2002

Août 2002

B

TABLE DES MATIERES

Sigles

Schéma JSI/PDY

I. Introduction..... Page 1

II. Activités programmatiques..... Page 5

Volet I : Santé
Volet I : Santé/Marketing Social
Volet II : Promotion des Jeunes
Volet III : Education
Volet IV : Renforcement de la Capacité Institutionnelle
Volet V : IEC
Volet VI : Recherche Opérationnelle
Volet VII : Suivi et Evaluation

III. Administration du contrat..... Page 47

IV. Commentaires/Leçons apprises/Perspectives..... Page 49

Annexes :
1-Tableaux du Marketing Social (Annexe 1, 1bis, 2, 2bis, 3, 3bis, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10)
2- Liste du personnel
3- Liste des consultants
4- Liste des formations/ateliers effectués
5- Dépenses programmatiques

C

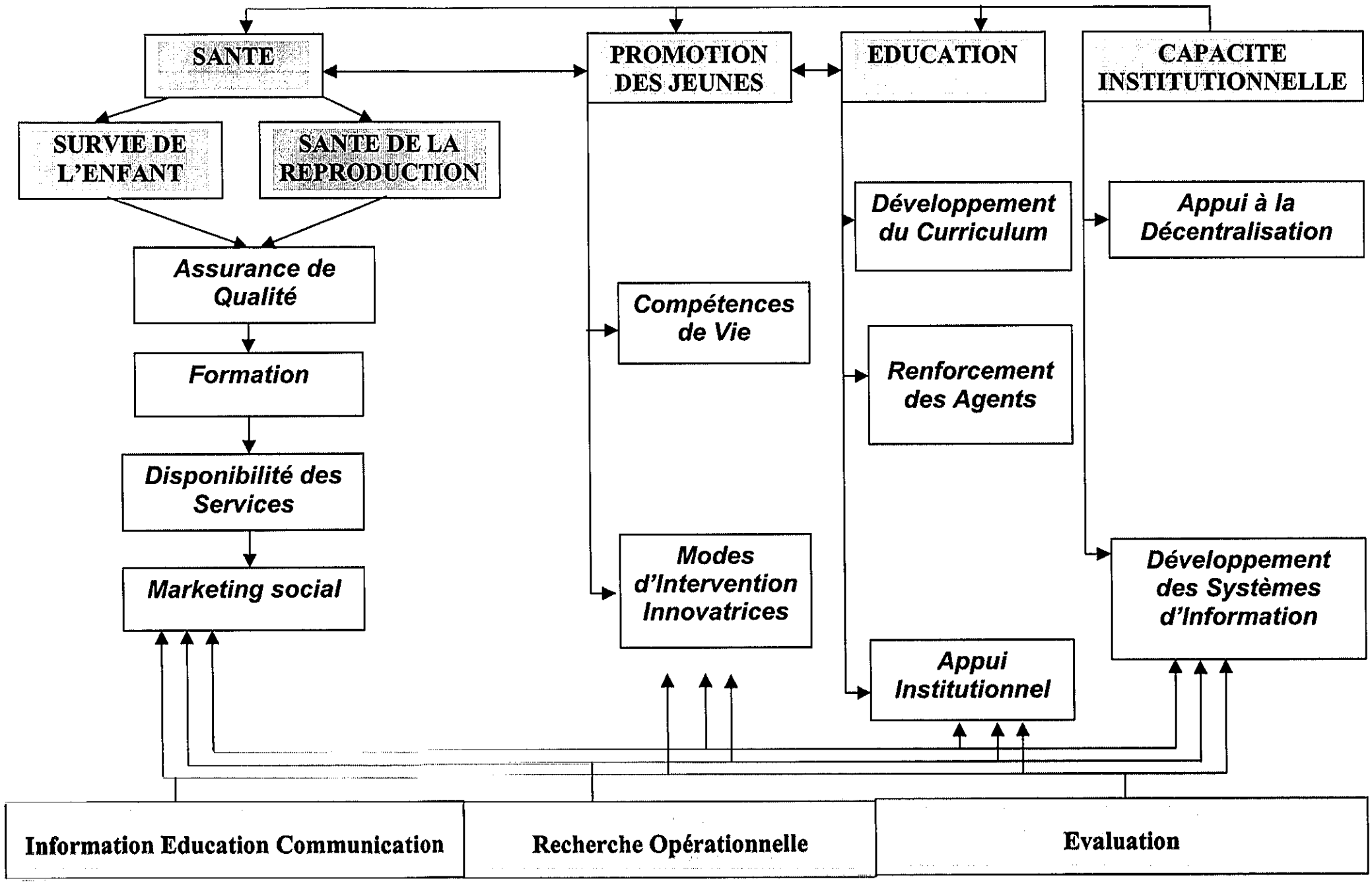
SIGLES

ACI	Agence de Cessions Immobilières
ACOD	Association Conseil pour le Développement
AE	Académie d'Enseignement
AEJT	Association des Enfants et Jeunes Travailleurs
AFEM	Association des Femmes Educatrices du Mali
AGR	Activités Génératrices de Revenu
AGVF	Association des Groupements Villageois Feminins
AHK	Association des Handicapés de Kolokani
AMADE	Association Malienne pour le Développment
AMPJF	Association Malienne pour la Promotion de la Jeune Fille et de la Femme
ASACO	Association de Santé Communautaire
ASDAP	Association de Soutien au Développement des Activités de Population
ASF	Association des Sages Femmes
ASG	Association Soubahi Gumo
ATT	Amadou Toumani Touré
CAG	Centrale d'Achat de Génériques
CAN	Coupe Africaine des Nations
CAP	Centre d'Animation Pédagogique
CED	Centre d'Education au Développement
CEDPA	Centre pour les Activités de Développment et de Population
CSCom	Centre de Santé Communautaire
CESPA	Centre des Services de Productions Audiovisuelles
CMDT	Compagnie Malienne de Développement Textile
CNE	Centre National d'Education
CNIECS	Centre National d'Information, d'Education et de Communication pour la Santé
COCAN	Comité d'Organisation de la Coupe Africaine des Nations
COFESFA	Coopérative des Femmes pour l'Education, la Santé Familiale et l'Assainissement
CP	Conseiller Pédagogique
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CROCEPS	Comité Régional d'Orientation, de Coordination et d'Evaluation des Programmes Sanitaires
CSRéf	Centre de Santé de Référence
DAF	Direction Administration Financière
DBC	Distribution à Base Communautaire
DEN	Division Enseignement Normal
DESAM	Développement Sanitaire du Mali
DNAFLA	Direction Nationale de l'Alphabétisation Fonctionnelle et de la Linguistique Appliquée
DNEB	Direction Nationale de l'Education de Base
DNPF	Direction Nationale du Planning Familial
DNS	Direction Nationale de la Santé
DPM	Direction de la Pharmacie et du Médicament
DRAS	Direction Régionale de l'Action Sociale
DSR	Division Santé de la Reproduction
DSSAN	Division Suivi Situation Alimentaire et Nutritionnelle
EDS	Enquête Démographique et de Santé
EVF/EMP	Education pour la Vie Familiale/ Et en Matière de Population

d

GAE/Waliya	Groupe d'Appui Environnemental/ Waliya
GRAT	Groupe de Recherche et d'Application Technologique
GSI	Guide de Supervision Intégrée
HKI	Hellen Keller International
HUICOMA	Huilerie Cotonnière du Mali
IEC	Information Education Communication
IEF	Inspection Enseignement Fondamental
IER	Institut d'Economie Rurale
IFM	Institut de Formation des Maîtres
INAGEF	Institut Africain de Gestion et de Formation
INFOCOM	Information et Communication
INRSP	Institut National de Recherche en Santé Publique
IST	Infections Sexuellement Transmissibles
IUG	Institut Universitaire de Gestion
JSI/PDY	John Snow, Incorporated/Programme Denmisenya Yiriwali
ME	Ministère de l'Education
MS	Ministère de la Santé
MST	Maladies Sexuellement Transmissibles
OMAES	Œuvre Malienne d'Aide à l'Enfance au Sahel
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PC	Pédagogie Convergente
PCIME	Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant
PDV	Points de Ventes
PF	Planning Familial
PNLS	Programme National de Lutte contre le Sida
PNP	Politiques, Normes et Procédures
PPM	Pharmacie Populaire du Mali
PRIME	C'est un projet global de formation et de support aux prestataires des services de santé de la reproduction
PTF	Partenaire Technique et Financier
RO	Recherche Opérationnelle
SABA	Solidarité pour l'Auto-promotion à la Base
SDA	Schéma Directeur d'Approvisionnement
SIS	Système d'Information Sanitaire
SNCV	Santé, Nutrition et Compétences de Vie
SR	Santé de la Reproduction
TV	Télévision
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USAID	United States Agency For International Development
VIH/SIDA	Virus d'Immunodéficience Humain/Syndrome d'Immuno-Déficience Acquise

SCHEMA DE JSI/PDY



F.

I. INTRODUCTION

L'année 2002 comporte une multitude d'activités. Pendant le premier trimestre 2002, une équipe centrale de JSI/PDY a sillonné toutes les régions du programme pour faire le bilan des activités 2001 et une programmation 2002. Cette tournée a permis aux responsables régionaux de renforcer leur confiance en JSI/PDY , leur appropriation et adhésion aux activités programmées de JSI/PDY.Malgré cet engouement, les activités ont été, comme d'habitude, un peu lentes à démarrer. Cependant nous avons bien avancé, et nous nous retrouvons à la fin du premier semestre avec de nombreuses activités finies ou en cours. En fait, presque 70% des activités programmées pour le premier semestre ont déjà été réalisées ou sont en cours de réalisation. Si on compare avec la même période de l'année précédente, nous avons dépensé 50% de plus pour les coûts programmatiques. Le reste des activités est programmé pour le deuxième semestre, et il n'y a apparemment pas de barrières à leur réalisation.

Ce rapport couvre la période s'étendant de janvier à juin 2002. La plupart des activités ont lieu dans les régions les cercles/communes et sont la suite logique des activités qui se sont déroulées pendant les années précédentes du contrat. La facilité avec laquelle nous avons progressé cette année montre la consolidation des acquis et la solidité de nos relations avec les partenaires. La motivation de nos partenaires, et leur reconnaissance de l'importance de l'avancement de toutes ces activités, qui font parties de notre plan d'action, doivent rendre possible leur réalisation effective d'ici la fin de l'année.

Les principales activités menées pendant cette période sont les suivantes :

Volet I - Santé- Après toutes les activités de formation destinées à renforcer la qualité des services de santé, nous avons entamé une activité qui permettra de consolider les acquis. En effet, dans chaque région couverte par le contrat, nous avons lancé une activité ayant pour but de motiver les CSComs à améliorer leurs prestations des services. Celle-ci nous permet en même temps de renforcer les capacités de supervision au niveau des cercles en s'assurant que les CSComs offrent les meilleurs services possibles. Les projets de performance vont permettre jusqu'à 100 CSCom d'améliorer leurs services. L'autre activité qui est la suite logique d'une série d'activités développées pendant les années précédentes, est le démarrage des ateliers de formation des prestataires en nutrition. Ces ateliers viennent de démarrer, mais le processus est très rapide, et nous estimons que tous les cercles feront leurs formations dans les mois à venir. Nous avons finalement conduit l'atelier de relance de la DBC à Sikasso au mois de juin. Plusieurs autres régions ont déjà programmé leurs ateliers de relance DBC dans le deuxième semestre.

Marketing Social - Au début du semestre les activités de Marketing Social ont été axées sur la CAN 2002. Cette activité nous a permis de passer un grand nombre de messages concernant le condom et la double protection à l'attention d'une grande audience. Depuis, étant donné que notre cible dépasse le cadre de la jeunesse, nos activités se focalisent sur les trois produits du programme du marketing social pour la planification familiale. Elles sont aussi constituées, entre autres, par une combinaison de communication mass média en particulier à travers la radio (un feuilleton radiophonique et des spots publicitaires), de communication interpersonnelle à travers les ONG avec plutôt une orientation dans le domaine de la pair éducation, et de conduites d'ateliers sur la gestion des effets secondaires au niveau des prescripteurs et pharmaciens.

Volet II - Promotion des Jeunes- Le document préliminaire du module d'alphabétisation étant finalisé, nous avons procédé à la formation des formateurs qui a été suivie par le démarrage du test dans chaque région. Nous avons pu, d'autre part, dans le cadre de l'éducation par pairs, finaliser la formation des formateurs dans les deux dernières régions- Kayes et Ségou. En ce moment, chaque région du sud et Bamako, disposent d'un pool de formateurs de pairs éducateurs. Ces formateurs mènent des formations, comme ceux identifiés dans le cadre du marketing social mentionnées ci-dessus.

Volet III - Education- Les activités principales de ce volet se focalisent sur les deux aspects clés du système d'éducation au Mali. Etant donné la réforme en cours de réalisation, JSI/PDY appui le ministère dans le cadre de la révision du curriculum. Pour cette année, comme pour les années précédentes, JSI/PDY se focalise sur l'instauration d'une approche par compétences, tout en veillant que les éléments de la santé, nutrition et la compétence de vie soient bien intégrés dans le curriculum. A ce jour, le niveau 1 du curriculum est presque au point d'être testé et sera prêt pour l'année scolaire 2002-2003. Nous avons aussi commencé le développement du niveau 2 tout récemment. L'autre aspect de nos efforts se concentre sur le renforcement des capacités du personnel dans l'optique de la décentralisation et de la réforme. La mise en place d'une approche de suivi de proximité est très favorable à l'amélioration de la qualité du système d'éducation. Le renforcement des capacités pour assumer les nouveaux rôles et responsabilités découlant de la reforme bénéficient aussi de notre assistance technique.

Volet IV - Renforcement de la Capacité Institutionnelle- JSI/PDY se concentre sur deux domaines critiques pour appuyer les programmes de Santé et d'Education au Mali. Dans le domaine de la décentralisation, et plus particulièrement le financement local des programmes de Santé et d'Education, nous avons pu consolider toute l'information disponible sur ce financement afin que ce processus devienne compréhensible et utilisable par les décideurs au niveau des communes. Nous préparons actuellement les conférences pour disséminer cette information au niveau de chaque région au mois de septembre.

L'autre domaine est celui des systèmes d'information. Le Ministère de la Santé a accordé beaucoup d'importance à la prise de décision à travers les systèmes d'information et en particulier à la bonne utilisation des indicateurs. Pendant ce semestre des ateliers régionaux ont été exécutés et un atelier de synthèse et de planification concernant la prochaine étape a été achevée.

La base de données sur la formation continue destinée au Ministère de la Santé et de l'Education progresse avec la collecte et la saisie des fiches d'une majorité du personnel.

Volet V - IEC- Ce semestre s'est focalisé sur la dissémination des supports élaborés l'année dernière, comme la boîte à image sur l'hygiène et l'assainissement. La production de cette boîte à image est le résultat du suivi des agents utilisant les répertoires de messages IEC l'année dernière. Ceci ayant été identifié comme un besoin, JSI/PDY en collaboration avec le CNIECS a produit ces boîtes et les a disséminé en profitant de l'atelier de recyclage des agents à l'utilisation des supports. Nous avons commencé parallèlement pendant ce semestre la production des supports sur la nutrition destinés aux prestataires et aux parents. Ces supports viennent en complément des formations que nous sommes en train d'effectuer dans tous les cercles. Nous nous situons aussi au début de la recherche visant à identifier les besoins en termes de supports IEC pour la planification familiale. Contrairement à la nutrition, de nombreux supports existent, mais nous sommes en train d'analyser quels compléments pourraient être bénéfiques.

Volet VI - RO- La majorité des activités de ce volet se focalisent sur le renforcement des capacités des deux ministères (Santé et Education) à effectuer des recherches opérationnelles. Au cours de cette troisième année d'activité de JSI/PDY les deux ministères ont identifié des thèmes pertinents pour cette année et ont élaboré des protocoles et des outils de collecte. Ils sont sur le point de commencer les interventions au niveau de l'éducation et de collecter les données au niveau de la santé. L'étude de l'éducation de l'année dernière, étant donné que l'échéancier dépendait du calendrier scolaire, est en cours de finalisation et sera prête à être disséminée le prochain trimestre.

Les protocoles pour le catalogue des meilleurs pratique et l'étude sur l'analyse des services de traitement des MST (médicaments) pour les jeunes ont été élaborés et les études vont commencer dans les mois qui suivent.

Volet VII - Suivi et Evaluation- Plusieurs indicateurs ont été mesurés pendant ce semestre. Pour le marketing social, il s'agit d'une augmentation des Couples Années de Protection (CAP). Pour l'éducation, les indicateurs sont liés à l'utilisation des nouvelles techniques de supervision et gestion, le nombre de supervisions réelles reçues par les écoles et le taux de CAP/AE qui ont un plan de changement organisationnel. Nous allons évaluer le nombre de ces plans qui sont opérationnels. Dans le domaine de l'IEC, c'est le pourcentage des agents formés à l'utilisation des répertoires qui les utilise.

Ce présent rapport décrit l'état d'avancement de chaque activité programmée dans le plan d'action 2002. Il est donc présenté par Volet, par composante et par activité. Chaque activité en titre est accompagnée d'un code lié au « milestone plan »du contrat. Ceci est suivi par une description brève de l'activité et son état d'avancement :

- Activité annulée- si l'activité ne se fera plus.
- Activité réalisée- si l'activité est terminée selon le milestone

- Activité reportée au prochain semestre- si l'activité a été planifiée pour le premier semestre et est maintenant re-planifiée pour la prochaine période.
- Activité programmée pour le prochain semestre – si l'activité a été prévue pour le semestre suivant
- Activité en cours – si l'activité a commencé mais n'est pas encore terminée.

Si l'activité a été réalisée, elle est décrite, si elle a été reportée, il y a une brève explication, si elle est en cours de préparation pour être réalisée durant le prochain semestre elle est aussi décrite.

A la fin de chaque Volet, se trouvent des commentaires sur le déroulement des activités. Les informations sur les problèmes empêchant l'avancement des activités ou sur les éléments les ayant facilité, sont aussi détaillés dans cette partie.

La dernière partie du rapport (Commentaires/Perspectives) présente quelques constats clés sur l'ensemble des activités du contrat et un aperçu sur les mois qui suivent. Bien qu'il soit prévu de prolonger ce contrat pour une période de transition s'étendant de janvier à juin 2003 en attendant le démarrage de la nouvelle stratégie de l'USAID, les activités prévues dans le cadre du contrat original se terminent en décembre 2002. Le prochain semestre verra donc la fin des activités liées aux « milestones ».

Les annexes offrent un complément d'information relatif aux données du marketing social, aux finances, aux consultants et aux formations/ateliers effectuées.

II. Activités Programmatiques

Volet I - SANTE

Le volet Santé basé sur la Survie de l'Enfant et la Santé de la Reproduction, s'articule autour de certaines activités comme l'assurance de la qualité des services de santé, la formation des agents pour le renforcement des compétences, la disponibilité des services au niveau des structures périphériques et le Marketing Social des produits contraceptifs.

Le plan d'action 2002 a mis l'accent sur la consolidation des acquis des années précédentes. Suite à la dissémination des PNP et du guide de supervision intégrée, nous avons voulu connaître les résultats sur le terrain, en développant des « projets de performance » qui visent à améliorer les services offerts par les CSComs.

Ayant exécuté plusieurs formations de formateurs en Nutrition et ayant fourni beaucoup de ressources pour le développement des modules en nutrition, la formation au niveau opérationnel s'impose. Dans un troisième temps, nous avons décidé, avec le Ministère de la Santé (MS), de procéder à la relance de la DBC car les années précédentes nous avions essayé sans succès. Mais cette année, au vu des résultats de l'EDS et de l'étude réalisée par Population Council sur les programmes de PF et surtout sur la DBC au Mali, nous avons décidé de mettre un accent particulier sur cette activité.

Composante I : Assurance de Qualité

ACTIVITE 1 : RENFORCEMENT DE L'APPLICATION DES POLITIQUES, NORMES ET PROCEDURES SR (PNP) ET DU GUIDE DE SUPERVISION INTEGREE (GSI) (1G, 3A1)

1A - PROJETS AVEC LES CSCOMS ***ACTIVITE EN COURS***

Ces projets visent à mettre en place des actions destinées à améliorer la qualité de services offerts au niveau des CSComs. Cette activité a été créée pour renforcer les activités existantes et pour motiver les CSComs à continuer la recherche de la qualité. Les cercles devaient au préalable avoir disséminé les PNP et le GSI afin que leurs CSComs intéressés soient éligibles. JSI/PDY ne disposant pas de financement ni de ressources humaines pour exécuter ce programme dans tous les cercles des régions couvertes par le projet, chaque région avait la possibilité de choisir jusqu'à trois cercles. Ainsi, les cercles retenus par région sont :

Kayes (Kayes ,Kéniéba et Bafoulabé).
Koulikoro (Koulikoro , Banamba et Dioila).
Ségou (Baraouéli , Niono et San).
Sikasso (Kadiolo et Bougouni).
Mopti (Mopti, Youwarou et Douentza).

Jusqu'à présent, seulement 4 de nos 6 zones ont commencé le processus de finalisation des projets. Pour la région de Kayes 16 projets de CSComs ont été élaborés et envoyés au niveau de la DRS (7 projets pour Kayes, 4 pour Kéniéba et 5 pour Bafoulabé). Pour la région de Sikasso le lancement du projet a eu lieu dans deux cercles (Kadiolo et Bougouni). 6 projets des CSComs de Kadiolo sont parvenus au niveau cercle. Ils sont en cours de finalisation. Pour la région de Mopti 5 projets finalisés des CSComs du cercle de Mopti sont parvenus au niveau de la DRS. Pour les régions de Ségou et de Koulikoro les projets ne sont pas parvenus au niveau de la DRS.

La similitude des demandes de matériels essentiels manquants dans les CSComs, nous a conduit à opter pour la commande d'une liste standard de matériel pour 100 CSComs soit en moyenne 16 à 17 CSComs par région. Ce matériel technique qui va être fourni pourra renforcer les CSComs et les encourager à la fourniture des services de qualité.

1B - FORMATIONS COMPLEMENTAIRES ***ACTIVITE REALISEE***

Pendant les réunions régionales au début du semestre, quelques activités pour assurer la qualité de services ont été identifiées dans deux régions :

-La région de Kayes a bénéficié d'un financement pour les activités de rattrapage en matière de formation en périnatalité et PNP pour les cercles de Kayes, Bafoulabé et Kéniéba qui sont trois cercles dont les CSComs ont été choisis pour faire partie de la compétition concernant les contrats de performance.

-Dans la région de Ségou, c'est le cercle de San qui a été financé pour les séances de négociations relatives à la référence/évacuation avec la participation de tous les intervenants dans ce domaine. Ces activités contribuent à l'amélioration de la qualité des services pour la prise en charge des urgences obstétricales et elles constituent la suite logique d'un processus après les formations en périnatalité que nous avons financées en 2001.

-Dans le district de Bamako la dissémination régionale du guide de supervision intégrée prévue pour 2001, a été réalisée (région qui était en retard par rapport aux autres).

Composante II : Formation

ACTIVITE 1 : RENFORCEMENT DE L'APPLICATION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE FORMATION CONTINUE

1A - Suivi des plans de formation (1a2,3a3) ***ACTIVITE REPORTEE AU PROCHAIN SEMESTRE***

Cette activité devant être exécutée en collaboration avec le Ministère de la Santé et PRIME II n'a pas pu être réalisée pendant ce semestre. Cette activité, qui est liée aux formations en andragogie et supervision formative au cours desquelles sont élaborés des plans de formations, sera exécutée durant le semestre prochain.

1B - FORMATION EN ANDRAGOGIE ***ACTIVITE REPORTEE AU PROCHAIN SEMESTRE***

Les formations en andragogie et supervision formative devraient être exécutées en collaboration avec le Ministère de la Santé et PRIME II. Mais seule la première étape de ces activités a pu être exécutée, il s'agit de l'atelier d'harmonisation des modules de formations (Andragogie, Technique de Management et Supervision Formative) qui a eu lieu à Katibougou. JSI/PDY a participé à l'atelier avec PRIME II. La première formation devrait commencer le 8 juillet avec les formateurs locaux.

ACTIVITE 2 : PCIME (3A1)

2A - SUIVI DES AGENTS FORMES ***ACTIVITE REALISEE***

JSI/PDY en collaboration avec la Direction Nationale de la Santé et l'OMS a participé au suivi des agents du cercle de Koulikoro et de Djenné formés en PCIME. Cette activité a permis de vérifier l'utilisation des acquis de la formation en PCIME sur le terrain car elle constitue la dernière activité PCIME prévue par JSI/PDY pour les cercles pilotes.

2B - EVALUATION DU CYCLE COMPLET DE LA PCIME AU MALI
ACTIVITE REPORTEE AU PROCHAIN SEMESTRE

Cette activité devant être exécutée en collaboration avec la DNS et l'OMS, n'a pas pu être réalisée pendant ce semestre.

ACTIVITE 3 : FORMATION EN NUTRITION (1I, 3a4) ***ACTIVITE EN COURS***

Les formations des prestataires en nutrition progressent. Dans le District de Bamako, les Communes I, II, III, et VI et des cercles de Kadiolo et Ségou ont été réalisées leurs formations avec l'appui de la Division Nutrition et des Directions Régionales de la Santé. De nombreux autres cercles ont soumis leurs budgets et sont prêts à exécuter leurs activités au cours du prochain semestre.

Composante III : Disponibilité des services

ACTIVITE 1 : RELANCE DE LA DISTRIBUTION A BASE COMMUNAUTAIRE (DBC) DES CONTRACEPTIFS ***ACTIVITE EN COURS***

La première relance régionale de la DBC a été réalisée à Sikasso. Elle a permis de regrouper des partenaires nationaux, régionaux et cercles. Chaque cercle a élaboré un plan de relance local à partir de toutes les informations reçues. Les autres régions ont prévu leur relance pour le prochain semestre.

Autres Activités

L'équipe santé a, appuyé ses partenaires ministériels et non-gouvernementaux dans plusieurs activités, assisté aux réunions de USAID et appuyé les activités d'autres volets du programme :

- **Promotion des Jeunes** : Atelier de formation des formateurs, sur le module intégré santé et alphabétisation des jeunes
- **Renforcement de Capacité Institutionnelle :** Atelier des intervenants au niveau national sur le financement de la santé et de l'éducation.
- **IEC** : Séances de travail sur la boîte à images hygiène, assainissement et MST/SIDA, feuilleton radiophonique pour la gestion des rumeurs sur les méthodes contraceptives du Marketing social et la participation à l'élaboration des supports IEC sur la nutrition et la PF .
- **Recherche Opérationnelle** : Atelier d'élaboration et de validation des protocoles de recherche opérationnelle pour 2002 et pré test des questionnaires concernant les différents protocoles.

Commentaires/Leçons apprises/Perspectives

Les activités ont pris du temps à démarrer en raison de la sur-sollicitation des acteurs partenaires à tous les niveaux. Malgré cela, les discussions pour la relance de la DBC, l'établissement des projets de performance avec les CSComs et les formations en nutrition ont connu un grand engouement de la part des prestataires.

La relance de la DBC a pris du temps, mais après de nombreuses discussions/ préparation, etc. , on a pu démarrer par la région de Sikasso qui constitue une des régions pilotes pour la DBC au Mali. Cet atelier a été une réussite car il a permis de réunir un grand nombre de collaborateurs. Nous comptons faire de même dans chacune des régions du Programme JSI/PDY afin de mieux situer les forces et les faiblesses de la DBC.

Les projets de performance démarrent difficilement à cause du faible engagement des CSComs et de leurs ASACOs dans la compétition, ou de la lenteur pour la finalisation des projets par les responsables sanitaires des cercles retenus. Nous pensons qu'un appui des correspondants régionaux et même des conseillers centraux JSI/PDY sera nécessaire pour accélérer les choses.

Composante IV : Marketing Social

Les activités de marketing social de JSI/PDY s'articulent autour de deux grands axes qui sont la distribution des produits contraceptifs à travers le secteur privé, et la communication sur ces mêmes produits à travers différents canaux. La distribution s'effectue à travers la CAG et permet l'accès des populations aux produits. Elle a continué à être renforcée au cours de ce semestre avec pour objectif de n'avoir aucune rupture de stocks dans le réseau de distribution privé tout en veillant à la bonne gestion et à la qualité de ces stocks.

Les activités de communication visent à accroître la connaissance et la prise de conscience du groupe cible sur l'importance de la contraception. L'atteinte de ces objectifs entraîne une augmentation conséquente de la demande des services et de la vente des produits de Marketing Social.

Si la stratégie de communication du projet consiste à promouvoir la planification familiale (PF), ce semestre s'est singularisé d'une part, par le fait d'avoir renforcer dans nos activités les messages sur la double protection du condom et d'avoir développé des supports pour la gestion des rumeurs autour des contraceptifs hormonaux. D'autre part, au vu des résultats des études et visites de suivi auprès des agents de santé et des pharmacies faisant ressortir les effets secondaires comme étant des obstacles sérieux à l'utilisation des contraceptifs hormonaux et des causes d'abandon de la PF moderne, des supports visuels simples ont été élaborés à l'intention des prescripteurs et des vendeurs de pharmacie pour une meilleure gestion des effets secondaires.

ACTIVITE 1 : DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DU SECTEUR PRIVE (CAG) ***ACTIVITE EN COURS***

Pendant cette période l'équipe de marketing social de JSI/PDY a poursuivi son assistance technique auprès de CAG. Les partenaires régionaux de CAG ont reçu, et reçoivent actuellement des formulaires destinés à assurer la gestion de leurs stocks et de leurs ventes. Ces rapports doivent être envoyés mensuellement à CAG à Bamako. Des contacts ont été pris avec les correspondants régionaux de JSI/PDY afin de faciliter cette transmission. Des réunions sont tenues régulièrement avec le Directeur de CAG, et permettent à CAG d'être informé des activités de communication du volet marketing social de JSI/PDY. Il est à noter que CAG est maintenant de plus en plus impliqué dans la gestion technique des équipes de promoteurs (calcul des objectifs, des primes, analyse des rapports...) alors qu'il assurait plutôt jusqu'alors une gestion administrative, c'est à dire qu'ils payaient uniquement les salaires et les taxes afférentes aux promoteurs, aux superviseurs et aux visiteurs médicaux, le financement des charges étant assuré par JSI/PDY à travers un contrat. Une évaluation sera conduite comme prévue en fin d'année en fonction d'un certain nombre de critères décrits dans le plan d'action, à partir desquels une grille d'évaluation sera développée. (Voir aussi 2d)

ACTIVITE 2 : DISTRIBUTION DES PRODUITS CONTRACEPTIFS ***ACTIVITE EN COURS***

2A- ACCESSIBILITE ET DISPONIBILITE DES PRODUITS

Les activités de distribution de CAG se sont poursuivies durant ce premier semestre. Un nouveau partenaire pharmacien, Dr. N'Daou a été identifié dans la région de Kayes et un contrat a été signé avec lui, mais il n'a jusqu'à présent pas été supervisé et évalué par CAG. Seule la région de Ségou ne dispose pas jusqu'à présent de représentation régionale de CAG. CAG en collaboration avec le correspondant régional de Ségou de JSI/PDY identifiera un partenaire dans cette région dès juillet/août. Les structures partenaires de CAG assurent actuellement la distribution des trois produits au niveau des pharmacies de leurs régions respectives. Elles

servent aussi de points de ré-approvisionnement en préservatifs pour les promoteurs régionaux. Ces partenaires sont des pharmacies privées avec lesquelles CAG a passé des contrats. Elles ont été sélectionnées en fonction de différents critères tels que : leur intérêt pour les contraceptifs, leur zone d'influence, leur sérieux dans leur gestion et leur solvabilité. Il est à noter que chaque partenaire sous contrat a dû déposer une caution de 200 000 FCFA à CAG. Il s'agit des pharmacies Kénépharm à Sikasso, Officine du 22 septembre à Koutiala et Cellal à Mopti.

Durant cette période, les promoteurs ont continué à assurer la distribution des « Condoms Protector » à travers les points de vente (PDV) du réseau commercial du marketing social.

- *Ventes totales Protector, Pilplan d et Confiance* (Annexes 1,1bis ; 2, 2bis ; 3, 3bis)

L'année de référence pour mesurer l'évolution des ventes des 3 produits du marketing social est constituée par les 12 mois qui s'étendent entre juillet 2000 et juin 2001. Les performances sont mesurées entre juillet 2001 et juin 2002 par rapport à cette année de référence.

Pendant cette période, les ventes totales de Protector ont augmenté de 72,2% et les ventes de Pilplan d de 26,6%, alors que les ventes de Confiance ont diminué de 8,3% par rapport à l'année de référence. Les CAP calculés sur la base de ventes ont donc augmenté ou diminué dans les mêmes proportions (voir tableau ci-dessous). Il est à noter que les ventes de Confiance ont considérablement augmenté au cours de ce dernier semestre avec 76.633 flacons vendus par rapport au 45.024 vendus le semestre précédent, soit une augmentation de 70,2%. Les formations qui ont été effectuées et la dissémination des affiches sur la gestion des effets secondaires pourrait nous permettre d'augmenter la demande pour ce produit.

L'augmentation des ventes est le résultat d'une combinaison de différents facteurs liés à la communication et à la distribution. Concernant plus spécifiquement Protector, il faut ajouter l'implication des structures du Ministère de la Santé dans la lutte contre le SIDA et la grande visibilité du produit pendant la CAN et la coupe du monde. L'augmentation des ventes de Pilplan d pourrait résulter plutôt du renforcement des activités des pairs éducateurs, mais aussi du développement du réseau de distribution pharmaceutique régionale de CAG, les officines partenaires régionales assurant la distribution des hormonaux dans bon nombre d'officines dans les régions, les grossistes pharmaceutiques s'approvisionnant à CAG assurant la complémentarité dans ce domaine. Il n'y a actuellement pas de ruptures de stocks pour les produits du marketing social dans les officines pharmaceutiques régulièrement visitées
L'ensemble des CAP générés par les vente des trois produits du marketing social au niveau central (CAG) est de 34,3% supérieur aux CAP de l'année de référence servant à mesurer l'indicateur. L'indicateur qui était de 15% en 2000 a donc largement été dépassé.

	CAP 2000/2001	CAP 2001/2002	Ecart
Protector	46,462	80,029	72.2%
Pilplan d	45,456	57,562	26.6%
Confiance	33,187	30,414	-8.4%
TOTAL	**125,104**	**168,005**	**34.3%**

Bien que la demande pour les préservatifs se soit accrue, il a été constaté un certain niveau de sur-stockage sur le terrain qui signifie que les ventes pourraient ne pas être le reflet exact de la consommation. D'autre part de nombreuses activités comme « Le convoi de l'espoir » et la CAN ont eu un effet considérable sur la distribution des préservatifs qui ont parfois été distribués gratuitement par les partenaires. Par exemple, c'est ainsi que 54.000 préservatifs Protector ont été distribués gratuitement pendant le convoi de l'espoir, alors que 360.000 préservatifs génériques provenant de la PPM ont été distribués par le PNLS pendant la CAN. Le PNLS dispose aussi d'un stock de « Protector » provenant de PSI et destiné à être distribué gratuitement dans les garnisons militaires. Il semblerait d'après les rapports de supervision du chef des ventes de JSI/PDY que certaines maisons closes aient aussi reçu gratuitement des préservatifs Protector, en particulier dans la région de Mopti. On considère quand même que cette distribution gratuite bien qu'elle soit difficile à estimer est mineure par rapport au volume total des ventes. Par exemple les 54.000 préservatifs gratuits distribués pendant le convoi de l'espoir représente environ 1% des 72,2% d'augmentation de ce produit. D'autre part on peut considérer qu'au moins une partie des préservatifs distribués gratuitement est utilisée et génère des CAP. Le gros problème pourrait plutôt venir du sur-stockage qui, s'il perdure, pourrait avoir un impact négatif sur la qualité des produits.

- *Equipes de Promoteurs (Condoms Protector)* (Annexes 4, 5, 6 et 7)

Les ventes de préservatifs par les promoteurs ont connu une hausse significative de 15% au cours des 12 derniers mois par rapport aux 12 mois précédents. Malgré la stagnation des ventes dans le district de Bamako dues essentiellement à la multiplication des ONG vendant dans le réseau commercial, l'objectif de 15 % fixé aux promoteurs a été atteint grâce aux bonnes performances des promoteurs régionaux. Les ventes effectuées par les promoteurs dans les cinq régions couvertes par le projet durant cette période, représentent 46 % des ventes totales de préservatifs réalisées par CAG. Elle se répartissent comme suit : Bamako 42,9%, Kayes 12,3%, Koulikoro 6,2%, Sikasso 16,6%, Ségou 13,7% et Mopti 8,3%.

❖ *Distributeur:* CAG (Annexes 8, 9 et 10)

Les ventes réalisées directement par CAG concernent les ONG, les grossistes et les officines. Les ventes concernant les contraceptifs hormonaux sont les ventes totales analysées précédemment. Les ventes de préservatifs sont les ventes directes de CAG sans les équipes de promoteurs. Avec une hausse de 189%, ces ventes ont augmenté considérablement en partie pour les raisons évoquées plus haut.

Toutes les annexes montrent les ventes mensuelles et cumulées des produits, et permettent d'analyser les évolutions par rapport aux périodes précédentes et par rapport aux objectifs.

2b- PROMOTION DES PRODUITS

Les promoteurs se sont assurés de la bonne visibilité des produits sur les points de vente et ont donné des informations sur la bonne utilisation des condoms. Ils ont aussi distribué des articles promotionnels tels que des T-shirts, auto-collants et porte-clés. Des auto-collants avec le logo « Condoms Protector », et portant la mention « En vente ici », ont été collé dans les PDV disposant du produit, afin que le consommateur puisse identifier le PDV. Ils ont, d'autre part, assistés des superviseurs, des visiteurs médicaux et du chef des ventes, participé activement dans leurs régions aux activités de sponsoring.

Des affiches portant les logos de Protector, Pilplan d et Confiance avec des messages clés relatifs à ces trois produits, ont été produites à l'état de maquette et ont été pré-testées. Les résultats de ces pré tests sont en cours d'analyse. Ces affiches seront distribuées dans les centres de santé et les pharmacies. Les affiches Protector seront aussi distribuées dans certains points de ventes du réseau commercial (boutiques, bars...)

Les visiteurs médicaux, un médecin et une sage-femme, ont continué à assurer la promotion des contraceptifs hormonaux au niveau des centres de santé publics et privés ainsi qu'au niveau des officines pharmaceutiques de Bamako et des régions, et ont fourni des informations concernant l'utilisation et la gestion des effets secondaires de ces produits. Ils ont aussi collecté au niveau des registres des centres de santé, des informations relatives à l'utilisation et à l'abandon des méthodes contraceptives et des informations sur les stock disponibles. Ils ont malheureusement constaté que de nombreux registres ne sont pas tenus à jour ou ne sont pas remplis correctement. Les données auxquelles ils ont eu accès reflètent des abandons des méthodes (principalement Confiance) en raison des effets secondaires (environ 40%), mais aussi ces abandons semblent être motivés par des désirs de grossesse (environ 60%.) Il a été aussi constaté que de nombreuses femmes se procurent les contraceptifs dans les pharmacies et viennent ensuite dans les centres de santé quand apparaissent les effets secondaires. Des séances de débriefing entre les visiteurs médicaux et les médecins chefs de cercle devront être organisées afin de les informer sur la situation des centres de santé visités.

2c- GESTION DES STOCKS

La base de données prévue pour la gestion des stocks n'a pas encore été développée. CAG utilise actuellement et sans problèmes le logiciel développé sous Excel. Il s'est avéré que le développement de cette base de données n'était pas une priorité absolue, mais son développement reste maintenu.

2d- GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

Les différents rapports de CAG contenant des informations sur leurs ventes, l'état de leur stock, mais aussi des informations sur leur gestion administrative et financière, ont toujours été soumis dans les délais. CAG ayant signé un protocole d'accord avec le Ministère de la Santé et l'USAID, des réunions mensuelles avec la participation de l'USAID et de JSI/PDY permettent d'assurer le suivi de ses activités à travers ces rapports et de pouvoir ainsi évaluer mensuellement les performance de CAG à tous les niveaux. Toutefois nous conduirons un audit comptable et financier plus détaillé d'ici fin juillet pour s'assurer de la conformité de la gestion de CAG avec les supports qui avaient été développés.

ACTIVITE 3 : PRODUCTION DE MATERIEL PROMOTIONNEL ***ACTIVITE EN COURS***

Les matériaux promotionnels sont commandés annuellement. Ils servent à assurer la promotion des produits lors des évènements sportifs ou culturels sponsorisés par le projet, mais sont aussi distribués régulièrement dans certains points de vente. Ils sont aussi distribués aux ONG partenaires lors des sessions de formations. Ceci concerne uniquement les matériaux Protector. Les matériaux Pilplan d et Confiance ne sont distribués que dans les centres de santé et les pharmacies où les produits sont présents. CAG dispose d'un stock de matériaux promotionnels qu'il distribue à ses clients et est donc impliqué dans la promotion des produits qu'il vend.

Pour Protector :
- Production de 10 000 T-shirts (réalisé)
- Production de 3 000 casquettes (réalisé)
- Production de 5 000 auto-collants « en vente ici » (réalisé)
- Production de 10 000 porte-clés (réalisé)
- Rénovation des caisses des motos (réalisé)

Pour Pilplan d et Confiance :
Production de 5000 auto-collants « en vente ici » pour les pharmacies et les centres de santé disposant du produit.

Nous avons prévu de commander des stylos pendant le second semestre.

ACTIVITE 4 : PRODUCTION DE MATERIAUX DE CONDITIONNEMENT

Au cours du 1er semestre des matériaux pour Protector et Pilplan d ont été produits. et livrés. Une nouvelle commande pour ces deux même produits est prévue dans les mois suivants. Les commandes sont effectuées sur la base des consommations mensuelles des produits, au vu des rapports de gestion de stock de CAG et en fonction de ses besoins. CAG participe donc activement à la préparation de ces commandes. Elles sont révisées et adaptées mensuellement en fonction de l'évolution des ventes.

ACTIVITE 5 : SPONSORING ***ACTIVITE EN COURS***

Pendant ce semestre, nous avons reçu environ 67 demandes de sponsoring, parmi lesquelles 10 ont été satisfaites. A part la CAN (Coupe d'Afrique des Nations) où le thème du SIDA a été choisi par le gouvernement, la priorité a été accordée aux demandes proposant des activités axées sur la PF et la double protection du condom. Les demandes issues des régions et celles qui proposaient des activités susceptibles de susciter l'intérêt de notre population cible et de regrouper beaucoup de monde ont aussi été privilégiées.

Lors de ces manifestations, la visibilité de PROTECTOR était assurée à travers les annonces publicitaires Radio /TV, la mise en place d'autocollants et de banderoles portant des messages sur la double protection du condom.

Les activités de sponsoring menées sont :

-la Revue MADINA pour la promotion du Pilplan D avec un article sur la pilule et le logo Protector. Cette revue a été distribuée lors de l'exposition de l'AMPJF

-l'exposition au Centre Culturel Français des activités conduites en 2001 par l'AMPJF: Activités Génératrices de Revenus (AGR) (tissage, savonnerie, teinture...), formation des pairs, sensibilisation... Pendant cette exposition des sessions d'animation/débat sur la SR ont aussi été menées avec les jeunes et le film sur le SIDA « Epidémie de l'ombre » a été projeté. Les animatrices de l'AMPJF portaient toutes un T-shirt Protector,

-la conférence sur la PF au lycée ACI 2000 organisée par le club ATT,

- la campagne de sensibilisation des jeunes du mandé par le Cercle de Réflexion pour le développement du mandé,

- le concert / causerie débats : jeux concours sur les IST par l'association Dougouyiriwa Ton Jeunesse de Kolokani,

-la nuit PF par le Comité Scolaire de l'école des Infirmiers du 1er Cycle de Sikasso,

-le tournoi Coupe PROTECTOR Club Anti-sida de l'Institut Tertiaire Secondaire,

-la journée de l'étudiant de l'Institut Universitaire de Gestion (I.U.G),

-et la coupe du Monde de Football pendant laquelle un spot TV Protector a été diffusé avant les matchs, pendant la mi-temps et après les matchs.

Les activités de la CAN 2002, ont été entièrement réalisées en collaboration avec le COCAN, le CNIECS et l'Université de John Hopkins à travers Synergie aussi bien à Bamako que dans les villes CAN des régions. Ces activités ont porté sur la production de 1.000 tenues et 500 trousses pour les agents secouristes, de 50 rubans rouges exposés dans les terrains de jeu et des lieux publics (musée, jardin zoologique, à la maison des jeunes, à la place CAN....), 30.000 cartons jaunes/ rouges (avec un coupon réponse portant l'image du PROTECTOR et donnant droit à un paquet de trois condoms.) Aussi, nous avons ouvert deux kiosques PROTECTOR (pour la vente des condoms à l'entrée des stades de Bamako) et inséré des annonces publicitaires sur 15 panneaux, les écrans lumineux des différents stades CAN et les écrans TV de l'aéroport de Bamako. En plus des activités menées directement avec le COCAN, nous avons participé au Djatiguiya, c'est à dire que nous avons profité de l'accueil des équipes étrangères organisé par des groupes de jeunes dans les différentes communes ou localités où elles étaient basées pour conduire par le biais de ces groupes des activités de sensibilisation particulièrement sur le SIDA. A cette occasion les groupes de jeunes ont communiqué les messages clés relatifs à Protector, et ont disposé de matériaux publicitaires. Ceci a été réalisé dans la région de Sikasso (au profit de l'équipe du Cameroun) et la commune V de Bamako (au profit de l'équipe du Sénégal).

Toutes ces activités ont été un véritable succès populaire. En effet, elles ont touché un important public de jeunes et permis de les sensibiliser sur l'utilisation des Condoms PROTECTOR. Les résultats sont immédiatement perceptibles sur les chiffres de vente des condoms (cf. : données de ventes). On a en effet pu constater que pendant les périodes où les activités de communication étaient plus réduites, comme au début du projet, les ventes stagnaient voir diminuaient alors qu'au contraire elles augmentaient à la suite d'activités de communication plus soutenues telles que celles conduites pendant la CAN.

ACTIVITE 6 : FORMATION EN MARKETING SOCIAL ***ACTIVITE REPORTEE AU PROCHAIN SEMESTRE***

Cette formation qui est une mise à jour de la formation déjà conduite en 2001, devait se faire en mai. Elle n'a pu être réalisée en raison d'un manque de disponibilité des participants, en l'occurrence les équipes de conditionnement de CAG. Toutefois une formation de 5 agents de CAG a déjà été effectué sur le terrain. La formation qui avait été programmée en juillet est re-programmée pour le mois de septembre, car les stocks de produits au niveau de CAG étant relativement bas fin juin, la priorité a été donnée au re-conditionnement.

ACTIVITE 7 : IEC

Toutes les activités de communication sont menées pour soutenir la distribution des produits contraceptifs. La stratégie de communication a visé à accroître l'éveil de conscience des groupes cibles pour un changement de comportement favorable à l'utilisation correcte et continue des produits du Marketing Social. Pour plus

d'efficacité, nous avons opté pour une approche multimédia c'est à dire une combinaison de communication mass media et interpersonnelle.

Parmi les mass media, la radio a été le médium de masse privilégié car elle permet d'atteindre davantage de personnes à moindre frais. La communication interpersonnelle, et en particulier la communication par pairs éducateurs, ne permet pas de toucher autant de monde, mais permet par contre de rentrer dans les détails à travers des messages adaptés au groupe cible.

7a- COMMUNICATION DE MASSE

Diffusion des spots publicitaires (Radio et TV) et feuilleton radiophonique ***ACTIVITE EN COURS***

En sous-traitance avec Synergie (une agence de communication), six nouveaux spots radio de 60 à 90 secondes (deux spots par produit) développés par le CNIECS sont diffusés dans les stations selon des media plans négociés par l'agence de communication en fonction des meilleurs moments d'écoute. Le CNIECS et Synergie ont été impliqués dans toutes les phases de production de ces spots. Dans les nouveaux spots nous avons pris en compte les rumeurs et les effets secondaires qui constituent des obstacles à l'acceptation et des causes d'abandon des produits contraceptifs. En ce qui concerne le condom, l'accent a été mis sur sa double protection et sa résistance. Pour la pilule, nous avons mis en évidence la réversibilité rapide et pour l'injectable, nous avons montré qu'il peut être utilisé même par les femmes allaitantes. Dans chaque spot le prix et les lieux d'accès ont aussi été précisés. Les spots sont en français et bambara, et sont diffusés sur la chaîne nationale, quatre FM régionales, quatre radios libres de Bamako et 21 radios de proximité dans les régions conformément au plan média et cela depuis le 15 janvier 2002. Synergie effectue une mission trimestrielle de suivi auprès de chacune des radios contractantes. L'équipe de Futures Group et les correspondants régionaux sont également impliqués dans le suivi des media plans mensuellement soumis par Synergie.

Un nouveau spot TV (Protector N'taamagnon) produit en Bambara en janvier est diffusé en alternance avec les deux anciens (la Boutique, et Sounkalo & Zankè) à raison d'un passage par semaine. Pendant la coupe du monde ce spot a été diffusé de façon plus intensive à raison de plusieurs passages lors des matchs que nous avons sélectionné (voir Sponsoring/coupe du monde). Vingt nouveaux épisodes du feuilleton Sahéli Sama portant principalement sur les rumeurs/faux bruits ont été développés en collaboration avec le CNIECS et des artistes comédiens populaires. Ces artistes avaient déjà participé aux épisodes précédents qui étaient axés sur les avantages de la PF et des produits du Marketing Social. Les scripts du feuilleton existent en Français et Bambara et l'enregistrement final est en cours à la suite du pré-test auprès de nos groupes cibles à Bamako et dans les régions.

7b - SOUTIEN AU RESEAU MEDIATIQUE ***ACTIVITE REALISEE***

En collaboration avec le CNIECS et l'Institut PANOS à travers INFOCOM, JSI/PDY a organisé un atelier de formation en PF qui a regroupé 40 animateurs radio de 30 radios du 10 au 14 juin 2002 à Ségou. En plus des informations sur la PF, les participants ont appris à manipuler le « World Space » en tant qu'outil d'échanges de production des émissions en qualité numérique et aussi à produire des émissions de qualité sur chacun des produits du Marketing Social.

Pendant le second semestre, un sous contrat avec la radio Jamana de Koulikoro permettra la production d'émissions de qualité sur les produits du Marketing Social en utilisant le « World Space ». Ces émissions pourront être reçues directement et diffusées par les autres radios du réseau. Nous profiterons de nos missions de suivi du réseau médiatique pour évaluer les initiatives de production et de diffusion des émissions en PF par les radios membres.

7c- DEVELOPPEMENT ET DIFFUSION D'UNE PIECE DE THEATRE ***ACTIVITE REPORTEE AU PROCHAIN SEMESTRE***

7d- TOURNEE DE MEDIAS TRADITIONNELS ***ACTIVITE REPORTEE AU PROCHAIN SEMESTRE***

7e- PRODUCTION D'UN ALBUM MUSICAL ***ACTIVITE REPORTEE AU PROCHAIN SEMESTRE***

Les activités, planifiées pour la fin de ce semestre, ont été retardées en raison des difficultés rencontrées pour réunir les artistes et le nombre important d'activités déjà en cours. Toutefois, elles ont déjà été négociées avec les partenaires et seront lancées au mois d'août.

7f - COMMUNICATION INTERPERSONNELLE ***ACTIVITE EN COURS***

En plus de la communication mass media, nous avons organisé des activités de pair éducation avec des associations. La pair éducation est reconnue à travers de nombreuses recherches comme une méthode efficace pour aborder certains thèmes relatifs à la prévention des grossesses et des IST/SIDA avec les jeunes. Nous l'appliquons pour atteindre cette cible, et plus spécialement les jeunes à risques qui sont encore plus vulnérables à la pression de leurs pairs, mais aussi avec d'autres groupes cibles comme les femmes mariées et les travailleurs des entreprises.

Des contrats ont été négociés avec des ONGs et Associations en ciblant des groupes spécifiques suivants :

Les travailleurs des entreprises : En collaboration avec l'ONG Danayaton, 21 travailleurs des usines CMDT et HUICOMA de Koutiala ont été formés comme pairs éducateurs et sensibiliseront les autres travailleurs dans les usines.

Les jeunes non scolarisés/déscolarisés : En collaboration avec ENDA TIERS MONDE, 150 jeunes de la rue et dans la rue regroupés dans l'Association des Enfants et Jeunes Travailleurs (AEJT) ont déjà été recyclés en PF à raison de 25 pairs éducateurs dans chacune de nos régions d'intervention et dans le District de Bamako. ENDA TIERS MONDE est en train de préparer des sketchs sur la PF qui seront joués par les jeunes eux-mêmes dans leurs localités.

Les jeunes handicapés : Avec l'Association des Handicapés de Kolokani (AHK) et avec la collaboration de la Direction Régionale de l'Action Sociale (DRAS) de Koulikoro, 26 handicapés ont été recyclés en PF et vont sensibiliser leurs pairs recensés auprès de l'association.

Les femmes rurales : En collaboration avec l'ONG AGVF (Association des groupements villageois féminins), 30 femmes rurales de Bandiagara et environs ont été formées en SR et dotées de fonds d'AGR (activités génératrices de revenus). De nombreuses opportunités pour la sensibilisation en PF sont offertes pendant ces activités.

Le football féminin : Dans le contrat de l'ONG Association malienne pour la Promotion de la Jeune Fille et de la Femme (AMPJF), 24 filles paires éducatrices ont été recyclées en PF. Les rencontres sportives constituent des occasions pour véhiculer les messages.

Les jeunes scolaires : En collaboration avec la Fondation pour l'enfance 150 jeunes scolaires ont été formés en SR à raison de 25 pairs éducateurs dans chacune de nos régions d'intervention et dans le District de Bamako.

Les élèves artistes : En collaboration avec l'EACEM (Ensemble artistique et culturel des élèves du Mali), 35 élèves artistes ont été formés en PF au carrefour des jeunes. Au cours de cette formation, deux scenari par produit contraceptif du Marketing ont été élaborés et seront montés sous forme de sketchs que l'EACEM jouera dans les communes de Bamako.

Les pairs éducateurs formés font la sensibilisation de leurs pairs, et vendent aussi les condoms. Ils référent d'autre part vers les centres de santé pour les services en matière de SR si c'est nécessaire.

7g- PARTENARIAT AVEC LES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES ***ACTIVITE EN COURS***

En partenariat avec l'Association des Sages femmes de Sikasso, 12 femmes éducatrices ont été formées en PF. Ces femmes étant des agents de santé, elles bénéficieront en plus de la sensibilisation et de l'amélioration de leur activité de prestataires de services PF. L'Association des Sages femmes de Bamako commencera ses activités à l'instar de l'ASF-Sikasso au cours du deuxième semestre.

ACTIVITE 8 : RECHERCHE

Nous attendons que la dissémination des affiches sur la gestion des effets secondaires soit effectuée afin de pouvoir mesurer l'impact de ces supports et des formations sur l'utilisation des produits. Si il s'avérait que l'utilisation des contraceptifs hormonaux n'augmente pas d'ici la fin octobre, une recherche sur les barrières à l'utilisation des contraceptifs hormonaux sera nécessaire et sera conduite avant la fin de l'année.

ACTIVITE 9 : PARTENARIAT AVEC STRUCTURES DU MINISTERE DE LA SANTE ***ACTIVITES REPORTEES POUR LE PROCHAIN SEMESTRE***

9a - DPM/SECTEUR PRIVE

Encore une fois le séminaire atelier qui devait être organisé en collaboration avec la DPM n'a pu avoir lieu à la date prévue en raison de la non-disponibilité des partenaires de la DPM qui sont totalement occupés par la mise en place du plan d'action sur la sécurité des contraceptifs. Il est à noter que cet aspect devait être incorporé dans ce plan d'action. Vu les délais pour la mise en place de ce plan d'action, cet atelier va être organisé en septembre séparément par la DPM en collaboration avec JSI/PDY et CAG. Cet atelier aura pour objectif de trouver des éléments pouvant renforcer la collaboration entre le secteur public et privé. Il regroupera les principaux représentants du secteur privé, tels que les grossistes pharmaceutiques, l'ordre de pharmaciens et des médecins et des représentants du Ministère de la Santé tels que la DPM et la DNS. Il s'agira dans un premier temps d'expliquer le rôle de chaque intervenant (marketing social, CAG, SDA...) puis de définir les implications de chacun pour aboutir à une meilleure collaboration entre secteur public et privé. Une réunion préparatoire regroupant la DPM et d'autres représentants du Ministère de la Santé (DNS), CAG et l'équipe santé de JSI/PDY devrait se tenir début septembre. Elle aura pour but d'identifier les thèmes de cet atelier et de préparer son organisation. Un des thèmes pourrait être la mise en place d'un système de collecte des données sur les stocks et les ventes des partenaires du secteur privé afin qu'elles soient intégrées dans le système du Ministère de la Santé.

De nombreuse réunions concernant le suivi du plan d'action sur la contraception sécurisée ont eu lieu au cours de ce semestre. Le représentant de JSI/PDY y a participé comme personne ressource. Le Directeur de CAG a aussi participé à ces réunions, CAG faisant partie du comité national de suivi de ce plan. Il est à noter que dans ce cadre CAG a été chargé d'organiser la table ronde des bailleurs de fonds.

9b – DSR ***ACTIVITE EN COURS***

Au vu des résultats apparus dans une étude récente portant sur les indicateurs du marketing social, il s'avérait que 38,5% des utilisatrices abandonnaient les méthodes contraceptives hormonales en raison des effets secondaires. Ceci a été confirmé par les rapports des visiteurs médicaux, du volet marketing social cités ci-dessus. Enfin 1000 tableaux Pilplan d et 1000 panneaux Confiances concernant la gestion des effets secondaires ont été distribués et élaborés sous forme d'arbres de décisions. Dans le même temps des formations sur l'utilisation de ces tableaux ont été conduites dans toutes les régions couvertes par le projet. Elles ont concerné des

prestataires de service santé, des pharmaciens, mais aussi des vendeurs en pharmacie.

Commentaires/Leçons apprises/Perspectives

La combinaison des efforts permettant de connaître les produits du marketing social et leur utilité à travers les différentes campagnes IEC, et permettant d'accroître leur accessibilité à travers le renforcement du réseau de distribution, a abouti à une augmentation significative des CAP. CAG est maintenant l'outil principal de la distribution des contraceptifs dans le pays. Ses bons rapports avec les partenaires du secteur public et privé et ses performances lui ont permis d'acquérir une reconnaissance au niveau des structures du Ministère de la Santé. Son implication dans le plan d'action à long terme pour la sécurité contraceptive est effective et son réseau de distribution à travers ses partenariats régionaux se développe. JSI/PDY continuera à renforcer les compétences techniques de CAG dans tous les domaines touchant au marketing social avec un accent particulier sur la gestion des stocks et des ventes au niveau des régions pour aboutir à un système de gestion apparenté à celui mis en place au niveau central.

CAG avec la collaboration de JSI/PDY travaillera étroitement dans les mois qui viennent avec le conseiller résident de DELIVER afin de faire un état des lieux des stocks sur le terrain. Ceci devrait permettre d'évaluer les problèmes de sur-stockage, de rupture de stock si il y en a, et de répartition des produits dans la chaîne de distribution, et d'affiner ainsi les besoins du pays en contraceptifs.

Il est à noter que l'implication du Ministère de la Santé et de ses structures dans la lutte contre le SIDA, en particulier lors de la CAN a eu un sérieux impact sur la demande de préservatifs. La même implication pour la PF pourrait peut-être avoir un impact du même ordre. Le plaidoyer pour la PF du projet POLICY pourrait nous aider à convaincre le Ministère de la nécessité de cette implication.

En ce qui concerne la communication, le premier semestre 2002 a été riche d'enseignements. De façon générale, nous avons appris qu'Il existait une relation directe entre communication et vente des produits contraceptifs, la communication permettant de faire connaître les produits, leur utilisation, les bénéfices qu'il y a à les utiliser, leur prix, les endroits où on peut se les procurer etc. Il est aussi impératif, pour faire avancer la PF, d'harmoniser les interventions avec toutes les structures impliquées tant pour les messages que les supports afin d'éviter une duplication inutile et de faire comprendre aux groupes cibles que le condom est aussi un contraceptif efficace adapté aux jeunes en raison de sa double protection. Le sponsoring est une activité qui a aussi un impact réel sur la vente des produits comme on l'a vu avec la CAN. Il convient de noter que les activités de sponsoring sont basées uniquement sur le PROTECTOR, les autres produits souffrent d'un manque de publicité et de visibilité dans la mesure où la publicité de mass média portant sur les noms de marque est interdite. Ceci freine quelque peu de la promotion de ces produits.

Dans le cadre de la communication interpersonnelle, on retiendra que l'approche par pair n'est pas juste efficace pour les jeunes mais l'est également pour d'autres groupes cibles comme les femmes entre elles ou les travailleurs au sein d'une entreprise.

Les animateurs radio avaient réellement besoin d'être formés en SR en général et en PF en particulier. Ceci devrait permettre d'améliorer la qualité des émissions produites et une harmonisation des messages. La formation des radios du réseau à l'utilisation du World Space permettra aux animateurs de ces radios non seulement de produire des émissions de qualité en numérique mais aussi de réussir les échanges de programmes comme ils l'ont toujours souhaité.

Volet II - PROMOTION DES JEUNES

Dans ce volet des activités relatives à l'alphabétisation et à la formation des formateurs des pairs éducateurs ont été réalisées pendant le premier semestre 2002. D'autres activités qui figuraient dans le plan d'action 2001 ont été supprimées du plan 2002 sur demande de l'USAID. Il s'agit de: La formation des jeunes en leadership, l'Action et Apprentissage Participatif, et la base de données sur les intervenants en matière de jeunesse. Ces activités ne seront donc pas traités dans ce rapport.

Composante I : Alphabétisation

Activité 1: Développement des Programmes d'alphabétisation (2b)

Durant l'année 2001 nous avons développé la version préliminaire du module d'alphabétisation ciblant les jeunes non-scolarisés en y intégrant des thèmes sur la santé. Ce cours comprend 24 leçons et couvre l'apprentissage de toutes les lettres de l'alphabet plus les chiffres et le calcul de base. Les sous thèmes sur l'hygiène et l'assainissement, la santé de la reproduction, la nutrition, les premiers soins et la toxicomanie y sont intégrés. Chaque leçon commence par l'observation d'une image qui pose un problème de santé, et qui permet à la classe d'identifier le mot clé du jour.

1A - TRADUCTION DE LA VERSION PRELIMINAIRE ***ACTIVITE REALISEE***

La version préliminaire du cours, issue de l'atelier de septembre 2001 a été traduite et mise en page en février 2002. Un guide de l'animateur et un livret pour les participants ont été produits. Des copies ont été distribuées aux participants lors de l'atelier de septembre, et aux comités régionaux (à travers les Correspondants Régionaux). Les documents ont été révisés en mars 2002 en vue de la formation des animateurs.

1B - FORMATION DES ANIMATEURS ***ACTIVITE REALISEE***

Du 9 au 20 avril 2002, 28 personnes ont été formées à l'utilisation du nouveau cours d'alphabétisation. Le groupe comprenait 3 personnes issues de chacune des 7 ONG devant tester les matériels, les correspondants régionaux et 2 collègues de World Education/Guinée. Les participants ont appris comment animer la totalité du cours suivant une méthode participative, et ont aussi été formés avec le module sur les mathématiques fourni par World Education/Mali. Deux consultantes de World Education/Boston (Barb Garner et Necia Stanford), appuyées par Pierre Ouattara, le correspondant régional de Sikasso, ont facilité la formation. Le groupe a aussi planifié la phase test sur le terrain.

1C - TEST DES MATERIELS ***ACTIVITE EN COURS***

Sept ONG sont en train de tester ces nouveaux matériels sur le terrain. Chaque ONG a organisé un groupe d'environ 30 jeunes devant suivre le cours dans sa totalité. Les ONG ont rempli des fiches d'évaluation, et l'équipe de JSI/PDY a fait des visites de supervision dans les centres de Bamako, Koulikoro, Sikasso, Ségou et

Mopti. La supervision du centre de Kayes est programmée pour le deuxième semestre. Les ONG participants au test sont : à Bamako : Enda Tiers Monde et AFEM ; à Koulikoro : ASG; à Kayes : AMADE; à Sikasso : GRAT; à Ségou : OMAES et à Mopti : GAE/Waliya. Après la phase test en fin septembre 2002, le module sera révisé afin de produire une version finale qui sera disséminée. Les premiers commentaires sur la phase test sont très favorables. Les apprenants s'intéressent aux matériels, arrivent à écrire dans les livrets des participants, et comprennent les images en général.

Composante II : Modes d'intervention innovatrices

ACTIVITE 1: FORMATION DES FORMATEURS DE PAIRS EDUCATEURS (1b, 3a6)

1A - ATELIER DE REVISION DU CURRICULUM DES PAIRS EDUCATEURS ***ACTIVITE ANNULEE***

Le curriculum des pairs éducateurs à été développé par un groupe composé de JSI/PDY et plusieurs partenaires ONG et structures techniques. Cette première version a servi et va servir de document de référence pour toutes les formations. Nous avions planifié un atelier de révision destiné à prendre en compte les observations des différentes structures ayant exploité le document afin d'ajouter au module des informations supplémentaires, mais cette activité a été annulée.

1B- FORMATION DE FORMATEURS DES PAIRS EDUCATEURS ***ACTIVITE REALISEE***

La première formation des formateurs a eu lieu à Bamako fin mai 2001. Elle a eu lieu dans les régions de Koulikoro, Sikasso et Mopti durant le deuxième trimestre de l'an 2001, dans la région de Kayes du 21 janvier au 2 février 2002 et à Ségou du 3 au 15 mars 2002. Les personnes formées sont des agents des services techniques et des ONG qui travaillent avec les pairs éducateurs. La majorité d'entre eux travaille directement avec les jeunes, mais d'autres supervisent des animateurs et des agents de terrain. Toutes les formations se sont bien déroulées. Au total, plus de 120 personnes ont été formées dans les 5 régions et le district de Bamako.

1C- FORMATION D'UN GROUPE DE PAIRS EDUCATEURS PAR REGION ***ACTIVITE EN COURS***

Des ONG sous contrat avec Futures Group ont formé des pairs éducateurs à Bamako et dans les régions de Koulikoro, Sikasso, et Mopti. Futures Group est en train de finaliser des contrats avec des ONG dans les régions de Kayes et Ségou pour pouvoir conduire les formations pendant le deuxième semestre.

Commentaires/Leçons apprises/Perspectives

Les activités du Volet Promotion des Jeunes sont peut nombreuses mais très intenses. Le développement d'un nouveau cours d'alphabétisation ciblant les jeunes non-scolarisés et intégrant en même temps des thèmes relatifs à la santé a demandé beaucoup de travail de la part des agents du siège de JSI/PDY, des Correspondants Régionaux et des partenaires sur le terrain. Le développement de la version préliminaire a été un grand défi car la plupart des participants au processus n'avait jamais conçu des outils d'apprentissage de l'alphabétisation. Il fallait, donc, former les participants et procéder ensuite à l'élaboration du cours. Ceux qui ont participé à ce processus ont la grande satisfaction de voir leur travail mis en application sur le terrain avec succès.

La formation des formateurs des pairs éducateurs a dépassé le cadre d'une simple formation sur les pairs éducateurs, en mettant l'accent sur la formation en général. Les participants pourront ainsi utiliser les compétences qu'ils ont acquises pour les mettre en application dans d'autres domaines que ceux liés à la formation des pairs éducateurs.

En février 2002, USAID a recommandé l'arrêt de certaines activités. Une base de données sur les intervenants en matière de la jeunesse avait déjà été développée, ainsi qu'une version préliminaire d'un module de formation des jeunes en leadership. Le Groupe Pivot Santé/Population a organisé, avec notre appui, une formation de ses ONG sur l'Apprentissage et les Actions Participatives. Bien que ces activités n'aient pas été achevées, les partenaires peuvent toujours les continuer sous d'autres financements.

Volet III - EDUCATION

L'appui technique prévu dans le Volet III du contrat JSI/PDY s'est inscrit dans le cadre du programme décennal de l'éducation mis en place par le gouvernement du Mali (Loi d'Orientation de l'Education, votée en décembre 1999). Les activités du Volet III se sont centrées principalement sur l'appui au développement du curriculum de l'enseignement fondamental du niveau 1 et sur le renforcement des capacités des directeurs d'AE de CAP et d'IFM.

D'une manière générale ces activités visent à l'amélioration de la qualité de l'éducation des jeunes et à un meilleur accès de ceux-ci au système éducatif. Elles ciblent, à partir de son appui au développement du curriculum, les jeunes inscrits dans le système formel (les écoles fondamentales publiques) et dans les écoles communautaires.

Les activités de janvier à juin 2002 ont fait appel à la concertation des directeurs d'Académie, de CAP et d'IFM dans le développement de stratégies d'harmonisation des programmes de formation continue et de formation initiale. Des actions de formation sur le tas relative aux rôles des directeurs d'AE, de CAP et d'IFM se sont déroulées lors d'une tournée de suivi. Ces diverses actions ont été réalisées en collaboration étroite avec la Direction Nationale de l'Education de Base (DNEB) en particulier avec sa Division de l'Enseignement Normal, appelée aussi Division de la Formation.

Les activités de ce volet sont classées en 3 composantes : le développement et la révision du curriculum, le renforcement des agents de l'éducation et l'appui institutionnel.

Composante I : Développement et révision du curriculum

ACTIVITE 1 : FINALISATION DU CURRICULUM EN VUE DE LA MISE A L'ESSAI (2A1) ***ACTIVITE EN COURS***

1a - Au cours du semestre, par le truchement d'une ou deux spécialistes de l'équipe éducation, JSI\PDY a participé aux travaux de divers ateliers visant à la finalisation du curriculum.

En février 2002, le Centre National d'Education (CNE) a décidé de procéder à « une mise à l'essai clinique du curriculum du niveau I ». Pour des raisons de perturbations du calendrier scolaire cette mise à l'essai ne fut possible qu'en mai 2002. Il a été demandé à un échantillon composé de 28 enseignants de Pédagogie Convergente (PC) de lire les unités d'apprentissage du curriculum, d'enseigner certaines séquences de ces unités et de porter leurs observations sur un questionnaire qui leur a été remis. Après collecte et analyse des données le CNE avait envisagé de faire une restitution auprès des maîtres et directeurs d'école. Idéalement, les résultats devraient servir à améliorer les unités d'apprentissage dans la phase de finalisation du curriculum, le guide du maître et les outils de mise à l'essai.
La finalisation du curriculum a porté sur un certain nombre d'actions destinées à faciliter l'appropriation de ce document par les enseignants. Il s'agit d'un dispositif pédagogique de mise en œuvre pratique du curriculum. Il comporte :

- L'établissement d'une progression des apprentissages prévus dans la première unité d'apprentissage ;
- L'élaboration d'exemples de grilles de gestion du temps scolaire en rapport avec les volumes horaires officiels et les plages attribuées à chaque domaine de formation ;
- La confection d'exemples de fiches pédagogiques (tâches intégratives).

Une commission de relecture de quatre membres nommée par le CNE a été chargée de mettre la dernière main au document, avant la remise pour impression. JSI/PDY a veillé à la meilleure insertion possible des éléments de SNCV dans les différents domaines du curriculum en voie de finalisation en vue de la mise à l'essai prochaine. Les éléments de Santé, Nutrition et Compétences de Vie (SNCV) sont insérés dans les exemples de tâches intégratives à travers les domaines de formation [Sciences Mathématiques et Technologie (SMT), Arts, Développement de la Personne (DP), Sciences Humaines (SH) et Langues et Communications (LC)]. Le CNE va soumettre le curriculum du niveau I au volet Education de JSI/PDY pour relecture et corrections. Ce curriculum est composé des éléments suivants : textes d'introduction, unités d'apprentissage, outils méthodologiques et guide du maître.

Il s'agit de la participation à la production du matériel de formation (Guide du Maître) pour la mise à l'essai des tâches intégratives en SNCV du Curriculum du niveau 1

1 b- JSI/PDY a apporté son appui technique à la préparation et à la rédaction du Guide du Maître durant les divers ateliers tenus à Tabacoro et Béhan entre avril et juin.

L'élaboration du guide d'utilisation du curriculum a consisté, après la mise en forme de la maquette, à recenser et à ordonner les indications utiles en rapport avec l'approche curriculaire par compétences, pour l'information et la formation de l'utilisateur de cet outil. Il s'agit :
- Des fondements de l'approche curriculaire par compétences ;
- De l'organisation pédagogique du programme de formation ;
- Des ressources éducatives ;
- De conseils et recommandations.

Le guide présente aux maîtres une démarche à suivre dans l'élaboration des tâches intégratives et deux modèles de fiches de préparation de tâches intégratives.

ACTIVITE 2 : LA MISE A L'ESSAI ***ACTIVITE REPORTEE AU PROCHAIN SEMESTRE***

L'examen du plan de mise à l'essai a porté sur l'étude du projet établi par une équipe du Ministère de l'Education, au cours d'un séjour au CEPEC de Lyon, en juillet 2001. Il a aussi pris en considération des remarques et propositions faites sur le document, au cours de réunions antérieures à Bamako.

Un atelier de finalisation du guide s'est tenu à Béhan entre le 17 et 21 juin 2002. Les participants de l'atelier ont examiné les propositions d'outils, sous forme de fiches portant sur les objets de la mise à l'essai, à savoir :
- L'organisation du curriculum ;
- Le contenu de formation ;

- Les pratiques sur le terrain ;
- Les mesures d'accompagnement ;
- Les outils d'accompagnement.

Au terme de l'atelier, les outils de mise à l'essai n'étaient pas au point. Il est prévu qu'un séminaire au CEPEC de Lyon, à la mi-juillet, financé par la Coopération française poursuivra le travail sur le recueil méthodologique de mise à l'essai.

Il convient cependant de noter qu'au cours de l'atelier, les participants ont recommandé de :

- prévoir un échantillon aussi large que possible en vue de préparer la généralisation,
- prendre en considération toutes les langues nationales enseignées présentement par la PC ;
- étendre l'échantillon à toutes les régions et au District ;
- retenir deux écoles par CAP ;
- retenir deux classes de PC (1ère et 2è année) et une classe « traditionnelle » (non-PC) : 1ère année.

ACTIVITE 3 : APPUI A LA REDACTION DU CURRICULUM DE NIVEAU 2 ET INSERTION DES ELEMENTS DE SNCV NIVEAU 2. ***ACTIVITE EN COURS***

La mise en chantier du Curriculum du niveau 2 (3e et 4e année) devait commencer au début du premier trimestre de 2002 mais ce n'est qu'en juin que la première séance de travail a eu lieu. JSI/PDY appuie techniquement le CNE dans la rédaction des unités d'apprentissage tout en veillant particulièrement à ce que le curriculum et ses unités d'apprentissage intègrent les tâches intégratives en SNCV du niveau 2 produites en 2001.

Les participants ont réexaminé la liste des objectifs pédagogiques retenus dans le curriculum du niveau 1 pour déterminer s'il était possible de les garder au niveau 2 associés aux compétences. Certains objectifs sont reconduits pour le niveau 2 et de nouveaux objectifs ont été discutés et proposés. Les contenus d'apprentissage doivent être examinés plus tard mais ce travail n'a pas été entamé durant la première séance de travail et son exécution est reportée à une séance ultérieure.

Composante II : Renforcement des Agents de l'Education

ACTIVITE 1 : DEVELOPPEMENT DE STRATEGIES VISANT LA MISE EN RELATION DE LA FORMATION INITIALE ET DE LA FORMATION CONTINUE DES MAITRES (2A3) ***ACTIVITE REALISEE***

Cette activité a pris la forme de trois ateliers régionaux (Mopti, Ségou et Sikasso) regroupant les directeurs des IFM et des CAP, des représentants du CNE et de la DNEB (Division Formation). Des représentants des écoles communautaires ainsi que des représentants des différentes agences de coopération impliquées dans la formation des enseignants ont été invités à participer. La Coopération canadienne par son agence d'exécution du projet d'appui canadien à la formation continue a contribué aux séances d'organisation et de planification des ateliers ainsi qu'au financement des participants des régions de Tombouctou, Gao et Kidal.

L'objectif global de ces ateliers était de faire produire, par les directeurs des CAP et des IFM, des stratégies permettant de mieux coordonner la révision du curriculum de la formation initiale. Il devrait mettre en relation les contenus donnés par les IFM avec ceux de la formation initiale des contractuels (de la stratégie alternative) assurée par les CP des CAP. La démarche visait à insérer le nouveau curriculum et le schéma directeur du programme de formation continue qui sera mis en place avec l'appui de la Coopération canadienne.

Ces ateliers visaient à faire élaborer des recommandations sur les stratégies à adopter par le ME afin d'assurer dans l'avenir une coordination plus étroite entre les contenus de la formation initiale et ceux de la formation continue. Ces ateliers faisaient suite à un premier atelier tenu en septembre 2001 qui avait porté sur le développement de stratégies visant l'amélioration de la formation initiale.

ACTIVITE 2 : L'IMPLANTATION DES NOUVEAUX ROLES ET FONCTIONS DES DIRECTEURS D'ACADEMIES, DE CAP ET D'IFM (4D1) ***ACTIVITE REALISEE***

Durant le semestre passé, les actions de formation entreprises en 2001 en concertation avec la DNEB (Division de la Formation) ont été renforcées par une tournée de suivi, dans les 12 Académies des régions cibles du projet JSI/PDY, auprès des directeurs d'AE, de CAP et d'IFM. Les périodes d'échanges entre les équipes de suivi et les directeurs ont permis de recueillir des informations sur l'état d'application des plans de changements organisationnels élaborés en décembre 2000, de vérifier si les ateliers de novembre 2001 sur le suivi de proximité avaient été accompagnés d'actions concrètes (restitutions, développement de plans, implantation du suivi dans des écoles de la circonscription, visites inter-écoles, etc.) et de distribuer les questionnaires servant à relever les indicateurs de résultats en éducation. La rencontre comportait aussi une seconde partie qui servait à transmettre des informations sur les projets d'école financés par la Banque Mondiale, la recherche action, le financement des écoles à partir des droits de tirages de l'ANICT, et à remettre aux directeurs des copies de deux textes portant sur la supervision formative et le suivi de proximité. Les discussions qui ont suivi les demandes d'information et la transmission d'informations ont permis aux directeurs de mieux comprendre leurs rôles dans la planification et la gestion ainsi que la nécessité pour eux et pour les directeurs d'école d'agir au niveau des communes pour le développement de l'éducation et d'être des agents actifs au niveau du développement de leurs écoles. La plupart des directeurs rencontrés ont signifié que ces rencontres n'étaient pas seulement un échange d'informations mais aussi des séances de formation individuelle qui leur permettrait de mieux faire leur travail. Tenant compte de l'importance de cette activité dans le renforcement des acquis, un autre suivi dans les régions, même si ce n'était pas prévu au moment de la conception du plan d'action, est maintenant prévu pour le début de l'automne.

ACTIVITE 3 : MISE A L'ESSAI, SUIVI ET REVISION DU MATERIEL D'AUTO FORMATION PRODUIT EN VUE DU PERFECTIONNEMENT DES DIRECTEURS D'AE, DE CAP ET D'IFM (2A4) ***ACTIVITE EN COURS***

Quatre unités constituant un *Manuel d'auto formation en Supervision* ont été produites par un consultant international assisté d'un groupe d'experts nationaux durant l'année 2001. Dès l'élaboration des premières unités et à la suite d'échanges avec le responsable de la Division de la Formation de la DNEB, un travail de lecture critique a eu lieu au niveau de l'équipe du volet Education de JSI/PDY. Cette critique nous a conduit d'abord, à réviser substantiellement la structure de l'Unité 1, afin d'y introduire les concepts d'encadrement de proximité et de bien distinguer la supervision formative des activités d'évaluation du personnel enseignant. Des éléments comme les conseils au lecteur, les exercices à faire, ont été ajoutés. L'Unité 2 a aussi fait l'objet d'une révision en recentrant l'observation en classe sur les situations d'apprentissage et non pas seulement sur les interventions de l'enseignant. Un effort a été fait pour rendre le texte des 4 Unités plus proche des situations pédagogiques maliennes. A ces quatre unités vient s'ajouter un document intitulé *Guide pour l'encadrement de proximité* destiné à appuyer l'implantation du suivi de proximité qui a été largement développé lors des ateliers régionaux de novembre 2001 et qui est reconnu comme une approche très importante dans le perfectionnement des directeurs.

Une copie du *Manuel d'auto formation* ainsi qu'une copie du *Guide pour l'encadrement de proximité* ont été remises à chaque directeur (AE, CAP et IFM durant les visites de suivi de mai. Chacun a été invité à lire et à faire lire les textes par leurs conseillers pédagogiques et leurs directeurs d'école.

Composante III : Appui Institutionnel

ACTIVITE1 : DOTATIONS EN EQUIPEMENTS DES CENTRES D'ANIMATION PEDAGOGIQUE (CAP) ET INSTITUTS DE FORMATION DES MAITRES (IFM) (2C) ***ACTIVITE EN COURS***

La livraison du matériel pédagogique destiné à 34 CAP et 5 IFM est à ce jour pratiquement terminée. Il ne reste à réceptionner que les kits didactiques commandés. Ceux-ci doivent arriver à Bamako à la fin du mois de juillet. Les matériels constituant les dotations de chaque CAP et IFM seront répartis dans des cartons à leur adresse et transmis aux institutions bénéficiaires par le truchement de la Division de l'Enseignement Normal. Cette opération devrait être terminée à la fin du mois de juillet. Les délais de livraison ont été très lents et sont dus en bonne partie à la lenteur des fournisseurs de l'étranger à livrer les marchandises aux dates annoncées.

Il convient sans doute de rappeler que les listes des ouvrages généraux, des ouvrages spécialisés en pédagogie, des équipements audio-visuels et des kits didactiques ont été établies lors de réunions de concertation avec des représentants de la DEN, du responsable des infrastructures au ME et d'un représentant de l'Equipe Jeunesse de l'USAID.

ACTIVITE 2 : APPUI A LA PLANIFICATION DU PROGRAMME DECENNAL (4K) ***ACTIVITE PROGRAMMEE POUR LE TRIMESTRE PROCHAIN***

Il y a eu peu d'échanges de planification du curriculum avec la Division des Curriculas ou le CNE entre janvier et juin 2002. La nomination tardive du Chef de la Division des Curriculas explique le retard des travaux en cours. De plus, la Coopération française, à partir de son plan d'appui au ME, a suggéré des modifications du plan établi antérieurement. D'autre part, le calendrier scolaire, ayant été bouleversé dans un premier temps par la tenue de la CAN et ensuite par la période des élections présidentielles, ceci a eu des répercussions sur les activités courantes de développement du curriculum.

Commentaires/Leçons apprises/Perspectives

Suite aux différents ateliers, réunions de concertation et de planification, force est de constater que le processus d'implantation est bien enclenché et que chaque jour est un pas en avant vers le changement. Un suivi plus rapproché des activités et le respect des échéances sont indispensables pour atteindre les objectifs fixés. Malgré la volonté de changement, nous avons rencontré certains obstacles. Ces problèmes sont résumés ci-dessous :

1) Difficultés à la participation effective des directeurs invités aux ateliers

Depuis la mise en place d'activités de formation ou d'ateliers faisant appel à la participation des directeurs d'Académies d'enseignement et de directeurs de CAP, nous observons diverses raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas participer :

a) Difficulté de fixer les dates des ateliers. Les propositions de date, initialement approuvées par les responsables, sont par la suite modifiées, parfois à plusieurs reprises. Ce flottement occasionne des perturbations dans la communication avec les directeurs invités à l'atelier. Il s'ensuit qu'ils ne sont pas avisés avec un délai suffisant pour leur permettre de se déplacer de leur circonscription au lieu de l'atelier.

b) Les directeurs d'AE sont particulièrement difficiles à convoquer aux ateliers prévus à leur intention. Diverses tâches administratives les retiennent à Bamako ou dans leur bureau. Il en est de même pour les directeurs de CAP pour des motifs similaires de sorte que plusieurs d'entre eux ont dû se faire remplacer par un conseiller pédagogique.

La solution envisagée a été de décentraliser les formations et d'utiliser des sites à proximité des lieux de travail des DCAP. Ceci a eu un effet positif. Trop d'ateliers divers leur sont proposés en plus des rencontres obligatoires venant des autorités supérieures. Ils sont souvent en déplacement et ne passent pas suffisamment de temps à leur poste.

La tournée récente des AE, CAP et IFM nous a montré la nécessité de faire sur le terrain un suivi rapproché des formations données aux directeurs. Cette formation conduite lors des rencontres est sans doute plus efficace et a plus d'effets que celle reçue dans un centre lointain.

2) Le manque de capitalisation des formations reçues

Les participants aux formations ne mettent pas souvent en application les nouvelles compétences acquises. Soit qu'ils considèrent les travaux des ateliers comme des exercices de style qu'ils n'ont pas à mettre obligatoirement en application une fois revenus dans leur structure soit qu'ils attendent que les autorités supérieures les y obligent. Beaucoup de directeurs de CAP, d'AE ou de conseillers pédagogiques ne font pas de restitution auprès de leurs collègues ou adjoints. Les formations reçues ou les idées et recommandations discutées dans les ateliers ne sont ni communiquées ni transférées à d'autres (CP ou directeurs d'école). Les formations deviennent une affaire quasi personnelle et privée et n'atteignent pas suffisamment les autres destinataires (directeurs des écoles par exemple).

Il serait bon que le ME annonce clairement aux directeurs en formation qu'ils sont obligés d'appliquer ce qu'ils viennent d'apprendre. Nous allons proposer aux responsables du ME impliqués avec nous dans la préparation des ateliers ou des suivis d'adresser des recommandations explicites de mise en application des plans ou autres éléments des formations reçues.

On a pu observer que les directeurs attendent toujours les plans d'action du niveau central ou des partenaires. Il semble qu'il y a là un manque de vision globale de politique éducative qui leur permettrait de planifier de manière autonome les besoins de leur structure. Il faut les encourager à agir de manière autonome et décentralisée.

3) Perturbations du calendrier scolaire

Le semestre dernier a été sérieusement perturbé par deux événements : les matchs de football de la CAN dont le Mali était l'hôte et la période préparatoire aux élections présidentielles. Il y a eu suspension des activités scolaires durant les deux mois qu'ont duré ces activités. Les directeurs de CAP n'ont pas effectué de visites de classe et ont tenu peu de réunions avec leurs CP ou les directeurs d'école. Ces événements perturbateurs ont eu forcément des effets négatifs sur les indicateurs de résultats du contrat : irrégularité des visites des enseignants par les DCAP et CP et peu d'application du modèle de suivi de proximité dans les écoles sous la responsabilité des DCAP.

4) Difficultés par rapport à l'appui technique au curriculum

i. Contraintes imposées par les méthodes de travail

Le CNE à travers sa Division des curriculas a adopté un mode de travail qui ne s'est souvent avéré pas très efficace pour la bonne marche de la production. Le problème vient du fait que la CNE attend toujours l'organisation d'ateliers pour travailler sur les curriculas. En effet, la rédaction du curriculum et du Guide ne s'est faite que par l'intermédiaire d'ateliers (pour la plupart tenus à l'extérieur de Bamako, au Centre

forestier de Tabacoro). Le lieu de rencontre est lui-même très peu équipé et peu fonctionnel. La progression du travail sur le curriculum est ainsi souvent assujettie à de longues périodes de rupture, dues aux activités quotidiennes de personnel du CNE ne portant presque jamais sur les tâches relatives au curriculum.

Il y a des risques que ce système d'ateliers continue de se perpétuer si rien n'est fait pour le modifier. Il conviendrait que les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) discutent de ce problème sérieux et essaient de voir avec le ME comment modifier en profondeur les règles de travail.

ii. Difficultés de coordination

Un autre aspect est la mise en place d'une coordination plus planifiée avec les PTF dans le développement du curriculum. Il est impérieux que l'institution, c'est à dire le ME, assume toute la responsabilité dans la gestion des activités et cela de manière visible à tous les niveaux : planification, exécution, suivi, évaluation, ou changements de stratégies dans la phase d'implantation du nouveau curriculum. Cette responsabilité implique la circulation et le partage de l'information entre tous les partenaires de l'éducation pour recueillir les suggestions ou recommandations. Les textes du curriculum en construction doivent particulièrement faire l'objet de consultation et de coordination pour garantir la qualité recherchée.

Pour des impératifs d'efficacité, une planification plus rigoureuse des activités et une gestion constante par le CNE du plan de développement du curriculum sont à envisager. Il importe que cette planification se fasse de concert avec l'ensemble des PTF. Il conviendrait de prévoir des sessions d'évaluation du travail accompli avant d'entamer la suite des activités.

VOLET IV – CAPACITE INSTITUTIONNELLE

Le domaine de la capacité institutionnelle est vaste et complexe, et dans son cadre JSI/PDY a établi les grandes lignes d'une stratégie qui met l'accent sur deux domaines critiques : la décentralisation et les systèmes d'information. JSI/PDY travaille dans ces domaines pour renforcer les capacités des partenaires afin d'aider les jeunes.

Les activités de décentralisation pour le financement local des initiatives de santé et d'éducation par les collectivités ont continué ce semestre avec un atelier national qui a donné des clarifications sur les types de financement prédominants disponibles et sur la façon de procéder pour pouvoir avoir accès au financement. L'atelier a abouti à l'élaboration d'un document de référence et d'autres matériels rapprochant les textes légaux et d'autres documents relatifs au sujet. Ces matériels seront utilisés lors des prochains ateliers régionaux.

Les efforts sur les systèmes d'information ont continué avec, la tenue d'un atelier national qui a évalué la situation actuelle sur le système d'information sanitaire (conduisant à un deuxième tour des ateliers régionaux pendant la seconde moitié de cette année), l'installation des logiciels DESAM et Healthmapper dans les bureaux régionaux et les communes, la formation à leur utilisation, et la collecte des données de base sur le personnel des ministères de la santé et de l'éducation pour alimenter la base de données sur le suivi de la formation continue.

Composante I : Décentralisation

Durant l'année 2001, JSI/PDY a facilité l'organisation des ateliers régionaux sur le financement de la santé et de l'éducation par les collectivités décentralisées. Ces ateliers ont regroupé 70-80 participants par région qui représentaient les services techniques, les élus communaux et régionaux, la société civile et l'administration. Ils étaient très appréciés dans les régions. Cette année nous avons rencontré des partenaires pour voir quelle activité pouvait être une bonne suite à ces ateliers de l'an passé. Plusieurs partenaires ont suggéré que la manque de compréhension des textes et procédures pour accéder aux fonds au niveau communal constitue un handicap au développement des activités de santé et d'éducation. Nous avons décidé de commencer avec un recueil de textes et procédures et de travailler avec des ONGs qui sont actives sur le terrain dans ce domaine.

ACTIVITE 1 : CONFERENCES REGIONALES SUR LE FINANCEMENT DE L'EDUCATION ET DE LA SANTE PAR LES COLLECTIVITES DECENTRALISEES (4A)

1A - INVENTAIRE ET ANALYSE DES TEXTES ***ACTIVITE REALISEE***

Ce document a été présenté par le Cabinet d'Etudes Keïta-Kala Saba sous le titre « Possibilités de Mobilisation des Ressources par les Communes pour l'Education et la Santé. » Il sert de recueil de textes et guide sur les procédures liés au financement des projets de développement communaux. Ce sujet a été identifié comme besoin important lors des ateliers régionaux en 2001. Ce document sera synthétisé d'avantage pour les conférences (ateliers) régionaux qui auront lieu durant le deuxième semestre.

1B - ATELIER AVEC 1-2 ONGS PAR REGION ***ACTIVITE REALISEE***

Un atelier des intervenants au niveau national sur le financement de l'éducation et de la santé s'est tenu au Relais Timbuctu de Bamako du 22 au 24 avril 2002. Les ONGs participantes seront les organisatrices des conférences régionales : INAGEF pour Koulikoro et Bamako, OMAES pour Ségou, AMADE pour Kayes, SABA pour Mopti et ACOD pour Sikasso. L'objectif de l'atelier national était de développer des outils, approches ou documents de synthèse susceptibles de contribuer à la mobilisation des ressources pour la santé et l'éducation au niveau de la commune. On a identifié les problèmes, faiblesses, goulots d'étranglement et les mesures retenues, puis on a fait des recommandations pour la suite de la démarche. Le document ci-dessus mentionné, « Possibilités...» est issu de cet atelier, ainsi qu'un rapport de synthèse. Cet outil sera disséminé et exploité lors des conférences (ateliers) régionales.

1C- CONFERENCES DE DISSEMINATION ***ACTIVITE PROGRAMMEE POUR LE PROCHAIN SEMESTRE***

Un groupe de six consultants a été retenu pour préparer ces ateliers qui auront lieu au mois de Septembre 2002 sous le titre : Ateliers Régionaux de Dissémination des Outils Issus de l'Atelier National sur le Financement de l'Education et de la Santé. Le but de cet atelier est de disséminer et mettre en application les outils issus de l'atelier national.

Composante II : Le développement des systèmes d'information

ACTIVITE 1 : LA FORMATION A L'UTILISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION (4D3) ***ACTIVITE EN COURS***

1A- FORMATION REGIONALE SUR LE SYSTEME D'INFORMATION SANITAIRE

1A1- LA FORMATION REGIONALE SUR LE SYSTEME ROUTINIER D'INFORMATION EN SANTE (SIS) PREMIER TOUR ***ACTIVITE REALISEE***

Cette activité est la suite directe de celle commencée en fin 2001 quand JSI/PDY, avec l'aide des consultants internationaux, a aidé le Ministère de la Santé en organisant un atelier de formation des formateurs sur l'utilisation du système d'information sanitaire. En particulier, l'atelier a porté sur l'utilisation et l'utilité des indicateurs de santé appropriés dans la prise de décision et la planification, et a produit un module de formation d'accompagnement. Le groupe de formateurs issu de cet atelier a alors dirigé des formations au niveau régional. La formation de Ségou s'est déroulé en 2001. Au cours des premiers mois de 2002, les formations dans le reste des régions (Kayes, Koulikoro, Mopti, Sikasso) et dans le District de Bamako ont été réalisées.

Les ateliers régionaux étaient destinés à améliorer les procédures de prise de décision dans la mise en application des programmes au niveau régional et au niveau du district. Un soin particulier a été apporté à la compréhension, à l'analyse et à l'exploitation des indicateurs applicables aux différents niveaux, en conjonction

avec des exercices pratiques sur l'utilisation du logiciel créé pour soutenir le système information sanitaire.

1A2 : LA FORMATION REGIONALE SUR LE SYSTEME SYSTEME D'INFORMATION SANITAIRE (SIS). DEUXIEME TOUR ***ACTIVITE EN COURS***

A la fin du premier tour des ateliers régionaux, un atelier national s'est déroulé en mai avec les participants venant des bureaux régionaux et nationaux SIS du Ministère de la Santé. Cet atelier a évalué les progrès en cours, les forces et les faiblesses du SIS en prenant en compte les interventions et l'assistance de la DNS et ses partenaires depuis l'année précédente. L'atelier a alors déterminé de quelle façon JSI/PDY pouvait améliorer son assistance au SIS lors du second tour d'ateliers régionaux devant se tenir durant le prochain semestre, en tenant compte de potentielles collaborations avec l'UNICEF et l'OMS concernant certaines activités complémentaires. Les termes de référence provisoires pour ces ateliers ont été élaborés et présentés. Ceux-ci sont actuellement en cours de finalisation et le deuxième tour des ateliers régionaux devrait s'achever au plus tard en fin septembre.

1B- INSTALLATION ET FORMATION SUR LE DESAM ET HEALTH MAPPER

L'année dernière, afin d'assurer une meilleure exploitation des logiciels qui avaient été créés pour soutenir le système d'information sanitaire (DESAM et Health Mapper), un consultant les a installé et a formé le personnel des bureaux régionaux et des communes de Bamako et Sikasso à son utilisation. Ce semestre, l'installation et la formation se sont déroulées dans les bureaux régionaux et les cercles de Kayes, Koulikoro et Mopti. Elles auront lieu à Ségou au cours du second semestre, ce qui marquera la fin de cette activité.

Le personnel a appris à entrer les données sanitaire, examiner ces données sous leur forme simple et globale, accéder à des textes et des rapports graphiques et les imprimer. Une connaissance complète des applications et leur utilisation donnent aux participants l'occasion d'avoir un meilleur accès aux données, de les comprendre et de les analyser afin de mieux appréhender les informations clés relatives à la santé. Ceci les conduira à améliorer la planification et la prise de décision sur leur lieu de travail.

ACTIVITE 2 : INSTALLATION ET FORMATION : SYSTEME DE GESTION INFORMATIQUE POUR LA FORMATION CONTINUE (4J) ***ACTIVITE EN COURS***

Une base de données sur la formation continue développée par JSI/PDY a été installée au niveau des divisions formation des ministères de la santé et de l'éducation. Le personnel de ces ministères a été formé à leur utilisation. Ce semestre, la majorité des agents des deux ministères ont été contactés pour remplir chacun un formulaire donnant les informations biographiques essentielles et les données sur leur carrière. Dans les mois à venir, JSI/PDY va s'assurer que les données de ces formulaires sont entrées dans les bases de données, après quoi, une copie des bases de données sera introduite dans chaque bureau régional de santé et dans chaque Académie d'Enseignement. Le personnel approprié dans ces bureaux sera ensuite formé à l'utilisation de ces bases de données et sera

responsabilisé pour effectuer le suivi et la gestion de leurs programmes respectifs de formation continue.

Commentaires/Leçons apprises/Perspectives

Les activités du volet décentralisation, après une longue période de réflexion et considération, sont actuellement bien focalisés et très pratiques. La collecte et la clarification de l'information sur les financements locaux et comment y avoir accès ont été des tâches difficiles et complexes. Un grand accomplissement a été la démystification du processus d'obtention des financements qui a permis, pour la première fois, de réellement comprendre comment rendre accessibles ces financements. La dissémination de ses nouvelles connaissances peut avoir des effets positifs à long terme, non seulement sur la santé et l'éducation au niveau communal mais aussi dans l'application effective de la politique de décentralisation avec tout ce qui l'entoure : la collaboration local, la gouvernance et l'édification de la population.

Le système d'information sanitaire a fait de grand progrès sous le leadership de la DNS, aux niveaux central et régional. Le système d'information sur le suivi de la formation continue, par contre, se développe lentement. Les deux ministères doivent s'engager à renforcer leurs structures de formation continue au niveau central et au niveau régional. Nous espérons que, lorsque la base de données créée pour le suivi de la formation continue sera bien opérationnelle que le besoin de la renforcer deviendra plus évident pour que les deux Ministères concernés agissent en conséquence.

VOLET V - IEC

La communication vise à améliorer des comportements sociaux et économiques des jeunes grâce aux activités d'information, d'éducation et de communication (IEC). En 2001, JSI/PDY en collaboration avec le CNIECS, a diffusé la boîte à images IST/ SIDA développée par le CNIECS sur financement direct de l'USAID et une autre sur l'hygiène/assainissement et maladies diarrhéiques auprès des agents IEC formés. La plupart des messages des deux boîtes à images sont tirés des volumes 1 et 2 des répertoires. Au cours des rencontres de dissémination de ces boîtes à images, les besoins ressentis nous ont amené à programmer, pour l'année 2002, avec le CNIECS et les intervenants, la production de supports appropriés pour la nutrition et la PF.

Composante I : Développement et Dissémination des messages

ACTIVITE 1 : SUIVI DES TECHNICIENS D'IEC FORMES SUR L'UTILISATION DES REPERTOIRES (VOLUMES I ET II) (1C, 3B)

1A - SUIVI DES TECHNICIENS FORMES ***ACTIVITE PROGRAMMEE POUR LE PROCHAIN SEMESTRE***

L'indicateur était collecté- voir Volet VII. Une mission de suivi est programmée avec le CNIECS à partir de Septembre 2002.

1B- DISSEMINATION DES REPERTOIRES NIVEAU CERCLE ***ACTIVITE PROGRAMMEE POUR LE PROCHAIN SEMESTRE***
Les agents de santé et de l'action social des cercles et de deux aires de santé de Koulikoro seront formés aussi bien sur les répertoires que sur l'utilisation des boîtes à images dans la première semaine du mois d'août.

ACTIVITE 2 :PRODUCTION DES SUPPORTS IEC BASES SUR LES REPERTOIRES (VOL I ET II) (1C,1I,3B) ***ACTIVITE EN COURS***

Si les besoins en supports IEC pour des thèmes précis ont été définis par les agents de terrain, les types de supports l'ont été par les différents comités techniques composés des principaux intervenants en nutrition et en PF.

En collaboration avec le CNIECS, et les principaux intervenants en nutrition, à savoir la DN/DNS, HKI, DSR , DSSAN, INRSP (division nutrition), IBFAN -MALI, DNPF, la division nutrition de l' IER ..., une boîte à images à l'intention des agents de santé et un livret nutritionnel destiné aux agents et groupements des femmes sont en cours de production. Les supports à développer utiliseront les messages/images des répertoires. Par rapport à l'élaboration de supports appropriés en matière de PF la collecte des supports existants sur la PF est en cours afin de mieux définir les besoins et cela en collaboration avec différents intervenants dont ASDAP, AMPPF, CARE MALI, PLAN, CEDPA, CESPA, COFESFA et des structures étatiques comme la DSR, DNAFLA, EVF/EMP plus le CNIECS. En fonction des résultats de collecte, l'équipe technique regroupant les représentants des différentes structures

intervenant en PF, décidera du développement de nouveaux supports ou de l'harmonisation/ multiplication de supports existants.

ACTIVITE 3: DISSEMINATION DES SUPPORTS IEC

La dissémination de la boîte à images sur l'hygiène/assainissement, élaborée avec le CNIECS en 2001, a été disséminée dans chaque région aux TDC, sages-femmes, techniciens d'assainissement et représentants d'ONGs de chaque cercle. Parallèlement, la boîte à images sur le VIH/SIDA développée par le CNIECS avec le financement de l'USAID à travers la DAF a été disséminée. Nous avons profité de cette dissémination pour recycler les agents par rapport à leurs compétences dans l'exécution des activités d'IEC.

Composante II : Développement du Réseau Médiatique

ACTIVITE 1 : FORMATION DES ANIMATEURS RADIO (4D2) ***ACTIVITE REALISEE***

Voir Marketing Social (Activité7b)

ACTIVITE 2: SUIVI DU RESEAU MEDIATIQUE POUR LES JEUNES ***ACTIVITE EN COURS***

Voir Marketing Social (Activité7a)

Commentaires/Leçons apprises/Perspectives

Le fait d'avoir impliqué tous les intervenants en matière de nutrition et de PF avec une structure étatique qui est le CNIECS à toutes les étapes d'élaboration des supports IEC permettra non seulement une appropriation sûre des documents par les différentes structures mais aussi garantira une pérennisation des activités.

Volet VI - LA RECHERCHE OPERATIONNELLE (RO)

Depuis 2000 JSI/PDY appui chaque année les ministères de la santé de l'éducation dans la réalisation de 3 études de recherches opérationnelles en collaboration avec le Ministère du Développement Social et de l'Economie Solidaire, le Ministère de la Jeunesse et des Sports et les ONG et Associations. Durant les deux années successives les résultats préliminaires de ces études ont été disséminés dans les 5 régions et le District de Bamako sous la forme d'une série d'ateliers pour collecter les différentes recommandations qui ont été insérées dans les rapports finaux disponibles au niveau des intervenants. Les données des études réalisées depuis 2000 sont utilisées par les structures pour la planification de leurs activités. En 2001 dans le cadre du suivi des indicateurs 58 % (19/33) des structures enquêtées impliquées dans ce processus ont eu à utiliser les données d'au moins une des études dans l'élaboration de leurs plans[1], programmes ou rapports.

Les données sont aussi utilisées comme référence bibliographique dans certaines publications. En 2002, JSI/PDY et le comité de pilotage ont poursuivi le même processus avec l'identification des thèmes de recherche et le renforcement des compétences des mêmes agents qui sont dans le processus au cours duquel trois protocoles ont été élaborés.

Les objectifs des interventions de JSI/PDY sont:

- mener les études pertinentes qui peuvent contribuer à l'amélioration de la qualité des services de santé et de l'éducation au Mali
- renforcer les compétences des agents dans la recherche opérationnelle.

Pour ce faire JSI/PDY a eu à former un noyau d'agents dont la plupart ont suivi les différentes étapes depuis l'identification des thèmes jusqu'à la dissémination des résultats depuis 2000. A la fin des 3 années d'activité en RO ce noyau sera compétent pour amener la RO dans leur service.

Durant ce semestre 2002, il y a eu l'atelier de formation à l'analyse des données de l'étude 2001 pour l'éducation. Ceci a pris un léger décalage à cause des calendriers de vacances. Mais le premier draft est en relecture pour la validation .

Composante I: Recherche Opérationnelle en Santé et Education

ACTIVITE1 : IDENTIFICATION DES THEMES DE RECHERCHE (4D8) ***ACTIVITE REALISEE***

En Février 2002, 3 thèmes de recherche ont été identifiés par les représentants des ministères de la santé et de l'éducation , en concertation avec JSI/PDY/USAID en fonction des problèmes prioritaires des départements. Il s'agit de:

[1] Par exemple le plan d'action national pour la promotion de la jeunesse au Mali / MJS Bamako janvier 2002.

1« *La problématique de la gestion communautaire des structures de santé au niveau opérationnel (CSCom, CSRef) dans le cadre de la décentralisation* »

A partir de 1994, le gouvernement malien a élaboré une politique de décentralisation administrative qui a abouti à la création de 703 communes et à l'émergence de collectivités territoriales décentralisées. Elle place maintenant la politique de création et de gestion des centres de santé sous la responsabilité du conseil communal[2]. L'administration des centres de santé de référence, quant à elle, est placée non plus sous la responsabilité de l'Etat mais sous celle des conseils de cercle. On assiste dès lors à la création de nouvelles aires de santé sur la base de critères autres que ceux de la politique sectorielle. Les découpages communaux induits par la décentralisation ne correspondent pas toujours au découpage sanitaire initialement mis en place par la politique sectorielle. Les changements de rôles et de responsabilités induits par la décentralisation auraient conduit par endroits à des conflits entre les ASACO et les autorités communales.

Des études[3] et supervisions ont souligné l'existence de problèmes potentiels liés à la décentralisation. Cependant plusieurs problèmes en rapport avec la gestion communautaire des structures de santé depuis la décentralisation demeurent et demandent à être explorés :

- la répartition des responsabilités,
- la gestion financière,
- la gestion du personnel des CSComs,
- et la nature des conflits présents sur le terrain, constituent des aspects qui restent à étudier.

2 « *L'implication de l'homme dans la planification familiale au Mali* »

La conférence internationale sur la population et le développement qui s'est tenue au Caire en 1994 a rappelé au monde entier qu'une bonne santé reproductive, et un accès adéquat aux services de planification familiale, constituent un droit pour les deux sexes, et qu'hommes et femmes doivent partager ensemble les responsabilités dans ce domaine.

Cet appel à l'implication des hommes dans la planification familiale s'explique en partie par le peu de succès des programmes centrés exclusivement sur les femmes et en outre par la nécessité de prendre en compte le rôle des hommes dans les décisions en matière de planification familiale au sein du couple. Malgré un intérêt grandissant de la recherche pour le rôle des hommes dans la planification familiale, le sujet reste encore peu étudié au Mali. En particulier, certains aspects comme les raisons de la non-adhésion et de la sous-fréquentation des services de planification par les hommes, l'accueil qui leur est réservé dans ces services, ainsi que leur rôle dans le processus décisionnel en matière d'utilisation de contraceptif par leur partenaires féminins mériteraient plus d'attention.

---

[2] Loi N°95-034 portant sur le Code des collectivités territoriales décentralisées, 1995

[3] * Ministère de la santé. 2000.Etude sur les conséquences de la création des collectivités territoriales (communes en particulier) sur le secteur de la santé (rapport provisoire). Réalisé par M.Diango Cissoko.41 pages

* comité régional d'orientation et de coordination des études et programmes en santé (CROCEPS) de Ségou. Rapport annuel 2000.

3 « *Apport du suivi de proximité dans l'amélioration des pratiques pédagogiques des enseignants et dans celle du rendement des élèves du premier cycle de l'enseignement fondamental au Mali*»

Les résultats de la recherche opérationnelle de 2000, sur l'évaluation du taux d'application des Méthodes Actives (MA) par les maîtres du 1er cycle de l'enseignement fondamental au Mali a relevé que les maîtres appliquaient très peu les Méthodes Actives et l'une des raisons évoquées par les directeurs d'école et les maîtres eux mêmes, est le peu de suivi pédagogique dont ils bénéficiaient .

C'est ainsi qu'en 2001 la supervision formative a été initiée par le Ministère de l'Education dans le cadre des activités de JSI/PDY 2001 dans certaines écoles sous forme de recherche opérationnelle en vue d'améliorer les pratiques des maîtres dans l'application des méthodes actives. Toutefois ce suivi pédagogique n'embrasse pas toutes les variables susceptibles d'influer les pratiques des maîtres ce qui justifie en 2002 le choix du thème sur le suivi de proximité qui est un modèle dont une des composantes est la supervision formative/pédagogique. Ce suivi de proximité couvre tout aussi l'environnement pédagogique et social que l'environnement institutionnel de l'école, tous susceptibles d'influer les pratiques des maîtres et le rendement des élèves.

Cette approche sera mise en place dans les écoles qui faisaient parties de l'étude de l'année 2001 afin de capitaliser les efforts. La présente étude de recherche opérationnelle s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la qualité du système éducatif au Mali et tentera de vérifier si l'application du suivi de proximité aura un apport sur la pratique pédagogique des enseignants utilisant les Méthodes Actives et sur le rendement des élèves du 1er cycle de l'enseignement fondamental.

Tous ces trois thèmes ont été validés par le comité de pilotage de la recherche opérationnelle des ministères de l'éducation et de la santé respectivement le 11 Avril 2002 et le 18 Avril 2002.

ACTIVITE 2 : ELABORATION DES PROTOCOLES DE RECHERCHE (4D8) ***ACTIVITE REALISEE***

Cette activité s'est déroulée en plusieurs étapes :

- L'amendement des canevas des 3 protocoles par le groupe de travail RO des dits ministères
- Les ateliers d'élaboration des protocoles de RO des différents départements ont eu lieu du 16 au 26 Avril 2002 pour l'éducation et du 15 au 25 Mai pour la santé. Ces ateliers ont regroupé 47 agents des structures techniques du Ministère de la santé, de l'éducation du développement social et de l'économie solidaire, de la jeunesse et des sports, des ONGs et Associations qui sont dans le processus depuis 2000. La validation des protocoles élaborés par l'équipe de la santé s'est tenue le 18 juin 2002 et de l'éducation est prévue pour le 16 Août 2002.

Le protocole a été validé par le comité de pilotage tout en tenant compte des observations qui ont été porté sur la forme , des propositions de rajouts et

quelques changements dans le choix de l'échantillonnage, et non pas sur le fond du document.

ACTIVITE 3 : LA REALISATION DES ETUDES (4d8) ***ACTIVITE EN COURS***

La réalisation des études relatives à la santé a démarré. La formation à l'utilisation des outils a eu lieu, et leur pré-test sur le terrain qui a nécessité quelques modifications. La collecte des données sur le terrain pour les deux premières études de RO se fera à partir du 15 juillet 2002.

Quant à l'étude sur le suivi de proximité relative à l'éducation, comme c'est une étude qui évalue une intervention spécifique, elle nécessite des activités au préalable qui sont des éléments clés comme la formation en suivi de proximité pour les directeurs d'école et les conseillers pédagogiques généralistes dans les zones expérimentales, et sa mise en place dans ces zones. Ces particularités font que la collecte des données sera effectuée courant novembre 2002.

ACTIVITES 4 ET 5 (4D8) : LA FORMATION EN SAISIE , TRAITEMENT DES DONNEES ET LA DISSEMINATION DES RESULTATS . ***ACTIVITE PROGRAMMEE POUR LE PROCHAIN SEMESTRE***

Composante II : Catalogue des meilleures pratiques (4I) ***ACTIVITE EN COURS***

Les domaines qui seront intéressés par le catalogue sont les suivants : le système de référence, la pair éducation, la survie de l'enfant, la planification familiale, l'IEC, la place de la radio dans la SR, les handicaps et SR et la qualité des services.

Chaque domaine doit comporter

- La genèse du programme,
- La mise en œuvre du programme sur le terrain,
- Qu'est ce qui marche,
- Les leçons apprises,
- Le rôle du partenariat (la collaboration, les appuis , la mise en œuvre)
- Les difficultés rencontrées,
- Les perspectives ,
- Conclusions,
- Recommandations

Par rapport a chaque domaine, les objectifs et les cibles ont été déterminés pour faciliter la collecte des informations courant Août 2002. Il y aura les interviews des responsables des programmes, la revue documentaire des différents programmes concernés et de la littérature, afin d'élaborer le catalogue des meilleures pratiques où seront consignés les expériences de réussite dans la mise en œuvre des différents domaines cités ainsi que certaines pratiques qui ont le potentiel d'être les meilleures avec des propositions d'orientation .

Composante III : Services de Traitements des MST

ACTIVITE 1 : ANALYSE DES SERVICES DE TRAITEMENT DES MST (Y COMPRIS DES MEDICAMENTS) AUX JEUNES (3d) ***ACTIVITE PROGRAMMEE POUR LE PROCHAIN SEMESTRE***

Un protocole a été élaboré donnant les différentes orientations (les objectifs, la méthodologie, etc.). L'élaboration des outils de collecte des données est prévu courant juillet afin de faciliter la suite des autres étapes.

Commentaires/Leçons apprises/Perspectives

Toutes les activités prévues pour cette période ont pu être réalisées et certaines sont en cours de réalisation car elles devraient continuer au second trimestre 2002.

Lors des différents ateliers qui ont été organisés durant ce semestre nous avons constaté une évolution notoire dans le déroulement des activités RO qui se justifiait par la présence des même personnes qui sont dans le processus depuis les années précédentes (répondant à l'un des objectifs de la RO), et par la qualité des débats et des résultats de travaux lors des différents ateliers .

Les activités ont aussi été intégrées dans le plan de travail des départements de la santé et de l'éducation et l'appropriation par les structures techniques à été effective. Ces structures planifient, organisent et exécutent les activités avec l'assistance technique de JSI/PDY.

Au fur et à mesure des trois années d'évolution des activités en RO, les structures techniques de la santé et de l'éducation ont été les organes de mises en œuvre des différents ateliers RO. Cette responsabilisation a fait que la santé et l'éducation ont évolué séparément à un moment donné du processus, car chaque partie a établie son calendrier d'exécution des activités dans son protocole selon leurs besoins. Hormis ces différents, pour maintenir cette synergie l'éducation a participé aux différents ateliers de dissémination des résultats des études RO de la santé.

Volet VII - SUIVI ET EVALUATION

Six indicateurs ont été mesurés pour cette période : un relatif au marketing social, trois relatifs à l'éducation et deux relatifs à l'IEC. Mesurer les indicateurs demeure une tâche logistique difficile qui implique non seulement le staff de JSI/PDY, en particulier les correspondants régionaux, mais aussi l'assistance active de bon nombre de nos partenaires y compris les Académies d'Enseignement, les CAP, les directions régionales de la santé, les centres de santé des cercles et les consultants locaux.

Composante I : Santé

Il n'y a pas eu d'indicateur programmé pour ce semestre.

Composante II : Marketing social

L'un indicateur pour ce semestre concerne l'accroissement du pourcentage des couples années de protection par rapport à l'année précédente. Le résultat attendu est une augmentation de 15% par rapport à l'année précédente. Le résultat réel a été une augmentation de 34,3% qui dépasse largement le résultat attendu.

Composante III : Promotion de la jeunesse

Il n'y a pas eu d'indicateur programmé pour ce semestre.

Composante IV : Education

Les trois indicateurs mesurés pour ce semestre sont :

1. Pourcentage des agents régionaux formés (inspecteurs et conseillers pédagogiques) qui utilisent les techniques de supervision et de gestion améliorées en suivant les consignes du ministère de l'éducation.

   Résultat attendu : 60%
   Résultat obtenu : 44%. Sur 48 agents formés par JSI/PDY, 23 ont répondu. Parmi eux 10 ont donné la preuve de leur utilisation de la supervision améliorée et des techniques de gestion.

2. Pourcentage des écoles qui ont été visitées au moins deux fois pendant l'année scolaire par les directeurs de CAP et les conseillers pédagogiques.

   Résultat attendu : 50%
   Résultat obtenu : Les données pour cet indicateur, couvrant plus de 5.000 écoles, sont toujours en train d'être analysées. Les résultats seront disponibles au courant du prochain trimestre.

3. Pourcentage des structures (AE, CAP et IEF) qui ont élaboré un plan pour adopter les recommandations en vue d'un changement organisationnel.

   Résultat escompté : 80%
   Résultat obtenu : 86%. Dans la zone de programme 42 sur 49 structures (6 AEs, 38 CAPs et 5 IFMs) ont un plan relatifs aux changements organisationnels. L'échantillon ne comprend pas les six nouveaux Académies, ni les 21 nouveaux CAP qui existent administrativement mais qui ne sont pratiquement pas fonctionnelles à présent.

   Ces informations ont été recueillies en partie lors des visites de suivi de JSI/PDY et du Ministère de l'Education sur les progrès en matière de changement organisationnel.

Les données sur ces trois indicateurs ont été recueillies avec l'assistance des six académies régionales de l'éducation (AE) et leurs CAP dans les zones d'intervention de JSI/PDY. Les documents concernant la collecte des données ont été confectionnés par JSI/PDY et distribués par la suite au personnel approprié par les académies d'éducation. Un rapport et d'autres données relatives à ces indicateurs seront disponibles au cours du troisième trimestre de cette année.

Composante V : Renforcement de la Capacité Institutionnelle

Il n'y a eu pas d'indicateur programmé pour ce semestre.

Composant VI : IEC

Deux indicateurs ont été mesurés pendant cette période :

1. Pourcentage des techniciens IEC formés des ONG et du Ministère de la santé qui utilisent le répertoire de messages IEC Volume I.

   Résultat attendu : 90%
   Résultat obtenu : 86%. 43 sur 50 agents formés ayant répondu utilisent les matériels selon une enquête en milieu d'année. Les agents sont en train d'adapter les messages aux populations cibles et sont en train d'utiliser les messages dans leurs activités quotidiennes.

2. Pourcentage des techniciens IEC formés des ONG et du Ministère de la Santé qui utilisent le répertoire de messages IEC Volume II.

   Résultat attendu : 60%
   Résultat obtenu : 86%. 61 de 71agents formés ayant répondu utilisent le répertoire volume II. Comme pour le volume I, les agents sont en train de mettre en pratique leur formation et l'utilisation des matériels pour mieux atteindre leurs populations cibles.

Notre enquête a inclus des informations complémentaires concernant l'utilisation des boîtes à images sur l'hygiène/assainissement et les MST/SIDA. Un rapport complet à travers lequel nous aurons des détails sur les résultats mais aussi sur l'utilisation des boîtes à images sera produit au cours du troisième trimestre de cette année.

Composante VII : RO

Il n'y a pas eu d'indicateur programmé ce semestre.

Commentaires/Leçons apprises/Perspectives

Au fil des années nous avons remarqué qu'il est souvent difficile d'avoir un bon taux de réponse sur certaines enquêtes, étant donné les contraintes de temps des répondants aussi bien que leur dispersion géographique et organisationnel à travers les cinq régions et Bamako. Aussi remplir des fiches d'enquête n'est pas une tâche populaire. Il est peut être bon de considérer, dans l'avenir, uniquement des indicateurs qui ont une forte probabilité d'avoir des taux de réponse assez élevé pour s'assurer de la fiabilité des résultats qui en sortent. Un autre moyen d'améliorer la situation serait d'impliquer plus et pleinement nos partenaires pour qu'ils comprennent mieux la valeur et l'utilité des indicateurs. Ceci aura comme résultat une collaboration plus fructueuse qui facilitera le processus de suivi des indicateurs de leur conception jusqu'à la dissémination des résultats.

III. Administration du Contrat

A. Personnel

Correspondants Régionaux

Pendant le premier semestre de l'an 2002, les correspondants régionaux ont participé aux activités de tous les volets de JSI/PDY. Ayant tous passé plus d'une année à leurs postes (les plus récemment embauchés ont commencé en Janvier 2001), les correspondants régionaux sont maintenant bien établis dans leurs régions respectives et ils collaborent étroitement avec leurs homologues des services techniques, des ONGs et des associations.

Les correspondants régionaux ont participé activement au développement du cours d'alphabétisation avec les thèmes de santé intégrés qui cible les jeunes non scolarisés. Ils ont fait partie de la formation des animateurs du cours qui a eu lieu en Avril, et ils sont en train de superviser le test des matériels sur le terrain en collaboration avec leurs comités régionaux d'alphabétisation ainsi qu'avec les ONGs qui abritent l'expérience.

Par rapport au volet Santé, les correspondants sont impliqués dans toutes les activités qui se passent dans les régions. Ils ont aidé les directeurs régionaux de la santé dans le processus de recherche de financement des activités dans le plan d'action d'USAID. En plus, les correspondants appuient les ONGs ayant des contrats avec Futures Group pour la planification et la supervision des activités.

Les correspondants régionaux jouent un rôle important dans le volet IEC pour les radios régionales captant toujours les stations qui diffusent des messages liés à la santé de la reproduction. Ils servent de liaison pour les activités de recherche opérationnelle et ils aident les équipes RO sur le terrain. Par rapport au Renforcement de la Capacité Institutionnelle, les correspondants sont en train de collaborer avec les ONGs choisies pour l'organisation des ateliers régionaux liés au financement local de l'éducation et de la santé qui doivent avoir lieu en Septembre prochain. De plus, quand l'équipe d'Education est sur le terrain, les correspondants fournissent un appui logistique.

Il est important de reconnaître le grand effort que les correspondants ont fourni dans la collecte des données pour les indicateurs. Ils distribuent, expliquent et collectent les questionnaires des agents des services techniques et d'autres structures. Ils ont contribué à l'amélioration du processus de collecte de données en donnant des suggestions.

En plus de leur rôle officiel par rapport au plan d'action de JSI/PDY, les correspondants servent de personnes ressources au niveau de leurs régions et ils appuient les services techniques en accomplissant diverses activités.

Autre Recrutement

Au cours du premier semestre 2002 JSI/PDY a enregistré la démission de Madame Tony Fatoumata Magassouba, l'Adjointe aux Conseillers en santé SE/SR. Elle a été aussitôt remplacée par Madame Haïdara Aïssata Mallé Tandina ayant également les aptitudes, qualifications et expériences nécessaires. Deux nouveaux postes ont été créés en réponse à des besoins spécifiques. Il s'agit pour le compte de Futures Group Inc. du poste d'Assistant en IEC compte tenu du volume très élevé de tâches incombant à ce volet, et pour le compte de EDC de celui du spécialiste en développement de curriculum. Ces deux postes ont été pourvus respectivement par Madame Maïga Fatoumata Abdoulaye et Monsieur Cissé Boureima Sidi. Les titulaires des postes ont été installés et orientés.

B. Système Informatique

Le réseau informatique marche bien. La messagerie en générale fonctionne de façon satisfaisante. Notamment la communication avec les Correspondants régionaux qui s'est trouvée nettement améliorée. Le partage des ressources concernant les bases de données sur les commandes, les équipements et la gestion du carburant, malgré quelques difficultés marche bien. Il faudra souligner cependant que la baisse de tension permanente du courant de l'EDM affecte beaucoup le bon fonctionnement de notre réseau.

C. Achats

Le début de la période de référence a été marquée principalement par le lancement des commandes des livres et kits pédagogiques destinés au Ministère de l'Education, ce qui complète la grande commande commencée en 2001. Les petits équipements de santé destinés au Ministère de la Santé à travers les CSComs ont été aussi commandés. Ces matériels vont appuyer les CSComs qui participent dans les projets de performance. Présentement, nous avons pu réceptionné les livres, mais pas le matériel.

Les difficultés rencontrées pour effectuer ces achats à temps sont les suivantes : la non disponibilité de l'ensemble de ces matériels sur le marché local, la non disponibilité de la totalité des livres chez le fournisseur Amazon contacté en France, les problèmes d'obtention du catalogue CELDA fournissant les précisions sur les kits pédagogiques. Tous ces facteurs combinés avec le non respect des engagements des fournisseurs ont provoqués le retard resenti.

IV. Commentaires/Leçons apprises/Perspectives

L'ensemble des activités réalisées pendant cette période nous a rapproché des indicateurs visés (en début de contrat) et identifiés comme prioritaires par le gouvernement du Mali et l' USAID. Les objectifs visés par l'USAID sont devenus plus clairs. Cette clarté nous a permis de mieux définir notre mission. Bien que l'objectif stratégique jeunesse existe toujours, les actions de USAID à travers nos interventions et en prévision de la prochaine stratégie, ne sont plus limitées à la tranche d'âge 0-24 ans. C'est ainsi qu'au début de cette période et en réponse aux demandes de l'USAID, nous avons abandonné quelques activités qui n'étaient plus prioritaires. Nous avons constaté que ces activités étaient intéressantes dans le cadre d'une stratégie portant sur la jeunesse, mais leur élimination nous permet de nous concentrer sur les priorités du futur. Le changement de vision est intervenu dans les deux domaines (santé et éducation) ce qui nous a permis de mieux focaliser nos efforts.

Plus spécifiquement dans le cadre de la santé et en particulier pour les activités de communication du marketing social, la population cible couvrant toutes les femmes en âge de procréer est une décision assez importante. Auparavant, le fait de cibler uniquement les jeunes attirait surtout l'attention sur les condoms, mais les jeunes (non-mariés) étaient beaucoup plus sensibles aux messages sur ce produit. Maintenant que la population cible a été élargie, nous avons mis plus d'emphase sur la communication relative aux contraceptifs hormonaux, ceci allant dans le sens du renforcement de nos activités de PF.

Concernant l'éducation, bien que nous ayons toujours appuyé le ministère dans le développement du curriculum en général, nous nous concentrions plutôt sur l'insertion des éléments de santé, nutrition et compétences de vie (SNCV) dans ce curriculum pour la concrétisation de la « synergie » entre santé et éducation. Nous avons réalisé rapidement au cours du processus, qu'en développant les activités spécifiques concernant la SNCV nous avions en même temps identifié une façon de développer un curriculum basé sur les compétences et intégrant les différentes disciplines à travers les tâches intégratives. Il est maintenant clair que notre appui doit se focaliser sur la préparation de la mise à l'essai de ces curricula en général tout en assurant l'insertion des aspects SNCV.

Pendant cette période, nous avons appris beaucoup en termes de collaboration avec les partenaires. Les leçons apprises l'année précédente ont facilité la mise en application des activités. Par rapport aux constats de l'année dernière nous pouvons faire les commentaires suivants :

L'année dernière le plan d'action semblait trop ambitieux et surtout était trop lourd car il demandait beaucoup de temps et de ressources pour l'exécution des ateliers de formation. Les activités de suivi ont été programmées, mais nous n'avions pas suffisamment de temps pour les effectuer, alors que ces activités pouvaient assurer la consolidation des acquis obtenus lors des formations. La prise en compte de ces deux paramètres nous a permis d'être plus efficaces cette année.

Dans le domaine de la Santé, les activités de formation ont été peu nombreuses par rapport à l'année dernière, et dans le cas des formations, c'était plutôt la suite logique d'activités déjà réalisées. Par exemple la formation en nutrition dans les cercles suit les formations de formateurs pour le niveau régional. Aussi, toute action entreprise pour améliorer la qualité des services (supervision intégrée, normes et procédures, système de formation continue, système d'information, etc.) est entièrement utilisée dans le cadre de l'activité relative aux « projets de performance » .

Le problème qui se pose maintenant est que les activités mentionnées ci-dessus sont complexes dans leur exécution. Les « projets de performances » ont pris du temps pour démarrer. Comme c'est une nouvelle approche d'assistance technique au niveau opérationnel, ça nous a pris un peu de temps pour que nous ayons tous la même compréhension des choses. Une fois comprise, la transmission de cette information au niveau des CSComs a pris du temps. Cependant, il semble très important de mettre beaucoup d'énergie dans cette activité surtout qu'elle peut servir comme préalable pour l'établissement d'un programme d'assurance de qualité au niveau des services de santé.

En général, nous avons fixé comme priorité la responsabilisation des structures directement impliquées dans les activités. Par exemple, dans le cas de la DBC nous sommes allés directement aux régions pour la planification des ateliers de relance en commençant par Sikasso considérée comme la région la plus motivée. Sikasso a collaboré pleinement avec nous ; les autres partenaires (ONGs) ont été enthousiastes pour planifier et exécuter avec nous l'atelier de relance qui prendra en charge la survie de l'enfant. Leur motivation continue pour la préparation des activités de suivi dans les cercles.

Par rapport à l'Education, la plupart des ateliers de formation ont pris fin. Maintenant nous allons nous concentrer sur la mise à l'essai effective des curricula et le suivi des agents formés. Notre activité de suivi sur le terrain nous a montré l'efficacité de cette approche. Maintenant qu'on a fait tous les préparatifs pour tester le nouveau curriculum, il reste les dernières retouches des documents et la décision du choix d'une approche pour la mise à l'essai. Le fait de mettre tout le travail ensemble et de le transférer au niveau des écoles testées paraît assez complexe. Etant donné le grand nombre d'intervenants qui doivent se concerter pour le bon déroulement de ce travail, l'aspect de la gestion sera un défi important.

Dans le cadre du renforcement des compétences des directeurs et des conseillers pédagogiques nous avons trouvé que la meilleure façon d'être efficace est de les approcher sur le terrain. C'est un suivi rapproché qui nous donne la possibilité d'échanger avec eux et de renforcer leurs acquis. Cela a permis de rendre opérationnels leurs plans de changement organisationnel.

Pour le prochain semestre, dans le domaine de l'Education, nous verrons le vrai démarrage de la mise à l'essai du curriculum du niveau 1. En même temps, nous allons continuer à appuyer le Ministère de l'Education dans l'élaboration du niveau 2. A part ces deux activités, nous continuerons à renforcer les capacités de gestion et de supervision des directeurs au niveau des CAPs, IFMs et des Académies.

Pour la Santé, nous allons compléter la sélection des 100 CSComs qui vont participer aux « projets de performance ». Après l'engagement pour leur participation, JSI/PDY va appuyer les régions et cercles afin de préciser avec les CSComs ce qu'ils veulent améliorer et comment le faire. Dès lors, notre appui sera surtout axé sur le renforcement des superviseurs du niveau cercle dans leurs missions de soutien aux CSComs participants. L'autre axe principal pour nos activités de santé est celui du marketing social. Cette période nous trouvera en plein dans un nombre important d'activités clés. Beaucoup de supports, scripts, et activités préalables seront terminés et l'exécution réelle engagée pour le feuilleton radiophonique, la pièce de théâtre, l'album musical et les tournées de média traditionnel.

Comme souligné plus haut, le prochain semestre va nous permettre de terminer toutes les activités liées au contrat original et d'autres seront en cours telles que les cas des « projets de performance » , les activités du marketing social et la mise à l'essai du curriculum. Cela servira de base pour la continuation de ces activités dans les mois constituant la période de transition en 2003.

ANNEXES

1- TABLEAUX DU MARKETING SOCIAL

annexe 1,1bis

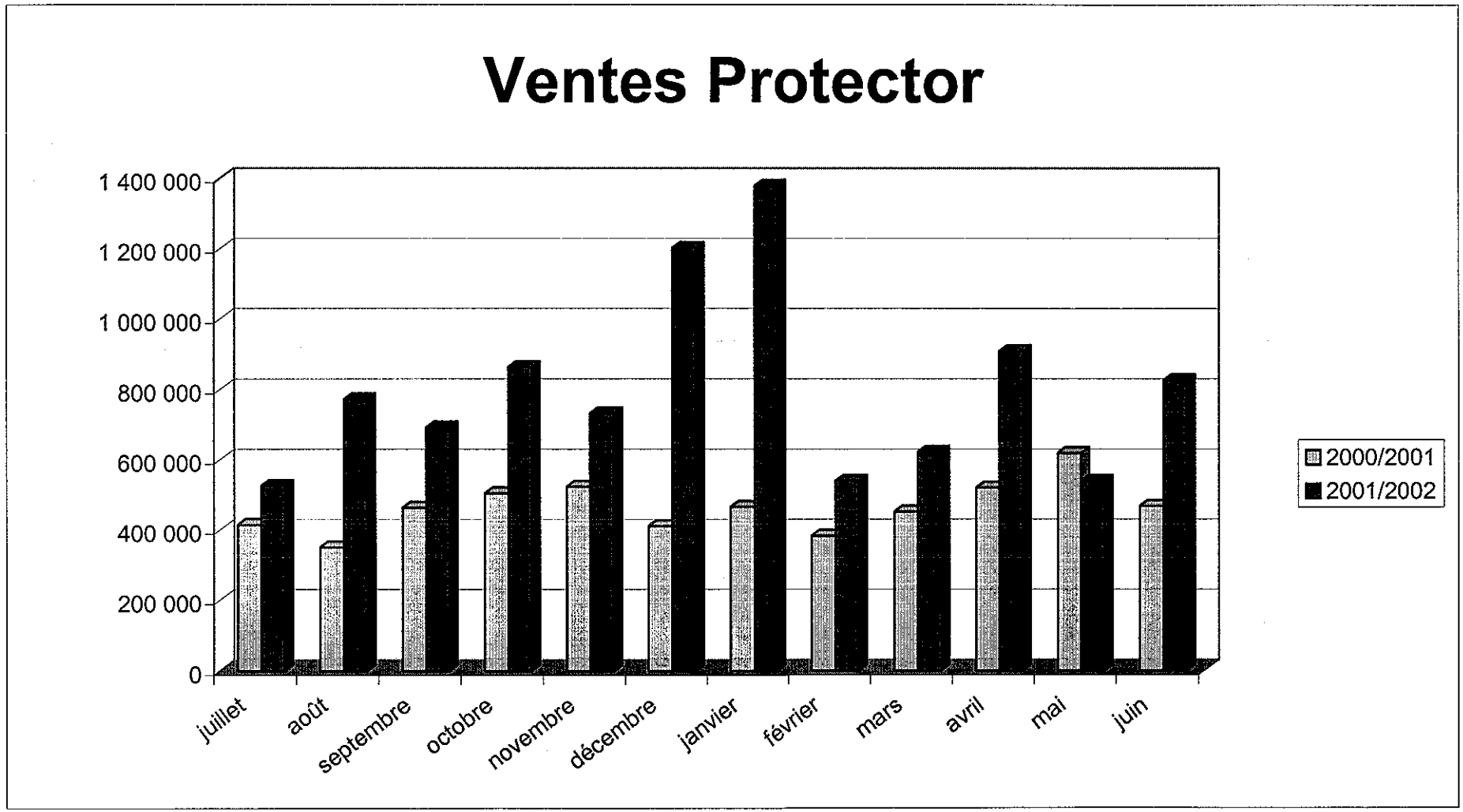
Annexe 1: Analyse des ventes Protector

2000/2001	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin
Ventes	414 660	350 760	463 680	504 612	523 200	411 000	465 600	383 100	452 100	520 320	618 940	467460
Ventes trimestr.			1 229 100			1 438 812			1 300 800			1 606 720
Moy. Mens	**464 619**											
Total annuel	**5 575 432**	**Total actualisé**		**5 575 432**								
CAP Annuel	**46 462**	**CAP actualisé**		**46 462**								

2001/2002	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin
Est. Revisées	515 000	520 000	525 000	530 000	535 000	540 000	555 000	555 000	555 000	580 000	580 000	580 000
Ventes	525 720	772 260	691 800	863 400	732 510	1 201 980	1 379 640	540 240	622 590	908 880	538 620	825 840
Ventes trimestr.			1 989 780			2 797 890			2 542 470			2 273 340
Moy. Mens	800 290											
Total annuel	9 603 480							4 815 810				
CAP Annuel	**80 029**											

Analyse actualisée	Moy. An.Prec	Ventes Mois	Est.rev Mois	Variation %	Ventes Actualisées	Est.rev Actualisées	Var. actualisée ventes/Est.	An.Prec mois	Variation %	An. Prec Actualisé	Variation %
	464 619	825 840	580 000	42,39%	9 603 480	5 990 000	60,33%	467 460	76,67%	5 575 432	**72,25%**

Annexe 1bis



55

Annexe 2: Analyse ventes Pilplan d

2000/2001	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin
Ventes	76 665	36 240	55 560	95 320	33 560	45 834	57 096	47 080	36 040	65 780	68 520	64140
Ventes trimestr.			168 465			174 714			140 216			198 440
Moy. Mens	**56 820**											
Total annuel	**681 835**	**Total actualisé**		**681 835**								
CAP Annuel	**45 456**	**CAP actualisé**		**45 456**								

2001/2002	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin
Est. Revisées	55 000	55 000	60 000	60 000	65 000	65 000	70 000	70 000	70 000	75 000	75 000	75 000
Ventes	56 460	80 580	45 560	49 272	61 420	103 660	115 100	56 200	114 780	54 180	88 420	37 800
Ventes trimestr.			182 600			214 352			286 080			180 400
Moy. Mens	**71 953**											
Total annuel	**863 432**							720 000				
CAP Annuel	**57 562**											

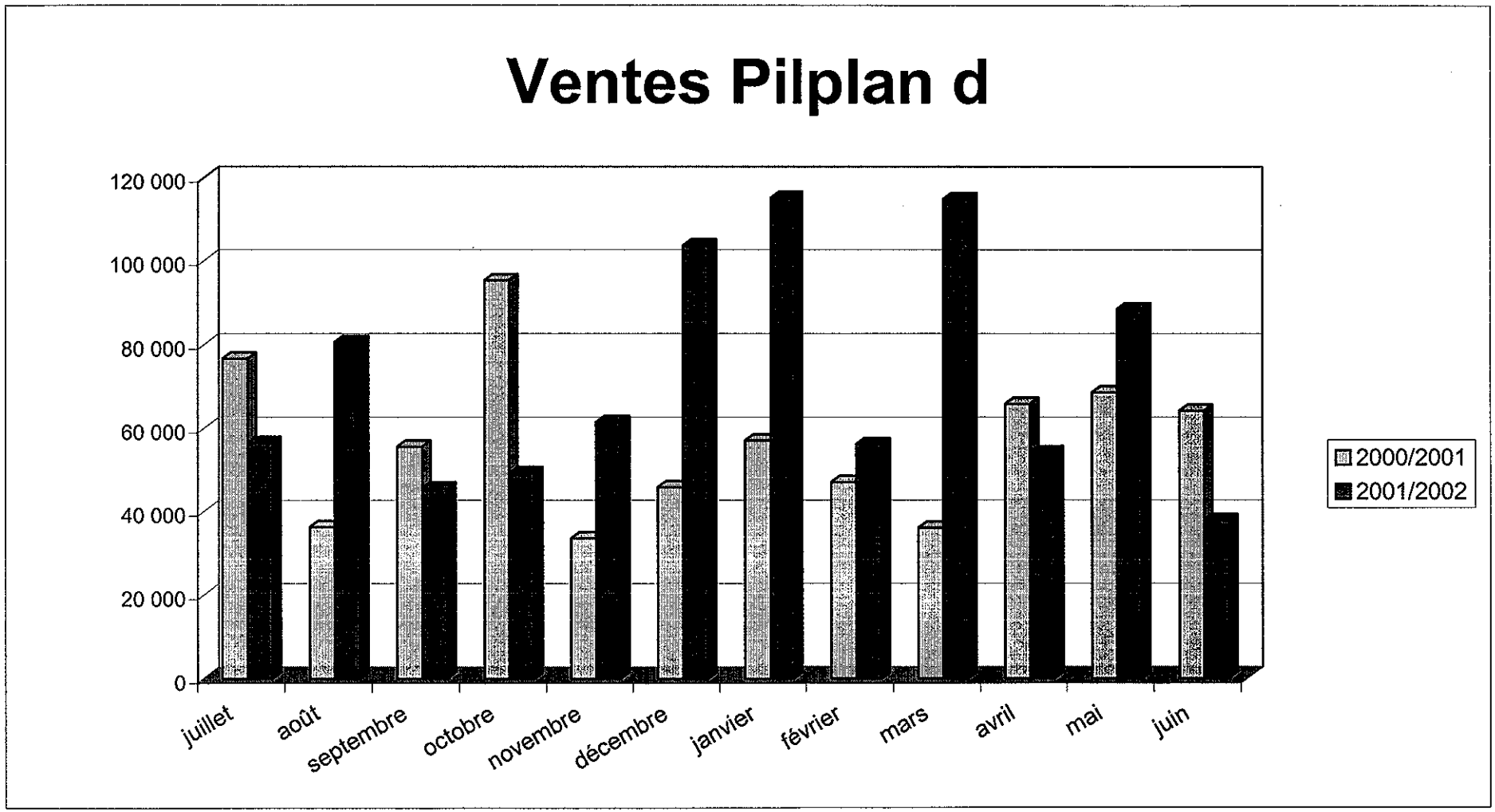
Analyse actualisée

Moy. An;Prec	Ventes Mois	Est.rev Mois	Variation %	Ventes Actualisées	Est.rev Actualisées	Var. actualisée ventes/Est.	An.Prec mois	Variation %	An. Prec Actualisé	Variation %
56 820	37 800	75 000	-49,60%	863 432	795 000	8,61%	64 140	-41,07%	681 835	**26,63%**

Ventes totales estimées 2001/2002	**720 000**

56

Annexe 2bis


Ventes Pilplan d
120 000
100 000
80 000
60 000
40 000
20 000
0
juillet
août
septembre
octobre
novembre
décembre
janvier
février
mars
avril
mai
juin
2000/2001
2001/2002

Annexe 3: Analyse des ventes Confiance

2000/2001	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin
Ventes	9 484	13 874	6 770	9 624	8 496	20 998	10 000	5 576	5 424	8 891	26 284	7 325
Ventes trimestr.			30 128			39 118			21 000			42 500

Moy. Mens	**11 062**		
Total annuel	**125 421**	**Total actualisé**	**132 746**
CAP Annuel	**31 355**	**CAP actualisé**	**33 187**

2001/2002	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin
Est. Revisées	11 000	11 000	13 000	13 000	13 000	14 000	14 000	14 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Ventes	11 844	4 701	5 458	8 433	6572	8 016	12 746	5 270	13 767	13 136	24 274	7 440
Ventes trimestr.			22 003			23 021			31 783			44 850

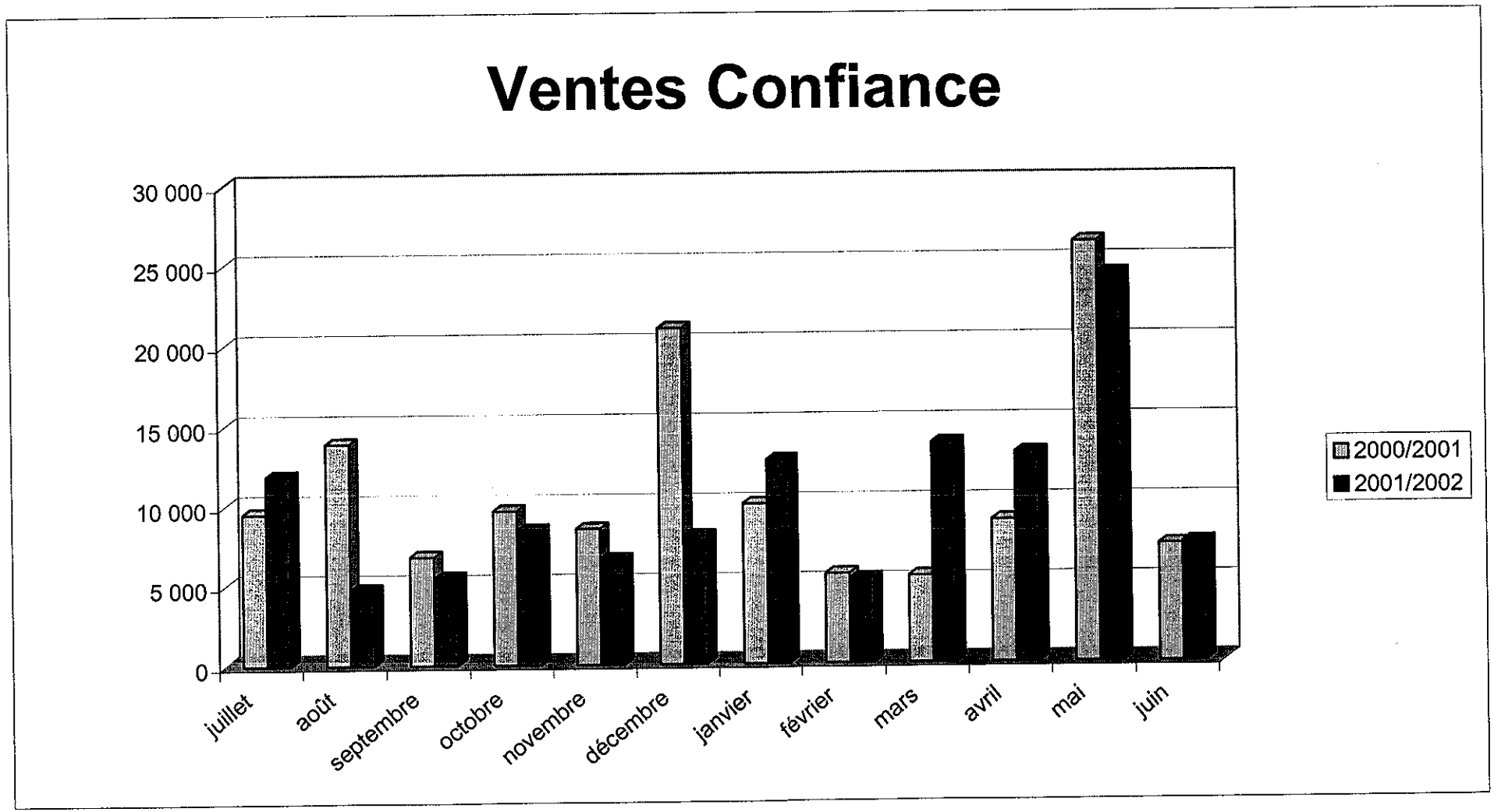
Moy. Mens	**10 138**
Total annuel	**121 657**
CAP Annuel	**30 414**

Analyse actualisée

Moy. An;Prec	Ventes Mois	Est.rev Mois	Variation %	Ventes Actualisées	Est.rev Actualisées	Var. actualisée ventes/Est.	An.Prec mois	Variation %	An. Prec Actualisé	Variation %
11 062	7 440	15 000	-50,40%	121 657	163 000	-25,36%	7 325	1,57%	132 746	**-8,35%**

Ventes totales estimées 2001/2002	**148 000**

Annexe 3bis



59

Annexe 4

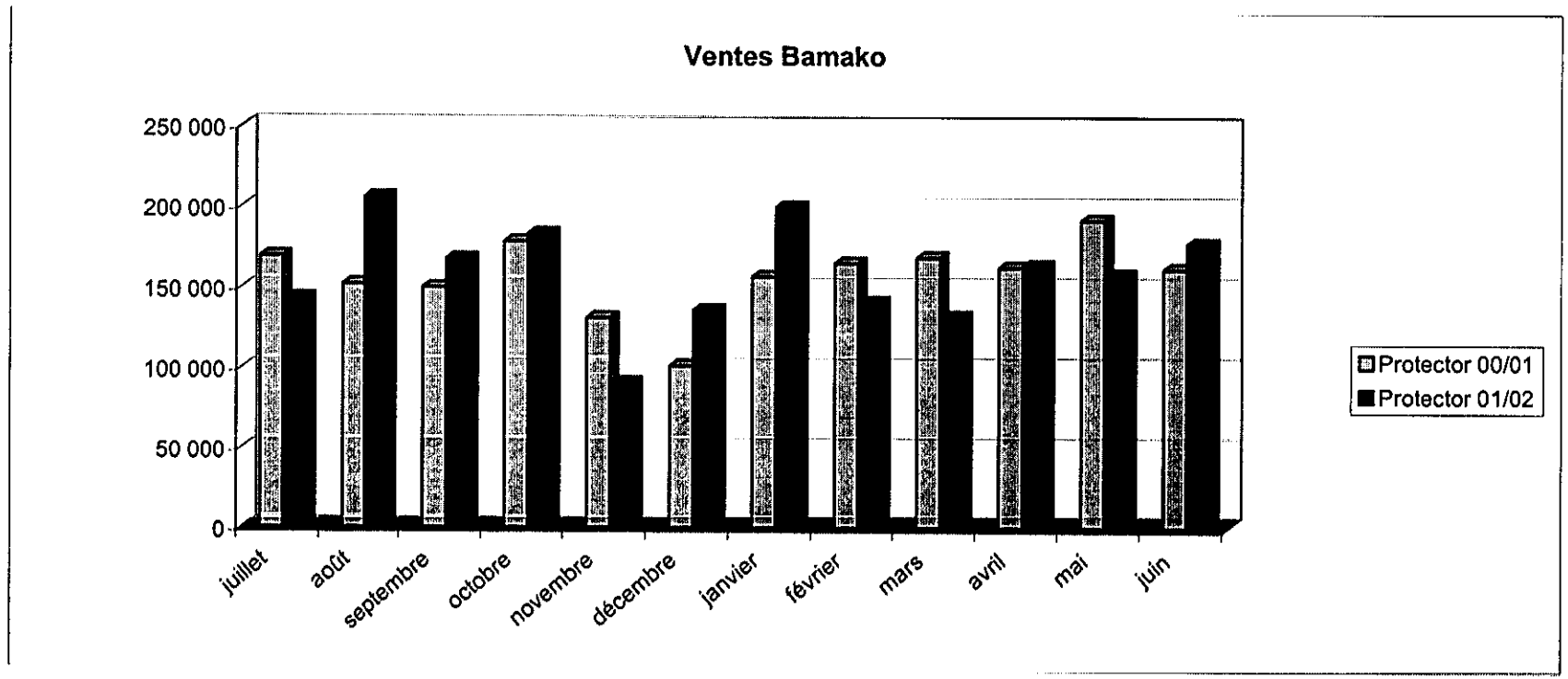
VENTES CONDOMS PROTECTOR PAR PROMOTEURS

District de Bamako

	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin
Protector 00/01	169 080	151 740	149 580	178 260	130 920	100 980	156 540	164 940	168 600	162 660	192 060	161700
Protector 01/02	143 100	205 620	167 400	183 060	90 540	135 600	199 780	140 760	131 820	163 620	158 100	177 480

Moyenne actualisée 00/01	**157 255**
Moyenne actualisée 01/02	**158 073**
Var %	**0,52%**
Objectif	**1 984 164**

Ventes actualisées 2000/01	**1 887 060**
Ventes actualisées 2001/02	**1 896 880**
Objectif actualisé	**2 170 119**



Annexe 5

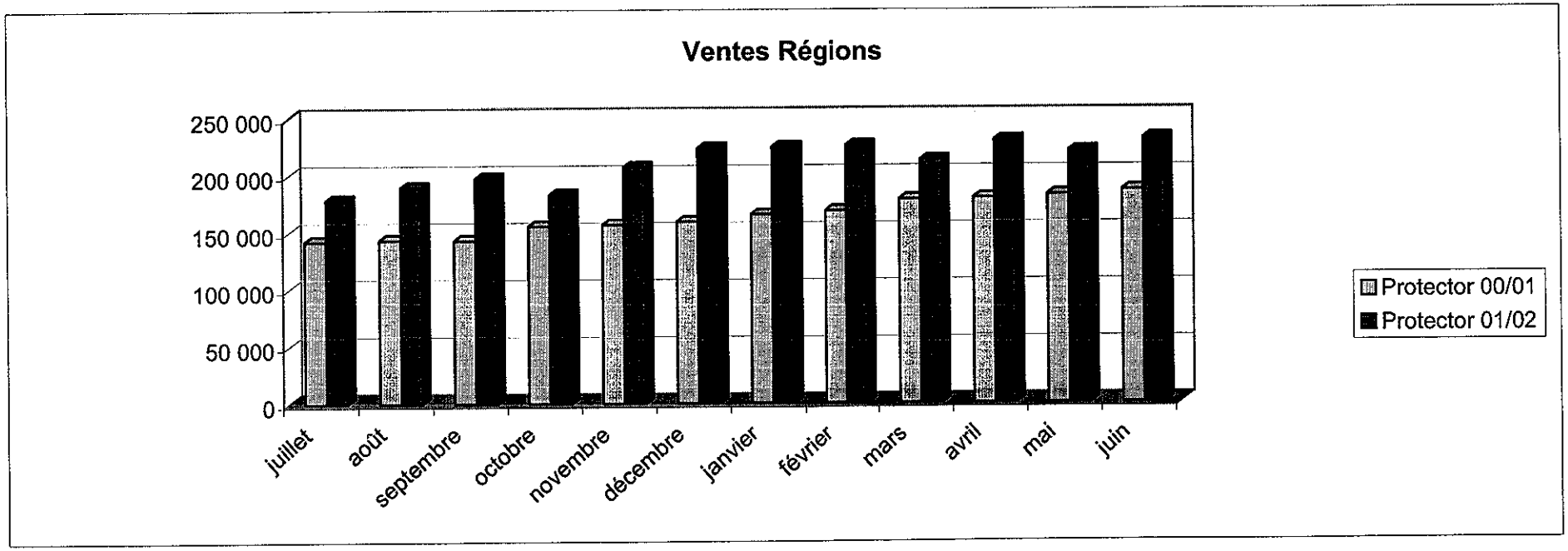
VENTES CONDOMS PROTECTOR PAR PROMOTEURS

Régions

	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin
Protector 00/01	141 900	143 340	142 860	155 100	156 240	158 820	165 120	168 240	178 380	179 340	182 280	186000
Protector 01/02	178 260	189 420	197 160	182 820	206 640	223 080	224 280	225 480	212 640	230 040	220 440	231 240

Moyenne actualisée 00/01	**163 135**
Moyenne actualisée 01/02	**210 125**
Var %	**28,80%**
Objectif	**2 037 363**

Ventes actualisées 2000/01	**1 957 620**
Ventes actualisées 2001/02	**2 521 500**
Objectif actualisé	**2 251 263**



Total actualisé 00/01 Bko&Régions	**3 844 680**
Total actualisé 01/02 Bko&Régions	**4 418 380**
VAR %	**14,92%**
Objectif	**4 421 382**
VAR Ventes/Obj	**-0,1%**

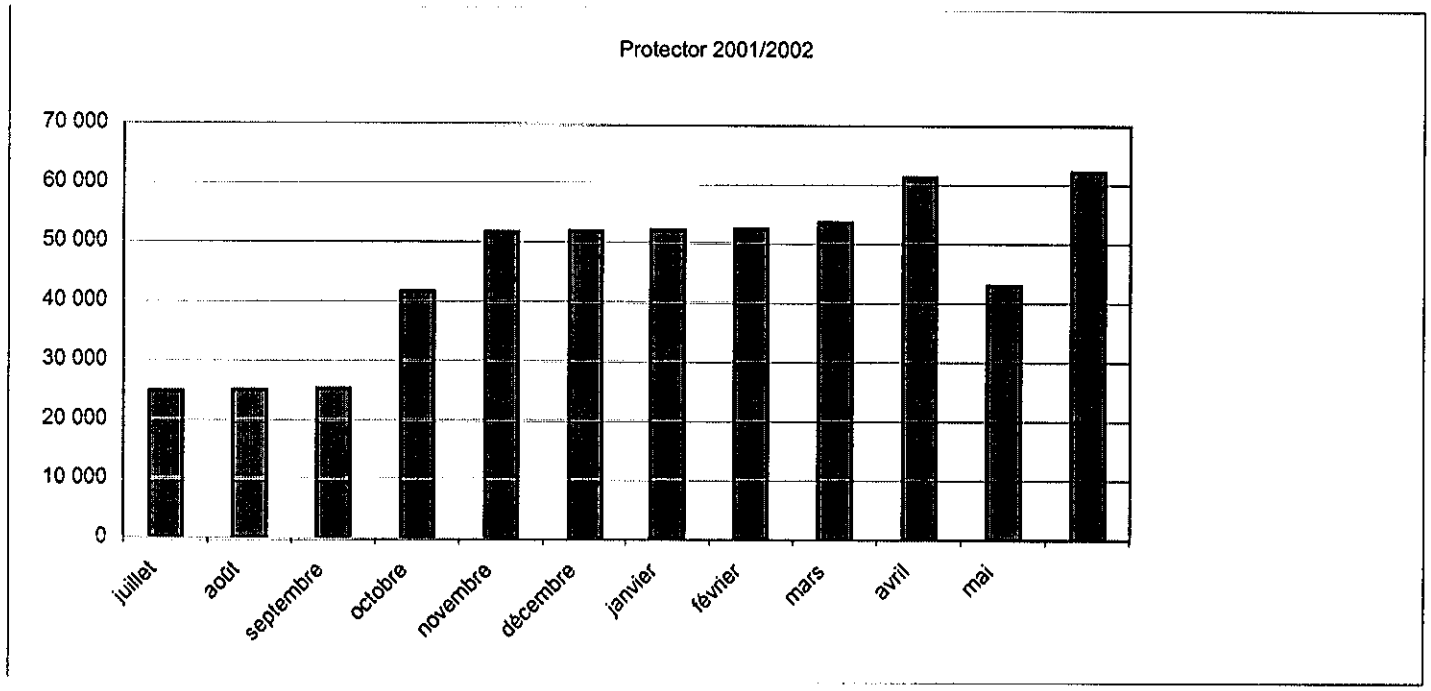
61

Annexe 6 **Ventes des promoteurs par région** annexe 6

KAYES

	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin
Protector 2000/2001	19 440	19 440	19 440	23 640	36 180	35 400	21 840	22 320	43 680	31 440	24 000	42 900
Protector 2001/2002	24 780	24 960	25 260	41 700	51 720	51 960	52 200	52 440	53 520	61 260	42 960	62 220
Ventes trimestrielles			75 000			118 680			156 600			157 740

Ventes tot. Protector 00/01	339 720
Moyenne Protector 00/01	28 310
Ventes tot.Protector 01/02	544 980
Moyenne Protector 01/02	45 415

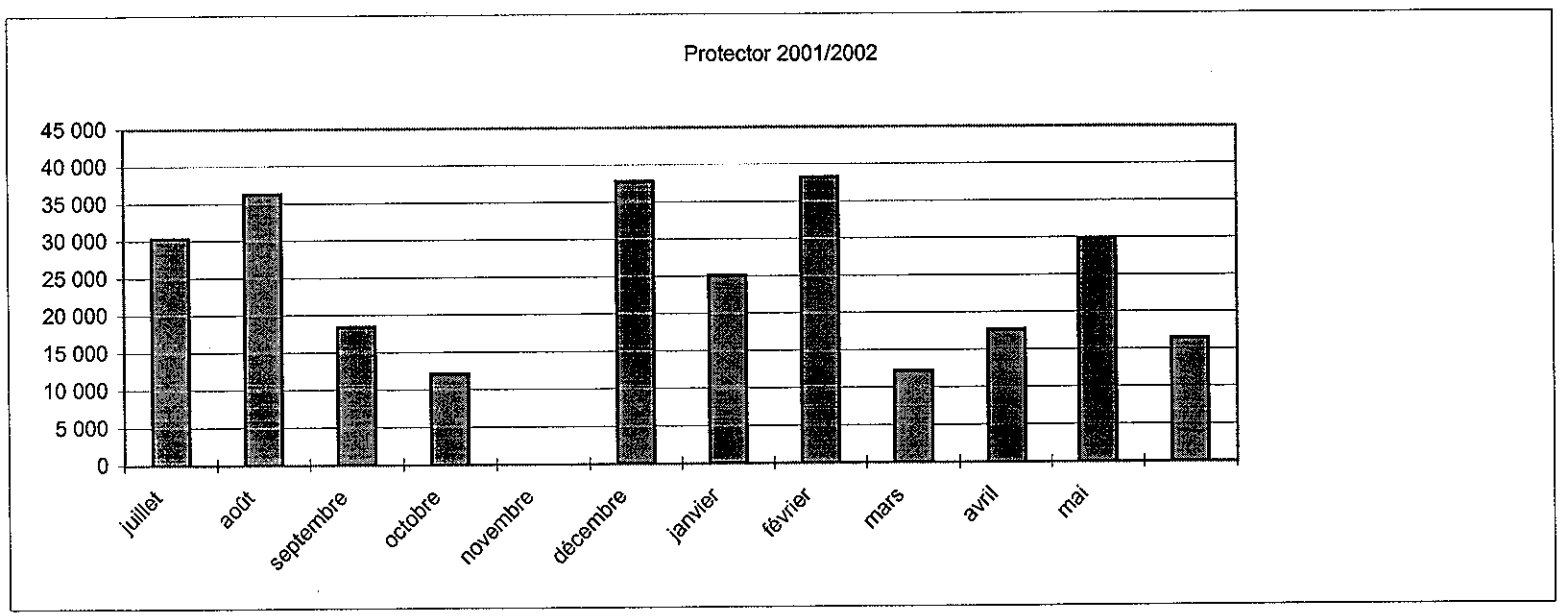


62

KOULIKORO

	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin
Protector 2000/2001	9 120	19 840	32 280	18 300	14 340	15 720	27 300	29 280	13 380	17 460	28 740	18 060
Protector 2001/2002	30 300	36 300	18 420	12 120		37 800	25 140	38 280	12 240	17 700	29 880	16 440
Ventes trimestrielles			85 020			30 540			101 220			59 820

Ventes tot. Protector 00/01	243 820
Moyenne Protector 00/01	20 318
Ventes tot.Protector 01/02	274 620
Moyenne Protector 01/02	24 965



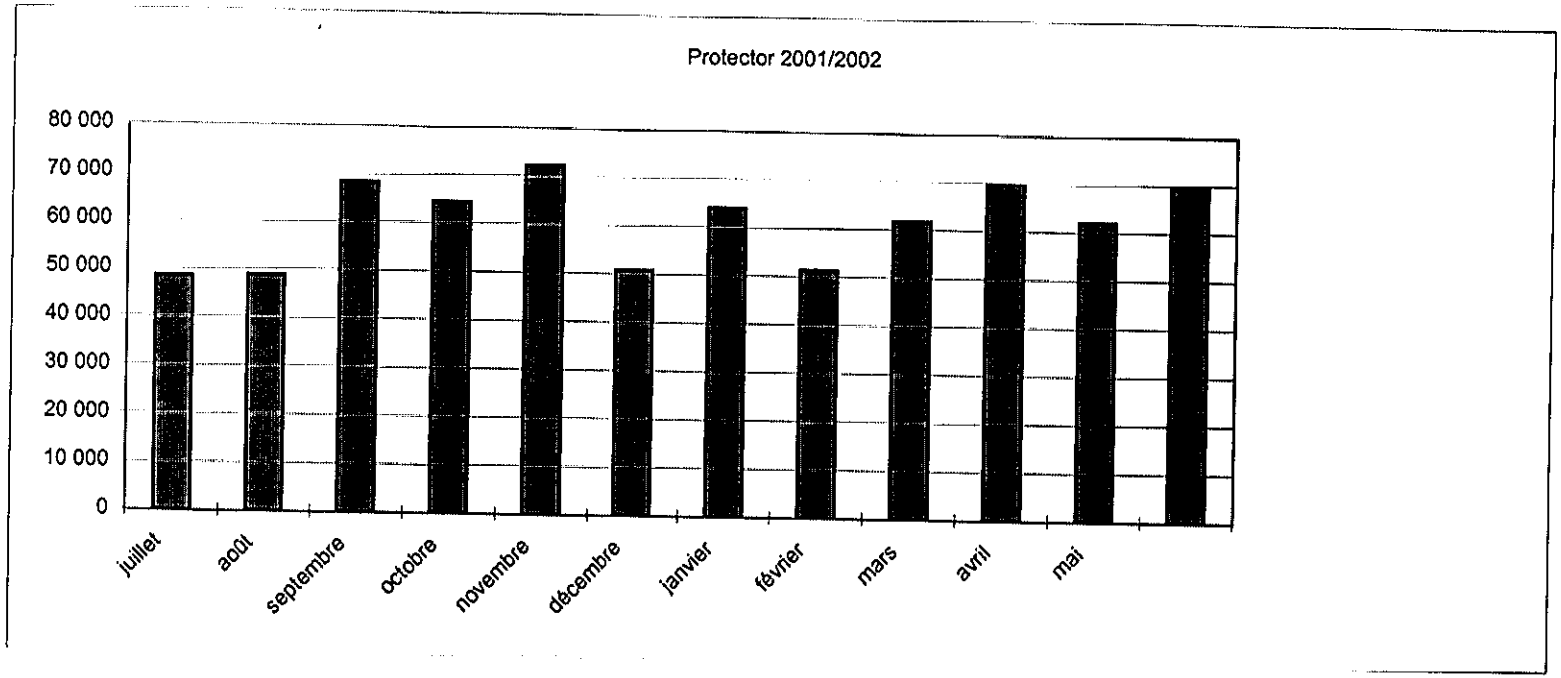
63

annexe 6

SIKASSO

	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin
Protector 2000/2001	49 500	44 960	38 460	55 920	48 000	46 320	57 120	46 680	50 760	58 440	65 880	56 100
Protector 2001/2002	48 480	48 840	68 280	64 440	72 240	50 880	64 020	51 360	61 800	69 840	62 040	69 420
Ventes trimestrielles			165 600			204 960			166 260			193 680

Ventes tot. Protector 00/01	618 140
Moyenne Protector 00/01	51 512
Ventes tot.Protector 01/02	731 640
Moyenne Protector 01/02	60 970

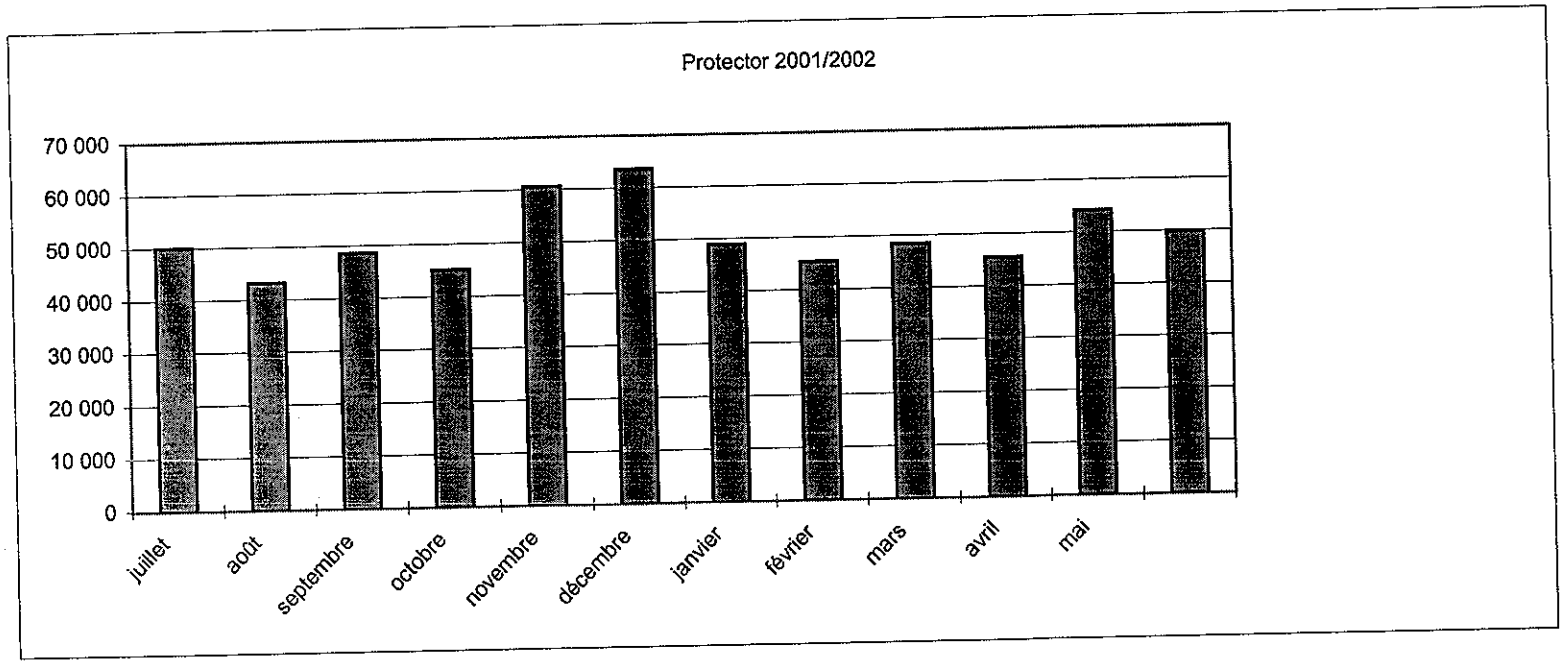


64

SEGOU

	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin
Protector 2000/2001	39 000	31 020	30 540	47 340	38 820	39 540	37 260	46 860	37 440	47 640	42 900	42 120
Protector 2001/2002	50 040	43 200	48 600	45 120	60 600	63 600	48 900	45 360	48 420	45 480	54 120	49 860
Ventes trimestrielles			141 840			154 320			157 860			148 020

Ventes tot. Protector 00/01	480 480
Moyenne Protector 00/01	40 040
Ventes tot.Protector 01/02	603 300
Moyenne Protector 01/02	50 275

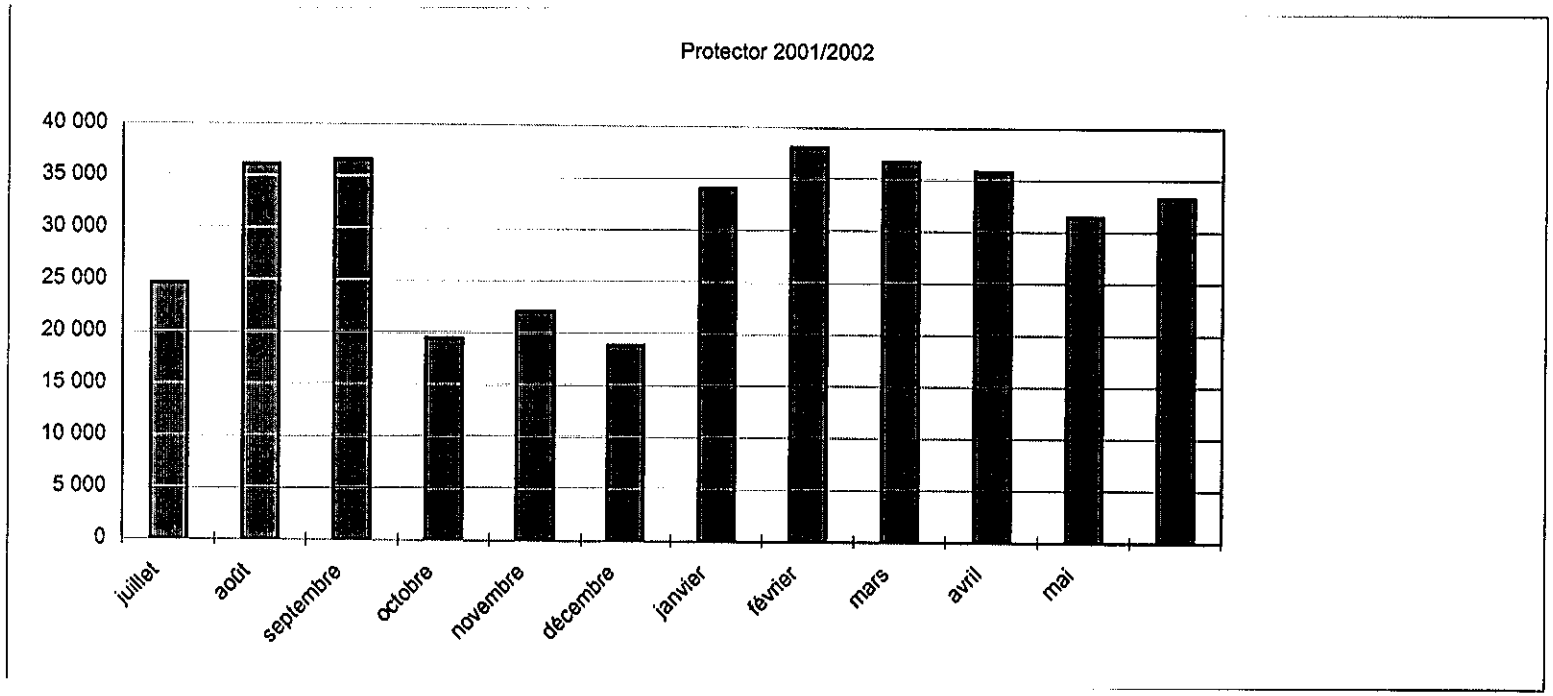


65

MOPTI

	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin
Protector 2000/2001	24 840	28 080	22 140	9 900	18 900	21 540	21 600	23 100	33 120	24 360	20 760	26 820
Protector 2001/2002	24 660	36 120	36 600	19 440	22 080	18 840	34 020	38 040	36 660	35 760	31 440	33 300
Ventes trimestrielles			97 380			78 120			90 900			103 860

Ventes tot. Protector 00/01	275 160
Moyenne Protector 00/01	22 930
Ventes tot.Protector 01/02	366 960
Moyenne Protector 01/02	30 580



66

Annexe 7

Analyse comparative des ventes Protector par promoteurs selon les zones

	BAMAKO	KAYES	KOULIKORO	SIKASSO	SEGOU	MOPTI
Total 2001/2002	1 896 880	544 980	274 620	731 640	603 300	366 960
Moyenne mensuelle 2001/2002	158 073	45 415	24 965	60 970	50 275	30 580

	BAMAKO	KAYES	KOULIKORO	SIKASSO	SEGOU	MOPTI	TOTAL
Total 00/01	1 887 060	339 720	243 820	618 140	480 480	275 160	3 844 380
Total 01/02	1 896 880	544 980	274 620	731 640	603 300	366 960	4 418 380
Moyenne mensuelle 00/01	157 255	28 310	20 318	51 512	40 040	22 930	320 365
Moyenne mensuelle 01/02	158 073	45 415	24 965	60 970	50 275	30 580	370 279
Var %	***0,5%***	***60,4%***	***22,9%***	***18,4%***	***25,6%***	***33,4%***	***15,6%***

Répartition Distribution

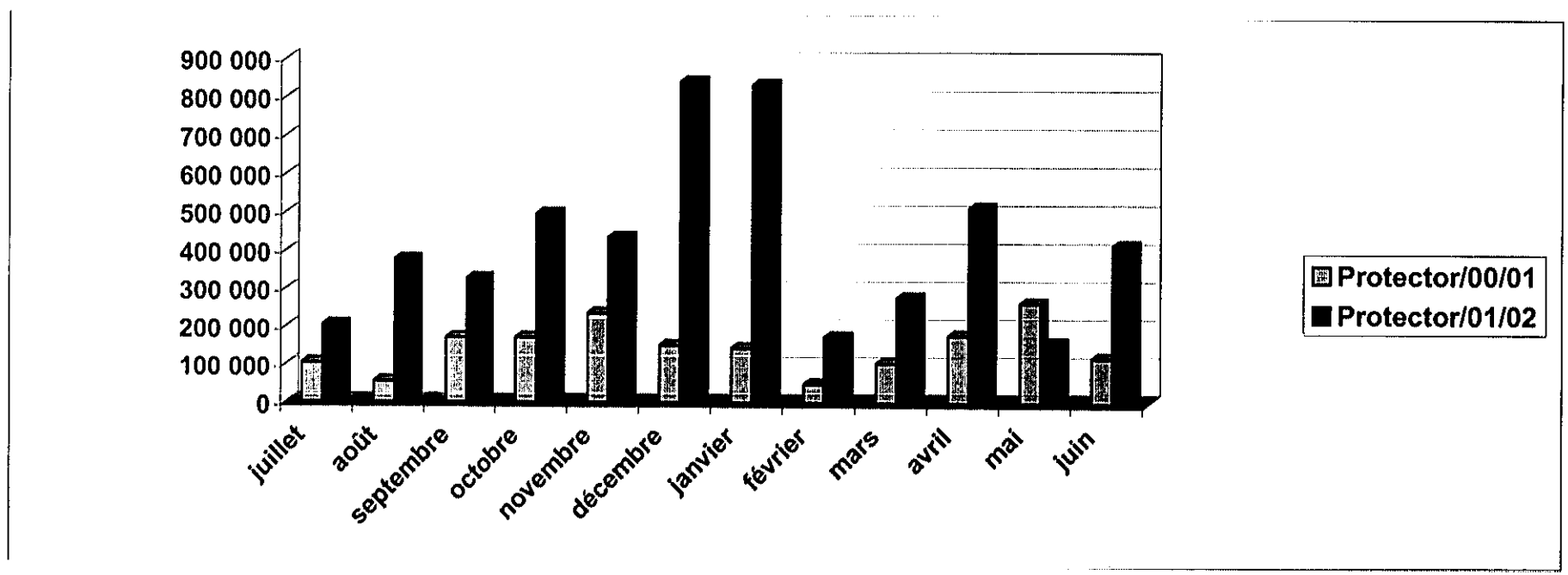
	BAMAKO	KAYES	KOULIKORO	SIKASSO	SEGOU	MOPTI
Periode 2000/2001	*49,1%*	*8,8%*	*6,3%*	*16,1%*	*12,5%*	*7,2%*
Periode 2001/2002	*42,9%*	*12,3%*	*6,2%*	*16,6%*	*13,7%*	*8,3%*

Annexe 8

CAG: VENTES PROTECTOR (sans ventes promoteurs)

	juillet	*août*	*septembre*	*octobre*	*novembre*	*décembre*	*janvier*	*février*	*mars*	*avril*	*mai*	*juin*
Protector/00/01	103 680	55 680	171 240	171 252	236 040	151 200	143 940	49 920	105 120	178 320	264 600	119760
Protector/01/02	204 360	377 220	327 240	497 520	435 330	843 300	835 860	174 000	278 130	515 220	160 080	417 120
Ventes. Trimestrielles 00/01			330 600			558 492			298 980			562 680
Ventes. Trimestrielles 01/02			908 820			1 776 150			1 287 990			1 092 420

Actualisées 00/01	**1 750 752**
Actualisées 01/02	**5 065 380**
Moyenne 00/01	**145 896**
Moyenne 01/02	**422 115**
% actualisé	**189,33%**

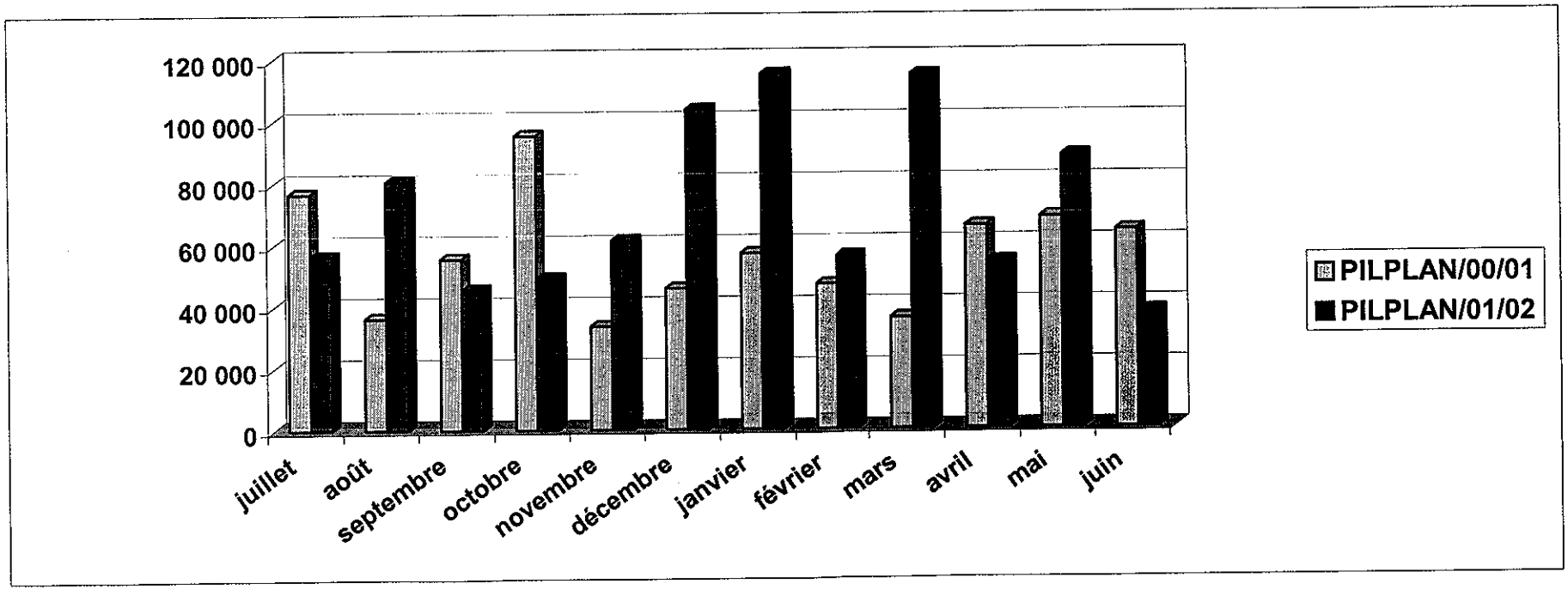


Annexe 9

CAG: VENTES PILPLAN D

	juillet	*août*	*septembre*	*octobre*	*novembre*	*décembre*	*janvier*	*février*	*mars*	*avril*	*mai*	*juin*
PILPLAN/00/01	76 665	36 240	55 560	95 320	33 560	45834	57 096	47 080	36 040	65 780	68 520	64 140
PILPLAN/01/02	56 460	80 580	45 560	49 272	61 420	103 660	115 100	56 200	114 780	54 180	88 420	37 800
Ventes. Trimestrielles 00/01			168 465			174 714			140 216			198 440
Ventes. Trimestrielles 01/02			182 600			214 352			286 080			180 400

Actualisées 00/01	**681 835**
Actualisées 01/02	**863 432**
Moyenne 00/01	**56 820**
Moyenne 01/02	**71 953**
% actualisé	**26,6%**

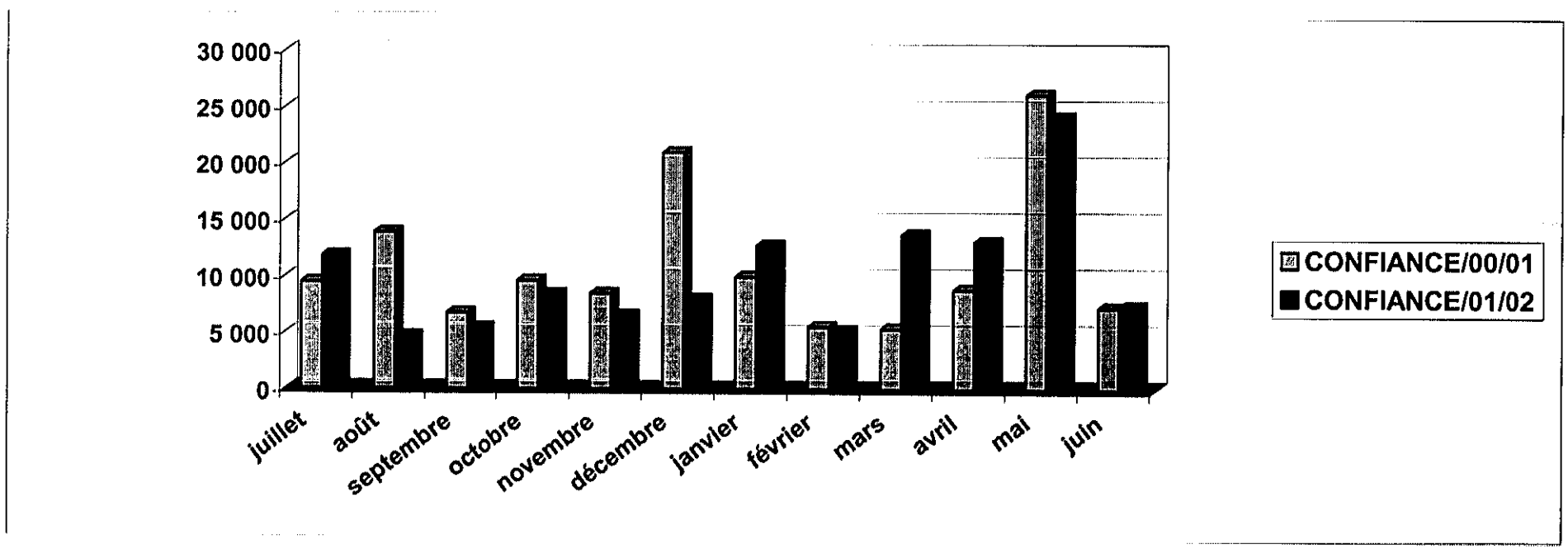


Annexe 10

CAG: VENTES CONFIANCE

	juillet	*août*	*septembre*	*octobre*	*novembre*	*décembre*	*janvier*	*février*	*mars*	*avril*	*mai*	*juin*
CONFIANCE/00/01	9 484	13 874	6 770	9 624	8 496	20 998	10 000	5 576	5 424	8 891	26 284	7 325
CONFIANCE/01/02	11 844	4 701	5 458	8 433	6 572	8 016	12 746	5 270	13 767	13 136	24 274	7 440
Ventes. Trimestrielles 00/01			30 128			39 118			21 000			42 500
Ventes. Trimestrielles 01/02			22 003			23 021			31 783			44 850

Actualisées 00/01	**132 746**
Actualisées 01/02	**121 657**
Moyenne 00/01	**11 062**
Moyenne 01/02	**10 138**
% actualisé	**-8,35%**



2- LISTE DU PERSONNEL

Liste du personnel JSI/PDY

NOMS	FONCTIONS
JSI	
Suzanne Reier	Chef d'Equipe
Alfred Schulz	Conseiller en Systèmes de Gestion/Chef d'Equipe Adjoint
Fatoumata Dèdè Tandia	Conseiller en RO
Boubacar Diarra	Conseiller en Formation Survie de l'Enfant/PCIME
Fatimata Tony	Assistante en SR/SE
Oumar Thiéro	Administrateur
Modibo Dembélé	Administrateur financier
Nathalie Cissé	Assistante de Programme
Bouréima Sidi Cissé	Spécialiste en Education
Lassana Bagayoko	Assistant Administratif
Ami Gadiaga	Spécialiste en logistique
Modibo Doumbia	Gestionnaire des achats et immobilisations
Bakary Camara	Administrateur Réseau
Fatimata Macki Traoré	Réceptionniste - Assistante Administrative
Cheick Oumar Traoré	Chef des Transports
Fousseyni Fofana	Chauffeur/Assistant général
Souaïbou Sané	Chauffeur/Assistant général
Moulaye Haïdara	Chauffeur/Assistant général
EDC	
Gabriel Larocque	Conseiller en Education/Formation
Cheick Oumar Coulibaly	Spécialiste en Education non-formelle
Yobi Guindo	Spécialiste en Développement des curricula et Formation des Maîtres
Fatimata Traoré	Assistante Administrative
CAFS	
Arkia Doucouré	Conseiller en Formation Santé de la Reproduction
FUTURES GROUP*	
René Rovira	Conseiller en Marketing Social/Sytèmes de distribution
Dandara Kanté	Conseiller IEC
Fatim Diakité	Assistante Administrative
Fatim Maïga	Assistante IEC
Adama Keïta	Chef des Ventes
Adama Coulibaly	Coursier/Reproduction de documents
Sidiki Sanogo	Mécanicien motos
WORLD EDUCATION	
Rachel Stoler	Conseiller en Promotion et Intégration des Jeunes
Abdoul Karim Samaké	Correspondant Régional Bamako
Djénèba Yattara Koureïssi	Correspondant Régional Koulikoro
Adama Pierre Ouattara	Correspondant Régional Sikasso
Moussa Boubou Sissoko	Correspondant Régional Ségou
Soumana Thienta	Correspondant Régional Mopti
Salaha Siby	Correspondant Régional Kayes

* Les superviseurs, promoteurs Bamako et régionaux, les visiteurs médicaux font maintenant partie du personnel de notre distributeur privé CAG (Centrale d'Achat des Génériques)

22/08/02

72

3- LISTE DES CONSULTANTS

LISTE DES CONSULTANTS
PERIODE DE JANVIER A JUIN 2002

Noms et Prénoms	But de la mission	Organismes	Arrivée	Départ	Codes Activité
Calvès Anne	Organisation séminaire de l'élaboration des protocoles RO	JSI	11/05/02	29/05/02	VI.I.2
Ba Sadio	Formation continue	JSI	13/03/02	05/04/02	I.II.1
Chu oon Chuampit	Travail sur le leadership	World Education	25/01/02	08/02/02	II.III.2a
Coulibaly Aly	Décentralisation	World Education	17/06/02	08/07/02	IV.I.1c
Devine Nancy	Suivi des activités de World Education	World Education	22/02/02	01/03/02	IV.I.1b
Diakité Kalifa	Décentralisation	World Education	17/06/02	08/07/02	IV.I.1c
Diakité Moro	Ateliers régionaux	World Education	19/04/02	06/05/02	IV.I.1b
Diallo Abdoul Aziz	Formation production radio	Futures	10/06/02	14/06/02	V.II.1
Diallo Mamadi	Renforcement des capacités institutionnelles	World Education	01/04/02	21/07/02	II.I.1b
Diarra Makono	Décentralisation	World Education	17/06/02	08/07/02	IV.I.1c
Diarra Noumouké	Formation des formateurs des Pairs Educateurs	Futures	17/01/02	08/02/02	II.II.1
Diawarra Dr Adama	Développement des protocoles Ministère de l'Education	JSI	18/04/02	22/04/02	VI.I.2
	Développement des protocoles Ministère de la Santé		15/05/02	25/05/02	
	Atelier de formation et prétest des outils		24/06/02	27/06/02	
Garner Barbara	Appui à la promotion des jeunes (alphabétisation)	World Education	07/04/02	30/04/02	II.I.1b
Katulanya Isu	Formation du SIS	JSI	03/01/02	13/01/02	IV.II.1
Keïta Mahamoudou	Décentralisation	World Education	17/06/02	08/07/02	IV.I.1c
Keïta Modibo	Ateliers régionaux	World Education	15/04/02	06/06/02	IV.I.1b
Konaté Mamadou Kani	Saisie des documents IEC	JSI	11/03/02	29/03/02	—
N'Diaye Abdoul Kader	Inventaire des biens du projet	JSI	17/12/02	16/01/02	—
N'Diaye Mohamed	Renforcement des capacités institutionnelles	JSI	01/04/02	29/05/02	IV.II.1b
Sango Ali	RO	JSI	30/04/02	10/05/02	VI.I.4
Siddiqui Ayesha	Appui à l'administration	JSI	15/03/02	25/03/02	—
Sidibé Elisée	Décentralisation	World Education	17/06/02	08/07/02	IV.I.1c
Stanford Necia	Appui à la promotion des jeunes	World Education	07/04/02	30/04/02	II.I.1b
Toth Joanne Catherine	traduction du rapport	JSI	15/01/02	15/02/02	—
Touré Boubacar	Renforcement des capacités institutionnelles	World Education	01/04/02	05/06/02	II.I.1b
Touré Idrissa	RO	JSI	29/04/02	11/05/02	VI.IV.1
Vilgrin Colette	Développement d'un plan pour le PLA	Futures	12/01/02	03/02/02	II.III.1a

4- LISTE DES FORMATIONS EFFECTUEES

FORMATIONS/ATELIERS Janvier - Juin 2002

VOLET/COMPOSANTE/ACTIVITE	Dates		Participants		
	De	A	H	F	Total
VOLET I: SANTE					
I. SANTE					
Activité 1: Renforcement de l'application des PNP et du guide de supervision intégrée					
1b. Formations complémentaires					
PNP -- Cercle de Kayes	11/2/02	20/2/02	0	30	30
Dissémination Guide de Supervision Intégrée -- District de Bamako	3/4/02	6/4/02	6	19	25
Périnatalité -- Kayes	11/4/02	23/4/02	0	30	30
Référence et évacuation San 1er session	18/4/02	20/4/02	52	27	79
PNP/Périnatalité -- Cercles de Kayes, Kéniéba et Bafoulabé	22/4/02	9/5/02	21	11	32
Référence et évacuation San 2ème session	10/6/02	13/6/02	68	3	71
II. FORMATION					
Activité 3: Formation en nutrition					
Bamako Commune III	27/5/02	7/6/02	1	27	28
Cercle de Ségou	17/6/02	28/6/02	11	19	30
Bamako Commune II	24/6/02	5/7/02	8	22	30
Cercle de Kadiolo	26/6/02	6/7/02	19	7	26
Commune VI -- 1er session	11/6/02	20/6/02	5	9	14
Commune VI -- 2ème session	20/6/02	29/6/02	4	11	15
IV. MARKETING SOCIAL					
Activité 2: Distribution des produits contraceptifs					
2b. Promotion des produits					
Gestion des effets secondaires des contraceptifs oraux -- Bamako Session I (Prescripteurs)	22/1/02	22/1/02	3	18	21
Gestion des effets secondaires des contraceptifs oraux -- Bamako Session II (Prescripteurs)	23/1/02	23/1/02	0	28	28
Gestion des effets secondaires des contraceptifs oraux -- Bamako Session III (Prescripteurs)	24/1/02	24/1/02	0	22	22
Gestion des effets secondaires des contraceptifs oraux -- Bamako Session IV (Vendeurs)	21/2/02	21/2/02	8	4	12
Gestion des effets secondaires des contraceptifs oraux -- Ségou (Prescripteurs)	19/3/02	19/3/02	4	22	26
Gestion des effets secondaires des contraceptifs oraux -- Ségou (Vendeurs)	20/3/02	20/3/02	5	0	5
Gestion des effets secondaires des contraceptifs oraux -- Mopti (Prescripteurs)	28/3/02	28/3/02	11	24	35
Gestion des effets secondaires des contraceptifs oraux -- Mopti (Prescripteurs)	29/3/02	29/3/02	13	11	24
Gestion des effets secondaires des contraceptifs oraux -- Sikasso (Prescripteurs)	16/4/02	16/4/02	6	12	18
Gestion des effets secondaires des contraceptifs oraux -- Kayes (Prescripteurs)	16/4/02	16/4/02	2	11	13
Gestion des effets secondaires des contraceptifs oraux -- Sikasso (Prescripteurs et vendeurs)	17/4/02	17/4/02	3	10	13

FORMATIONS/ATELIERS Janvier - Juin 2002

VOLET/COMPOSANTE/ACTIVITE	Dates		Participants		
	De	A	H	F	Total
Gestion des effets secondaires des contraceptifs oraux -- Kayes (Prescripteurs)	17/4/02	17/4/02	14	8	22
Gestion des effets secondaires des contraceptifs oraux -- Sikasso (Vendeurs)	18/4/02	18/4/02	9	1	10
Activité 7: IEC					
7b. Soutien au réseau médiatique					
Formation des animateurs radio en PF	10/6/02	14/6/02	30	10	40
7f. Communication interpersonnelle (formation de pairs éducateurs)					
Fondation pour l'enfance (élèves scolaires):					
Kayes	21/4/02	28/4/02	11	14	25
Mopti	21/4/02	28/4/02	10	15	25
Sikasso	21/4/02	28/4/02	15	10	25
Koulikoro	3/5/02	10/5/02	4	21	25
Ségou	3/5/02	10/5/02	11	14	25
Bamako	14/5/02	21/5/02	7	18	25
Enda Tiers Monde (jeunes travailleurs):					
Bamako	16/5/02	18/5/02	10	15	25
Koulikoro	29/5/02	31/5/02	15	10	25
Ségou	3/6/02	5/6/02	15	10	25
Sikasso	7/6/02	9/6/02	8	17	25
Mopti	11/6/02	13/6/02	14	11	25
Kayes	11/6/02	13/6/02	14	11	25
AHK Kolokani (Handicapés)	23/6/02	25/6/02	13	13	26
Formation en SR/PF des pairs éducateurs de la CMDT et de l'Huicoma	30/5/02	6/6/02	19	2	21
Ass. de Sages Femmeset infirmières obstétriciennes en contraceptifs et la communication	31/5/02	1/6/02	0	13	13
EACEM -- Formation des élèves artistes en PF	18/6/02	20/6/02	25	10	35
Recyclage des pairs éducateurs de l'AMPJF	29/6/02	1/7/02	0	27	27

VOLET II: PROMOTION DE LA JEUNESSE					
I. COMPETENCES DE VIE / ALPHABETISATION					
Activité 1: Développement des cours d'alphabétisation					
1b. Formation des animateurs	9/4/02	20/4/02	21	7	28
II. MODES D'INTERVENTIONS INNOVATRICES					
Formation des formateurs de pairs éducateurs -- Kayes	21/1/02	2/2/02	11	7	18
Formation des formateurs de pairs éducateurs -- Ségou	4/3/02	15/3/02	19	6	25

FORMATIONS/ATELIERS Janvier - Juin 2002

VOLET/COMPOSANTE/ACTIVITE	Dates		Participants		
	De	A	H	F	Total
VOLET III: EDUCATION					
II. RENFORCEMENT DES AGENTS DE L'EDUCATION					
Activité 1: Développement de stratégies de mise en relation FC et FI des maîtres					
Stratégies d'harmonisation de la formation initiale et de la formation continue -- Ségou	18/2/02	21/2/02	9	0	9
Stratégies d'harmonisation de la formation initiale et de la formation continue -- Mopti	25/2/02	27/2/02	16	1	17
Stratégies d'harmonisation de la formation initiale et de la formation continue -- Koulikoro et Bamako	25/2/02	27/2/02	15	6	21
Stratégies d'harmonisation de la formation initiale et de la formation continue -- Sikasso	25/2/02	27/2/02	11	0	11
Stratégies d'harmonisation de la formation initiale et de la formation continue -- Kayes	26/2/02	28/2/02	11	1	12
VOLET IV: RENFORCEMENT DE CAPACITE INSTITUTIONNELLE					
I. DECENTRALISATION					
Activité 1. Conférence régional sur le financement de l'éducation et de la santé					
Atelier national de préparation des ateliers régionaux sur le financement de l'éducation et de la santé	22/4/02	24/4/02	16	3	19
II. DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION					
Activité 1: Formation à l'utilisation du système d'information sanitaire de routine					
1a. Formation sur le système d'information sanitaire de routine					
1a1. Première série de formations					
Bamako	3/1/02	11/1/02	5	15	20
Mopti	7/1/02	12/1/02	19	10	29
Sikasso	28/1/02	5/2/02	19	6	25
Koulikoro	30/1/02	8/2/02	15	5	20
Kayes	11/2/02	17/2/02	13	7	20
1a2. Deuxième série de formations					
Atelier national de préparation	27/5/02	29/5/02	12	1	13
1b. Installation et formation sur le Desam (5 jours dans chaque DRS et chaque CSRef des régions de Koulikoro, Mopti et Kayes)					
Koulikoro	1/4/02	18/3/02	13	1	14
Mopti	6/4/02	16/6/02	20	5	25
Kayes	5/5/02	2/7/02	18	1	19

FORMATIONS/ATELIERS Janvier - Juin 2002

VOLET/COMPOSANTE/ACTIVITE	Dates		Participants		
	De	A	H	F	Total
VOLET V: IEC					
I. DEVELOPPEMENT ET DISSEMINATION DES MESSAGES					
Activité 3: Dissémination des supports destinés aux ONGs					
Dissémination boite à image hygiène/assainissement:					
Sikasso	19/3/02	19/3/02	21	15	36
Kayes	20/3/02	20/3/02	19	11	30
Koulikoro	20/3/02	20/3/02	20	11	31
Mopti	21/3/02	21/3/02	21	17	38
Ségou	23/3/02	23/3/02	23	11	34
Bamako	27/3/02	27/3/02	7	17	24
VOLET VI: RECHERCHE OPERATIONNELLE					
I. RECHERCHE OPERATIONNELLE					
Activité 2: Elaboration des protocoles de recherche					
Education	16/4/02	26/4/02	21	2	23
Santé	16/5/02	26/5/02	21	2	23
Activité 3: Réalisation des études RO (phase pré-test)	24/6/02	26/6/02	11	6	17
Activité 4: Formation en saisie et traitement des données	30/4/02	10/5/02	14	1	15
Activité 5: Dissémination des résultats					
Ségou	4/1/02	4/1/02	36	11	47
Koulikoro	8/1/02	8/1/02	36	13	49

	H	F	Total
NOMBRE TOTAL DE PARTICIPANTS:	**1007**	**826**	**1833**

5- DEPENSES PROGRAMMATIQUES

VOLET I : SANTE

Période : 1er Janvier au 30 Juin 2002

Composante/Activité	Budget Prévu (FCFA)	Dépenses Acquises (FCFA)	Avances non justifiées	Différence
I. ASSURANCE DE QUALITE	**73 000 000**	**22 426 080**	**-**	**50 573 920**
Activité 1: Renforcement de l'application des PNP et du guide de supervision intégrée	*73 000 000*	*22 426 080*	*-*	*50 573 920*
1a. Projets avec les CSComs	45 000 000			45 000 000
1b. Formations complémentaires	28 000 000	22 426 080		5 573 920
II. FORMATION	**133 000 000**	**13 516 308**	**25 808 782**	**93 674 910**
Activité 1: Renforcement de l'application de la Stratégie Nationale de Formation Continue	*24 000 000*	*8 310 640*	*-*	*15 689 360*
1a. Suivi des plans de formation				-
1b. Dissémination des standards/Formation en andragogie	24 000 000	8 310 640		15 689 360
Activité 2: PCIME	*10 000 000*	*2 068 568*		*7 931 432*
2a. Suivi des agents formés	3 000 000	2 068 568		931 432
2b. Evaluation du cycle complet	7 000 000			7 000 000
Activité 3: Formation en nutrition	*99 000 000*	*3 137 100*	*25 808 782*	*70 054 118*
III. DISPONIBILITE DES SERVICES	**29 000 000**	**-**	**4 323 965**	**24 676 035**
Activité 1: Relance de la DBC des contraceptifs	*29 000 000*		*4 323 965*	*24 676 035*
IV. MARKETING SOCIAL	**726 450 000**	**349 295 087**	**5 503 775**	**371 651 138**
Activité 1: Développement des activités du secteur privé				-
Activité 2: Distribution des produits contraceptifs	*130 000 000*	*72 296 013*	*-*	*57 703 987*
2a. Accessibilité et disponibilité des produits	130 000 000	72 124 313		57 875 687
2b. Promotion des produits		171 700		(171 700)
2c. Gestion des stocks				-
2d. Gestion administrative et financière				-
Activité 3: Production de matériaux promotionnels	*50 000 000*	*20 980 000*		*29 020 000*
Activité 4: Production de matériaux de conditionnement	*120 000 000*	*87 070 500*		*32 929 500*
Activité 5: Sponsoring	*80 000 000*	*48 371 004*		*31 628 996*
Activité 6: Formation en Marketing Social	*450 000*			*450 000*
Activité 7: IEC	*309 000 000*	*108 646 616*	*5 503 775*	*194 849 609*
7a. Communication de masse	154 000 000	72 211 180		81 788 820
7b. Soutien au réseau médiatique	10 000 000		5 503 775	4 496 225
7c. Développement et diffusion d'une pièce de théâtre	30 000 000			30 000 000
7d. Tournée de média traditionnels	15 000 000			15 000 000
7e. Production d'un album musical	10 000 000			10 000 000
7f. Communication interpersonnelle	75 000 000	35 935 436		39 064 564
7g. Partenariat avec les association professionnelles	15 000 000	500 000		14 500 000
Activité 8 : Recherche	*10 000 000*			*10 000 000*
Activité 9 : Partenariat avec structures du MS	*27 000 000*	*11 930 954*	*-*	*15 069 046*
9a. DPM/Secteur privé	10 000 000			10 000 000
9b. DSR	17 000 000	11 930 954		5 069 046

Total Volet I :	**961 450 000**	**385 237 475**	**35 636 522**	**540 576 003**

VOLET II : PROMOTION DE LA JEUNESSE

Période : 1er Janvier au 30 Juin 2002

Composante/Activité	Budget Prévu (FCFA)	Dépenses Actuelles (FCFA)	Avances non justifiées	Différence
I. COMPETENCES DE VIE / ALPHABETISATION	**30 000 000**	**8 783 290**	**3 194 068**	**18 022 642**
Activité 1: Développement des cours d'alphabétisation	*30 000 000*	*8 783 290*	*3 194 068*	*18 022 642*
1a. Traduction du draft	5 000 000	7 504 060		(2 504 060)
1b. Formation des animateurs	12 500 000	1 053 250		11 446 750
1c. Test des matériels	12 500 000	225 980	3 194 068	9 079 952
II. MODES D'INTERVENTIONS INNOVATRICES	**25 000 000**	**11 098 650**	**-**	**13 901 350**
Activité 1: Formation des formateurs de pairs éducateurs	*25 000 000*	*11 098 650*	-	*13 901 350*
1a. Atelier de révision du curriculum des pairs éducateurs	10 000 000			10 000 000
1b. Formation des agents DBC, des structures techniques et des ONGs	7 500 000	11 098 650		(3 598 650)
1c. Formation d'un groupe de pairs éducateurs par région	7 500 000			7 500 000
Activité 2: Suivi des prestataires de services de santé en SR des Jeunes Adultes				-

TOTAL VOLET II :	**55 000 000**	**19 881 940**	**3 194 068**	**31 923 992**

VOLET III : EDUCATION

Période : 1er Janvier au 30 Juin 2002

Composante/Activité	Budget Prévu (FCFA)	Dépenses Actuelles (FCFA)	Avances non justifiées	Différence
I. DEVELOPPEMENT ET REVISION DU CURRICULUM	**33 500 000**	-	-	**33 500 000**
Activité 1: Finalisation du curriculum	*3 500 000*	-	-	*3 500 000*
1a. Appui à la finalisation de la version d'essai du curriculum				-
1b. Production de matériels de formation, modification et ajustement du guide	3 500 000			3 500 000
Activité 2: La mise à l'essai du Livret Curriculum	*20 000 000*	-	-	*20 000 000*
2a. Préparation des formateurs des enseignants	10 000 000			10 000 000
2b. Suivi de la mise à l'essai du curriculum et de la mise en application des éléments SNCV dans les classes pilotes	10 000 000			10 000 000
Activité 3: Appui à la rédaction Livret Niveau 2 et insertion des éléments SNCV	*10 000 000*			*10 000 000*
II. RENFORCEMENT DES AGENTS DE L'EDUCATION	**46 500 000**	**24 496 611**	-	**22 003 389**
Activité 1: Développement de stratégies de mise en relation FC et FI des maîtres	*40 000 000*	*20 442 236*		*19 557 764*
Activité 2: Suivi de l'implantation nouveaux rôles DAE, DCAP, DIFM	*2 500 000*	*954 000*		*1 546 000*
Activité 3: Mise à l'essai, suivi et révision du matériel de formation à distance	*4 000 000*	*3 100 375*		*899 625*
III. APPUI INSTITUTIONNEL	-	-	-	-
Activité 1: Dotation en équipements pédagogiques (CAP et IFM)				-
Activité 2: Appui à la planification du Programme Décennal				-
TOTAL VOLET III :	**80 000 000**	**24 496 611**	-	**55 503 389**

VOLET IV : RENFORCEMENT DE CAPACITE INSTITUTIONNELLE

Période : 1er Janvier au 30 Juin 2002

Composante/Activité	Budget Prévu (FCFA)	Dépenses Actuelles (FCFA)	Avances non justifiées	Différence
I. DECENTRALISATION	**35 000 000**	**2 099 075**	**910 000**	**31 990 925**
Activité 1. Conférence régional sur le financement de l'éducation et de la santé	*35 000 000*	*2 099 075*	*910 000*	*31 990 925*
1a. Inventaire et analyse des textes	5 000 000			5 000 000
1b. Atelier avec 1-2 ONGs par région	8 000 000	2 099 075	910 000	4 990 925
1c. Conférence de dissémination	22 000 000			22 000 000
II. DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION	**105 500 000**	**30 183 082**	**2 931 988**	**72 384 930**
Activité 1: Formation à l'utilisation du système d'information saniatire de routine	*93 500 000*	*29 103 082*	*2 931 988*	*61 464 930*
1a. Formation sur le système d'information sanitaire de routine	84 000 000	29 103 082	2 931 988	51 964 930
1a1. Première série de formations	35 000 000	29 103 082	2 931 988	2 964 930
1a2. Deuxième série de formations	49 000 000			49 000 000
1b. Installation et formation sur le DESAM	9 500 000			9 500 000
Activité 2: Installation et formation sur le système de gestion informatique sur la formation continue	*12 000 000*	*1 080 000*	-	*10 920 000*
2a. Ministère de la Santé	6 000 000			6 000 000
2b. Ministère de l'Education	6 000 000	1 080 000		4 920 000
VOLET IV :	**140 500 000**	**32 282 157**	**3 841 988**	**104 375 855**

VOLET V : IEC

Période : 1er Janvier au 30 Juin 2002

Composante/Activité	Budget Prévu (FCFA)	Dépenses Actuelles (FCFA)	Avances non justifiées	Différence
I. DEVELOPPEMENT ET DISSEMINATION DES MESSAGES	**54 000 000**	**39 063 130**	**-**	**14 936 870**
Activité 1: Suivi des techniciens d'IEC formés sur leur utilisation des répertoires (Vols I & II)	*20 000 000*	-	-	*20 000 000*
1a. Suivi des techniciens d'IEC formés	10 000 000			
1b. Dissémination des répertoires niveau cercle	10 000 000			10 000 000
Activité 2: Production des supports IEC basés sur les répertoires (Vols I & II)	*30 000 000*	*13 900 000*		*16 100 000*
Activité 3: Dissémination des supports destinés aux ONGs	*4 000 000*	*25 163 130*		*(21 163 130)*
II. DEVELOPPEMENT DU RESEAU MEDIATIQUE	-	-	-	-
Activité 1: Formation des animateurs Radio				-
Activité 2: Suivi du réseau médiatique pour les jeunes				-
				-
VOLET V :	**54 000 000**	**39 063 130**	**-**	**14 936 870**

VOLET VI : RECHERCHE OPERATIONNELLE

Période : 1er Janvier au 30 Juin 2002

Composante/Activité	Budget Prévu (FCFA)	Dépenses Actuelles (FCFA)	Avances non justifiées	Différence
I. RECHERCHE OPERATIONNELLE	**92 500 000**	**23 851 538**	**4 122 275**	**64 526 187**
Activité 1: Identification des thèmes de recherche	*500 000*			*500 000*
Activité 2: Elaboration des protocoles de recherche	*20 000 000*	*13 527 773*		*6 472 227*
Activité 3: Réalisation des Etudes RO	*30 000 000*	*8 633 765*		*21 366 235*
Activité 4: Formation en saisie et traitement des données	*30 000 000*	*1 690 000*	*4 122 275*	*24 187 725*
Activité 5: Dissémination des résultats	*12 000 000*			*12 000 000*
II. CATALOGUE DES MEILLEURES PRATIQUES	**15 000 000**	-	-	**15 000 000**
Activité 1: Catalogue des "Meilleures Pratiques"	*15 000 000*			*15 000 000*
III. SERVICES DE TRAITEMENT DES MST	**15 000 000**	-	-	**15 000 000**
Activité 1: Analyse des services de traitement des MST (médicaments) aux jeunes	*15 000 000*			15 000 000
VOLET VI :	**122 500 000**	**23 851 538**	**4 122 275**	**94 526 187**

VOLET VII : SUIVI ET EVALUATION

Période : 1er Janvier au 30 Juin 2002

Composante/Activité	Budget Prévu (FCFA)	Dépenses Actuelles (FCFA)	Avances non justifiées	Différence
I. SANTE (Survie de l'Enfant et Santé de la Reproduction)	**65 000 000**	**10 393 380**		**54 606 620**
1. Augmentation de l'utilisation de la contraception moderne	18 000 000	4 742 512		13 257 488
2. Offre des services selon les Normes et Procédures				
3. L'utilisation du Guide de Supervision Intégrée	47 000 000	5 650 868		41 349 132
4. Suivi de la stratégie de formation continue				
5. Disponibilité des contraceptifs				
II. SANTE (Marketing Social)				
1. Augmentation des CAPs				
2. Partenaire privé démontre les capacités de gérer le programme de MS				
III. PROMOTION DE LA JEUNESSE		**229 800**		
1. Utilisation d'un cours d'alphabétisation pour 6 sites				
2. Amélioration des services de proximité		229 800		
IV. EDUCATION		-		
1. Utilisation des modules modèles JSI/PDY				
2. Utilisation des modules modèles indépendants				
3. Formateurs qui forment des maîtres en SNCV				
4. Ecoles supervisées				
5. Utilisation des techniques de supervision et de gestion				
6. DREs et CAPs/IEFs adoptent changement organisationnel				
V. RENFORCEMENT DE LA CAPACITE INSTITUTIONNELLE	**7 000 000**	-		**7 000 000**
1. Rapports et prises de décisions améliorés	*7 000 000*			*7 000 000*
2. Suivi de la formation continue				
VI. INFORMATION, EDUCATION ET COMMUNICATION	-	**828 880**	**2 510 202**	**(3 339 082)**
1. Utilisation du Répertoire Volume I		*828 880*	*2 510 202*	*(3 339 082)*
2. Utilisation du Répertoire Volume II				
3. Stations radio utilisant des spots				
VII. RECHERCHE OPERATIONNELLE		**175 000**		
1. Système pour incorporer les résultats RO		175 000		
VOLET VII :	**72 000 000**	**11 627 060**	**2 510 202**	**57 862 738**

RECAPUTILATIF PAR VOLET

01/01/02 - 30/06/02

VOLETS	Budget Prévu (FCFA)	Dépenses Actuelles (FCFA)	Avances non justifiées	Différence	Pourcentage du budget dépensé
Total Volet I : Santé	961 450 000	385 237 475	35 636 522	540 576 003	44
Total Volet II : Promotion des Jeunes	55 000 000	19 881 940	3 194 068	31 923 992	42
Total Volet III : Education	80 000 000	24 496 611	0	55 503 389	31
Total Volet IV : Capacité Institutionnelle	140 500 000	32 282 157	3 841 988	104 375 855	26
Total Volet V : IEC	54 000 000	39 063 130	0	14 936 870	72
Total Volet VI : Recherche Opérationnelle	122 500 000	23 851 538	4 122 275	94 526 187	20
Total Volet VII : Suivi et Evaluation	72 000 000	11 627 060	2 510 202	57 862 738	20
TOTAL GENERAL	1 485 450 000	536 439 911	49 305 055	899 705 034	39